RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2021

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

يـوبـاف
U'B'A'F

RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2021

UNION
DE BANQUES
ARABES
ET FRANÇAISES

يوباف
U'B'A'F

SOMMAIRE
SUMMARY

04

Message du Président du Conseil d'Administration / *Message from the Chairman of the Board of Directors*

06

Répartition du Capital / *Capital Structure*

08

Organisation de la Banque / *Governance*

10

Message du Directeur Général / *Message from the Chief Executive Officer*

12

Notre Mission / *Our Mission*

14

Contacts / *Contacts*

16

Éléments financiers

58

Financial information

MESSAGE

du Président du Conseil d'Administration
from the Chairman of the Board of Directors

Tarek AMER
Président du Conseil d'Administration
Chairman of the Board of Directors

L'année 2021 s'est avérée positive pour l'UBAF après un exercice 2020 sous le signe de la pandémie de Covid-19, qui a eu des conséquences dévastatrices sur la croissance économique mondiale et sur le commerce international qui l'alimente.

En 2021, l'économie mondiale s'est redressée au-delà de toutes les espérances grâce aux vastes mesures de relance budgétaire et monétaire et au déploiement accéléré des campagnes de vaccination, qui ont permis une réouverture rapide des économies. La croissance mondiale a progressé au rythme de 5,5 % en 2021, mais à des degrés divers selon les régions : 5 % dans les pays développés et 6,3 % dans les économies émergentes ; les grandes places boursières se sont appréciées d'environ 20 à 30 %, portées par les anticipations d'un solide rebond des résultats. Ce rebond s'est matérialisé puisque les sociétés industrielles et commerciales ont enregistré une hausse notable de leurs résultats nets moyens (+45 % aux États-Unis et +65 % dans la zone euro). Cette amélioration des conditions financières mondiales, conjuguée à l'agilité de la Banque, a permis à l'UBAF d'enregistrer une hausse similaire de ses résultats par rapport à l'exercice précédent.

La performance des marchés d'actions émergents a été davantage disparate. Les marchés émergents regroupent des pays aux profils très divers, dotés de capacités de résistance distinctes. Si l'indice MSCI Emerging Markets Index, plombé par la Chine, a accusé une baisse de 2,5 % en glissement annuel, les pays producteurs d'énergie comme l'Arabie Saoudite (+38 %) et les Émirats Arabes Unis (+50 %) ont tiré leur épingle du jeu tandis que des pays comme la Turquie (-22 %) ont pâti de facteurs endogènes et de pressions mondiales.

Grâce à cet environnement globalement favorable, le commerce mondial a affiché une croissance en volume et en valeur de 10,8 % et de 25 %, respectivement, effaçant ainsi la baisse quasi équivalente induite l'année dernière par les répercussions économiques de la pandémie de Covid-19. S'agissant de la gestion des risques, le bilan est également encourageant : les taux de défaut restent extrêmement bas, en particulier pour les lettres de crédit export (moins de 0,1 % au niveau mondial en 2021).

2021 was a positive year for UBAF following the previous financial year, which was dominated by the unprecedented impact of the Covid-19 pandemic, resulting in a significant slowdown in global economic growth and the international trade which underpinned it.

In 2021, the global economy witnessed a strong recovery, which largely exceeded all expectations, led by significant fiscal and monetary stimulus and the accelerated roll-out of vaccination programs which induced rapid economic reopening. Global growth rate registered 5.5% in 2021 with a contribution of 5% from developed countries and 6.3% from emerging economies; major stock exchanges added around 20 to 30% of value, as investors were looking ahead for a robust rebound in earnings. This materialized with industrial and commercial companies posting a notable increase in average net results of 45% in the USA and 65% in the Euro Zone. The upward trajectory of global financial conditions, coupled with UBAF's flexibility resulted in a similar recovery for UBAF from the previous year.

This comes amidst a more fragmented Emerging Markets' stock exchange performance. Emerging markets include a diverse group of countries, with each showing distinct resilience capabilities. While the MSCI Emerging Markets Index registered a negative YoY change of 2.5%, heavily weighted down by China, energy producers such as Saudi Arabia (+38%) and the United Arab Emirates (+50%) thrived and countries like Turkey (-22%) came under pressure due to endogenous factors as well as global pressures.

As a consequence of this generally favorable environment, world trade volume and value witnessed a 10.8% and 25% growth, respectively, erasing an almost equivalent drop incurred in the previous year on the back of the Covid-19 pandemic's economic fallout. Additionally, on a risk management level, default rates remain extremely low, in particular export letters of credit, which stand globally at less than 0.1% in 2021.

Les prévisions de performance pour 2022 se veulent plus prudentes pour tenir compte de l'évolution récente du contexte régional et local ainsi que des tendances esquissées ou projetées au second semestre 2021, sans oublier le récent conflit entre la Russie et l'Ukraine, source de perturbations massives dans les économies développées et en développement. La reprise observée en 2021 a entraîné des tensions sur les chaînes d'approvisionnement, des pénuries de matières premières considérables et des hausses de prix. En outre, les pénuries notables de semi-conducteurs et le renchérissement de l'énergie, essentiels à l'industrie manufacturière, se sont traduits par une flambée des prix de l'aluminium (+42 %), du magnésium (+200 %), du zinc (+28,5 %) et du cuivre (+25 %), primordiaux pour la décarbonisation de l'économie. Ces tendances concernent également les denrées alimentaires et d'autres matières premières, qui ont subi des pressions inflationnistes. Si des taux d'inflation de 2,8 % en France et de 3,2 % dans la zone euro en 2021 ont pu sembler provisoirement acceptables, leur trajectoire du dernier trimestre laisse présager un doublement en 2022, un scénario qui s'est déjà concrétisé aux États-Unis en 2021 avec des taux d'inflation atteignant 7 %, soit leur plus haut niveau depuis près de 40 ans.

Comme le confirme le message de notre Directeur Général, malgré les difficultés évoquées, l'UBAF est parvenue, dans le cadre de sa nouvelle stratégie commerciale et risques, à trouver un juste équilibre entre les risques de contreparties individuelles et pays. Les contreparties des pays arabes ont représenté quelque 40 % de l'ensemble des expositions de crédit, suivies de celles d'Asie du Sud-Est (25 %) et d'Afrique subsaharienne (10 %). À la diversification des risques pays s'est ajoutée une diversification équilibrée en termes de secteurs et de produits via le plafonnement à 13 % de l'exposition aux négociants en énergie et la concentration du risque de contrepartie sur les garanties de marché et les crédits documentaires, plutôt que sur les éléments de trésorerie.

L'UBAF EST PARVENUE, DANS LE CADRE DE SA NOUVELLE STRATÉGIE COMMERCIALE ET RISQUES, À TROUVER UN JUSTE ÉQUILIBRE ENTRE LES RISQUES DE CONTREPARTIES INDIVIDUELLES ET PAYS.

UBAF, IN LINE WITH A NEW COMMERCIAL AND RISK STRATEGY, HAS MANAGED TO WISELY BALANCE ITS COUNTRY AND INDIVIDUAL COUNTERPARTY RISKS.

En termes de gestion financière, l'UBAF a réussi à diversifier ses sources de liquidités dans l'ensemble du monde arabe, et a maintenu un solide ratio de liquidités à environ 200 % tout au long de l'année.

Malgré les limitations structurelles, les éléments au bilan et hors bilan dépassant à peine deux milliards d'euros chacun, l'UBAF est parvenue à sécuriser des flux vitaux de produits de base (ex. énergie, matières premières agricoles, fournitures médicales, automobile) pour environ 45 marchés émergents grâce à un réseau de plus de 450 établissements financiers locaux. Ce résultat a été obtenu sans compromettre une seule exposition de crédit.

Je suis convaincu que les efforts resteront soutenus en 2022 et qu'ils se refléteront dans les performances de nos établissements, comme en 2021. Nous sommes parvenus à redresser la situation négative de 2020, avec un PNB supérieur de 16 % aux attentes et un résultat net de 8,7 millions d'euros, et à dépasser largement nos objectifs. Nous continuerons de poursuivre la stratégie commerciale et risques actuelle, qui a fait ses preuves en 2021, tout en restant fidèles à notre mandat, à savoir servir les marchés émergents du monde Arabe, d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est.

Enfin, je souhaiterais remercier le Conseil d'Administration de l'UBAF et l'équipe de direction pilotée par M. Jean-Claude Gelhaar, un atout précieux pour la banque, ainsi que tous nos collaborateurs pour les efforts remarquables qu'ils ont déployés cette année afin de tirer parti des conditions sous-jacentes, nous permettant d'obtenir ces résultats positifs en 2021.

A more focused view on recent regional and local conditions as well as the trends outlined or projected during the second half of 2021, accompanied by the monitoring of the recent Russia-Ukraine war, which has caused massive disruptions to both developed and developing economies, entails cautiousness when forecasting 2022 performance. The recovery observed in 2021 has caused pressure on supply chains, considerable shortages in raw materials, and increases in prices. Moreover, noticeable shortages in semiconductors and rising costs of energy, which are critical for manufacturing, have resulted in a substantial increase in the prices of aluminum (+42%), magnesium (+ 200%), zinc (+28.5%), and copper (+25%), all key for decarbonizing the economy. These trends are also evident in food products and other raw materials, which have bowled into inflationary pressures. An inflation rate of 2.8% in France and 3.2% in the Euro zone in 2021 may seem temporarily acceptable, however, their trajectory for the last quarter projects them to double in 2022, a scenario which has already materialized in the USA in 2021 with inflation rates reaching 7%, marking a nearly 40-year high.

As confirmed by the accompanying Chief Executive Officer's message, despite the aforementioned challenges, UBAF, in line with a new commercial and risk strategy, has managed to wisely balance its country and individual counterparty risks. Arab counterparties stood at circa 40% of the overall credit exposures, followed by South-East Asia at 25% and sub-Saharan Africa at 10%. Country risk diversification has been supplemented by a balanced industry and product diversification through capping exposure to energy traders at 13% and concentrating our counterparty risk on documentary credit and market guarantees, instead of cash items.

On the financial management side, UBAF has been able to diversify its liquidity sources throughout the Arab world, maintaining a robust liquidity ratio at circa 200% throughout the year.

In spite of the structural limitations, on and off balance sheets each barely exceeding two billion euros, UBAF managed to secure vital flows of commodities (e.g. energy, soft commodities, medical supplies, automotive) to circa 45 emerging markets through a network surpassing 450 local financial institutions. This was achieved without a single impaired credit exposure.

I am confident that efforts will remain high in 2022 and will be reflected in our institution's performance, as they did in 2021. We were able to turnaround 2020's losses by exceeding NBI expectations by 16% and achieving a net income of EUR 8.7m while significantly overachieving on our targets. We will keep moving forward with the current commercial and risk strategy which proved itself in 2021 while sticking to our core mandate to serve emerging markets of the Arab world, sub-Saharan Africa and South-East Asia.

On a final note, I would like to thank UBAF's Board of Directors and the management team led by Mr. Jean-Claude Gelhaar, an invaluable addition to the bank, as well as all the staff for their tremendous efforts during the year, taking advantage of the underlying conditions, which lead to this positive performance in 2021.

CAPITAL €250,727,220

FRANCE

Crédit Agricole CIB

€117,867,375

47.01%

Répartition du Capital

CACIB (Crédit Agricole Corporate & Investment Bank) détient 47,01 % du capital, le reste étant détenu directement ou indirectement par des institutions financières ou Banques centrales du Monde arabe.

Capital Structure

***CACIB** (Crédit Agricole Corporate & Investment Bank) holds 47.01% of the share capital, the remaining portion being held directly or indirectly by the financial institutions or central banks of the Arab world.*

MONDE ARABE

Banques et institutions /
Banks and institutions from the Arab world

€132,859,845

52.99%

Principaux actionnaires arabes *Main Arab Shareholders*	Actionnariat direct *Direct Shareholding*	Via/Through * *UBAC Nederland B.V.*	Participation totale *Total Shareholding*
UBAC Nederland B.V.	23.12%	-	23.12%
Banque Extérieure d'Algérie	9.35%	12.03%	12.13%
Central Bank of Egypt	5.91%	12.94%	8.90%
Libyan Foreign Bank	5.57%	12.94%	8.56%
Arab African International Bank Egypt	3.76%	11.19%	6.34%
Banque Centrale Populaire Maroc / Morocco	4.99%	-	4.99%
Riyad Bank Arabie Saoudite / Saudi Arabia	0.29%	2.42%	0.85%
TOTAL	**52.99%**		

* En cours de restructuration avec une liquidation courant 2022
Under ongoing restructuring with liquidation in 2022

ORGANISATION DE LA BANQUE

GOVERNANCE

Tarek AMER
Président du Conseil
Chairman of the Board

Jean-Yves HOCHER
Vice Président du Conseil
Deputy Chairman of the Board

Jean-Claude GELHAAR
Directeur Général
Chief Executive Officer

Khaled DESSOUKI
Directeur Général Délégué
Deputy Chief Executive Officer

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

Crédit Agricole CIB
représenté par/represented by James WEBB

représenté par/represented by Céline ARNAL

représenté par/represented by Patricia BOGARD

Banque Extérieure d'Algérie
représentée par/*represented by* Lazhar LATRECHE

Central Bank of Egypt
représentée par/*represented by* May ABULNAGA SHERIF ABDELAZIM

Libyan Foreign Bank
représentée par/*represented by* Rabie ABUSHAWASHI

Arab African International Bank
représentée par/*represented by* Amany S.ABDELFATTAH HASSAN

Banque Centrale Populaire
représentée par/*represented by* Mohamed Karim MOUNIR

UBAC Nederland B.V.
représenté par/*represented by* Abdellatif JOUAHRI

Neila-Mia TAZI

COMITÉ EXÉCUTIF

EXECUTIVE COMMITTEE

Tarek AMER
Président
Chairman

Rabie ABUSHAWASHI
Libyan Foreign Bank

Lazhar LATRECHE
Banque Extérieure d'Algérie

James WEBB
Crédit Agricole CIB

Céline ARNAL
Crédit Agricole CIB

COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

AUDIT AND RISK COMMITTEE

Patricia BOGARD
Présidente
Chairman

Rabie ABUSHAWASHI
Libyan Foreign Bank

Mohamed Karim MOUNIR
Banque Centrale Populaire

COMMISSAIRES AUX COMPTES

AUDITORS

Ernst & Young et Autres

PricewaterhouseCoopers Audit

MESSAGE

du Directeur Général
from the Chief Executive Officer

Jean-Claude GELHAAR
Directeur Général
Chief Executive Officer

Après le tumulte de l'année 2020, un environnement d'exploitation économique et opérationnel plus serein et propice à la génération de résultats de meilleure qualité a caractérisé l'exercice écoulé. L'UBAF en a pleinement bénéficié, à la fois du fait de facteurs exogènes favorables à notre cœur de métier et aussi au titre de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie commerciale et risques validée par notre Conseil d'Administration en décembre 2020.

Comme mentionné par notre Président dans son message introductif, le rebond économique attendu après les affres de 2020 s'est concrétisé avec une vigueur inattendue tout au long de l'année 2021. Les revenus de notre métier reposent avant tout sur le montant facturé qui est une combinaison entre quantité et prix. Ces deux composantes furent au rendez-vous et ont permis à l'UBAF d'adopter une politique commerciale prudente et de sélectionner les localisations, acteurs et typologie de transactions qui correspondaient le mieux à nos nouvelles orientations.

Ceci explique des progressions marquées dans certains domaines (financements commerciaux en hausse de 50 % à 1,12 Md €, progression de 44 % des opérations documentaires export à 850 Mios €), des situations stables sur d'autres activités (garanties de marché à 879 Mios €) et des encours volontairement réduits sur d'autres produits moins désirables (opérations documentaires import en baisse de 12 % à 265 Mios €).

Porté par des ressources de trésorerie dont la diversification s'est accrue en origine, en montant et en échéance, le bilan a ainsi connu une croissance de 16 % pour se stabiliser à 2,1 Md € fin 2021, sans pour autant dégrader notre ratio LCR de liquidité à court terme qui se stabilise à près de 180 % en fin d'année après avoir connu des pointes répétitives à près de 250 % en cours d'exercice.

After a turbulent 2020, this past year brought a calmer economic and operational environment more conducive to generating higher quality results. UBAF benefited fully from this situation, thanks to exogenous factors favourable to our core business and the implementation of our new commercial and risk management strategy, approved by our Board of Directors in December 2020.

As our Chairman affirms in his introductory message, the economic recovery anticipated in the wake of the 2020 crisis proved stronger than expected throughout 2021. In our business, revenues depend first and foremost on the amounts charged, which are determined by the quantity and price of goods traded. Both these components met expectations, enabling UBAF to adopt a prudent commercial policy and select the locations, participants and transaction types best aligned with our new strategic directions.

This explains the sharp increases in some business areas (trade finance up 50% to EUR 1.12 billion, export documentary credit up 44% to EUR 850 million), the stable results in other activities (transaction guarantees amounting to EUR 879 million) and the deliberate reduction of our exposure to other less desirable products (import documentary transactions down 12% to EUR 265 million).

Driven by cash resources, which were more diversified in terms of source, amount and maturity, the balance sheet increased 16% to stabilise at EUR 2.1 billion at end-2021, without hurting our LCR, which stabilised close to 180% at year-end, having repeatedly spiked in the region of 250% during the course of the year.

Ces différents éléments expliquent une baisse très marginale de 2,9 % de notre Résultat Brut d'Exploitation mais une forte progression de notre résultat net à 8,7 Mios €, à comparer à une situation négative représentant environ la moitié de ce montant l'an passé. Le ratio de solvabilité tutoie les 13 % à fin décembre, consignant ainsi une petite progression de 0,4 % sur un an. Les deux clefs d'explication de ce panorama sont autant les frais généraux restés sous contrôle avec une progression limitée à 3,3 % et l'absence de coût du risque individuel sur des dossiers compromis, élément crucial qui fait et défait les performances économiques. Le ratio Non Performing Loan s'améliore pour s'inscrire à 3,2 % fin 2021.

L'absence de coût du risque individuel résulte pour l'essentiel de la mise en œuvre à partir de janvier 2021 d'une stratégie commerciale et risques qui impose des contraintes strictes de gestion des situations jugées sensibles tout en accordant de la flexibilité et du potentiel de croissance aux activités pour lesquelles l'UBAF revendique une compétence démontrable.

Nos portefeuilles commerciaux ont ainsi été segmentés selon des axes géographiques, clientèle et produits qui constituent une matrice à trois dimensions différenciant les capacités de prise de risque et les dispositifs opérationnels liés. Du point de vue géographique, les priorités sont naturellement accordées aux expositions sur les pays d'implantation de notre réseau international et d'actionnariat arabe de l'UBAF. Du point de vue clientèle, les institutions financières (banques, assureurs crédit) restent notre cœur de cible et visent 60 % de nos encours. En ce qui concerne les produits et activités, le hors-bilan documentaire est le cœur de notre activité avec ici aussi un objectif de gestion de 60 %. La distribution du risque par syndications ou assurance-crédit est désormais positionnée comme un élément central dans la gestion du risque de crédit et dans la recherche d'une optimisation financière.

LE REBOND ÉCONOMIQUE ATTENDU APRÈS LES AFFRES DE 2020 S'EST CONCRÉTISÉ AVEC UNE VIGUEUR INATTENDUE TOUT AU LONG DE L'ANNÉE 2021.

THE ECONOMIC RECOVERY ANTICIPATED IN THE WAKE OF THE 2020 CRISIS PROVED STRONGER THAN EXPECTED THROUGHOUT 2021.

La poursuite de nos investissements dans l'efficacité opérationnelle a permis de porter à leur terme une trentaine d'actions ou chantiers structurants abordant des thèmes très divers comme les outils collaboratifs, la gestion des limites de contrepartie, le traitement des KYC, la sécurité informatique. Ici aussi, le retour à une situation opérationnelle normale en 2021 nous a permis de renouer avec des évolutions techniques temporairement suspendues un an auparavant.

La poursuite sur cette lancée en 2022 constitue un objectif de gestion à la fois raisonnable et désirable. Indépendamment de l'environnement économique qui caractérisera l'année à venir, les équipes commerciales et opérationnelles de l'UBAF pourront faire référence à l'exercice 2021 comme constitutif d'un bon compromis entre développement, gestion des risques et optimisation des performances financières et opérationnelles.

These factors explain the slight 2.9% fall-off in our gross operating income, while net income surged to EUR 8.7 million, versus a negative result representing roughly half that figure the previous year. The solvency ratio approached 13% at end-December, having edged up 0.4% over the year. This is attributable to two key factors: general expenses remaining under control, having risen just 3.3%, and the absence of a cost of risk relating to individual irrecoverable loans, a crucial factor that can make or break financial performances. The non-performing loan ratio improved to 3.2% at end-2021.

The absence of a cost of individual risk is largely due to the implementation from January 2021 of a commercial and risk management strategy imposing tight restrictions on the bank's handling of situations deemed sensitive, while allowing for flexibility and growth in the activities in which UBAF has proven expertise.

Our commercial portfolios were therefore segmented by geographical region, client type and product to create a three dimensional matrix showing the respective risk-taking capacities and associated operational approaches. From a geographical standpoint, we logically prioritised exposure to the countries forming part of our international network and UBAF's shareholder base in the Arab world. In terms of clients, financial institutions (banks, credit insurers) remain our core target, with a target exposure of 60%. As regards products and activities, off-balance sheet documentary transactions constitute our core business. Here again, the target exposure is 60%. Spreading risk through syndication or credit insurance is now central to our credit risk management approach and our quest for financial optimisation.

Our ongoing investment in operational efficiency enabled us to complete some thirty strategically important initiatives and projects addressing a wide variety of themes, such as collaborative tools, the management of counterparty limits, KYC procedures, and IT security. Here again, the return to a "normal" operational situation in 2021 enabled us to resume the technical upgrades that had been put on hold the previous year.

Sustaining this momentum in 2022 is a management target that is both reasonable and desirable. Whatever economic environment lies ahead in the coming year, UBAF's commercial and operational teams will be able to look back on 2021 as a year in which we achieved a healthy compromise between development, risk management and the optimisation of financial and operational performances.

NOTRE MISSION

OUR MISSION

Établie en 1970, l'UBAF a pour mission d'accompagner et de sécuriser les flux commerciaux internationaux entre l'Europe, l'Asie, le Monde arabe et l'Afrique.

Le soutien stratégique des actionnaires de l'UBAF, constitué de banques et institutions financières originaires de 19 pays du Monde arabe et du Crédit Agricole CIB pour la France, lui a permis de développer une activité de trade finance, tant au Moyen-Orient qu'en Afrique, en Asie et dans le sous-continent indien.

Opérant à la fois à partir de son siège basé à Paris et de son réseau dans le Monde arabe (Alger, Dubaï, Le Caire) et en Asie (Dhaka, Séoul, Singapour, Tokyo), l'UBAF est devenue au fil des années un acteur de référence pour le financement des échanges commerciaux à l'international.

Grâce à son organisation commerciale segmentée par secteur d'activité et par zone géographique, l'UBAF accompagne efficacement ses clients dans le développement de leurs activités commerciales en leur proposant des solutions sur-mesure.

Established in 1970, UBAF's mission is to facilitate and secure international trade flows between Europe, Asia, the Arab world and Africa.

The strategic support of UBAF shareholders, banks and financial institutions from 19 countries in the Arab world and Crédit Agricole CIB in France, has allowed it to develop trade finance activities in the Middle East, Africa, Asia and the Indian subcontinent.

Operating both from its head office in Paris and its network in the Arab world (Algiers, Dubai, Cairo) and in Asia (Dhaka, Seoul, Singapore, Tokyo), UBAF has become a key player in trade finance between Europe, Asia, the Arab world and Africa.

Thanks to its sales organization that is segmented by sectors and by region, UBAF effectively supports its customers in developing their business in these geographical areas.

NOTRE EXPERTISE

OUR EXPERTISE

Depuis plus de 50 ans, l'UBAF a ainsi acquis une expertise reconnue dans les métiers du trade finance et une connaissance approfondie des marchés où elle intervient. Grâce à ses experts métiers et ses commerciaux multilingues, l'UBAF s'adresse à trois types de clientèle :

Banques et institutions financières
L'UBAF dispose d'un réseau mondial de plus de 600 correspondants bancaires, assurant ainsi les transactions de financement des opérations commerciales, de change et de trésorerie.

Acteurs industriels de l'Export
L'UBAF travaille à la fois avec des exportateurs et des importateurs qui bénéficient ainsi de sa connaissance des marchés locaux et à qui elle offre des produits et services adaptés.

Négociants en Matières Premières
L'UBAF est un acteur reconnu dans le domaine du négoce international (produits agroalimentaires, énergie et métaux).

For more than 50 years, UBAF has acquired a recognized expertise in trade finance and a thorough knowledge of the markets where it operates. Through its business experts and multilingual sales teams, UBAF addresses three types of clientele:

Banks and Financial Institutions
UBAF enjoys a well established correspondent banking network with more than 600 banks worldwide providing them with trade finance and treasury products and services.

Exporting Industrial Players
UBAF works closely with exporters and importers who benefit from the Bank's knowledge of local markets and tailor-made products and services.

Energy and Commodity Traders
UBAF is a recognized player in the field of Energy, Agribusiness and Metals.

NOTRE OFFRE DE SERVICES

OUR RANGE OF SERVICES

Depuis sa création, l'UBAF a développé une gamme de produits et de services dédiés au financement du commerce international. À ce titre, elle offre à ses clients des services liés aux :

- crédits documentaires (émission, confirmation, escompte),
- garanties internationales,
- pré et post financements des opérations commerciales,
- prêts et emprunts de trésorerie,
- couverture de change au comptant,
- ouverture de comptes,
- mobilisation de créances clients, forfaiting,
- pré-financements export, financements relais, bilatéraux et syndiqués,
- financements structurés,
- financements islamiques.

Since its inception, UBAF has developed a range of products and services dedicated to international trade financing. As such, it offers its clients services related to:

- *documentary credits (issuance, confirmation and discount),*
- *international guarantees,*
- *pre and post financing of trade transactions,*
- *money market placements and borrowing,*
- *foreign exchange hedging (spot transactions),*
- *account openings,*
- *trade receivable financing, forfaiting,*
- *pre export, bridge, bilateral and syndicated financing,*
- *structured financing,*
- *Islamic finance.*

CONTACTS

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES UBAF

Société Anonyme - Capital EUR 250 727 220

R.C.S. Nanterre B702 027 178

www.ubaf.fr

Tour EQHO - 2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex - France

Tel. 33 (0)1 46 40 61 01
Fax 33 (0)1 47 38 13 88
SWIFT UBAFFRPP

Jean-Claude GELHAAR,
Chief Executive Officer

BRANCHES

UBAF TOKYO

Sumitomo Fudosan
Kudanshita Bldg.
4th Floor
3-5, Kanda Jimbocho, Chiyoda-ku
Tokyo 101-0051
Japan
Tel. (813) 3263 8821/4
Fax (813) 3263 8820
SWIFT UBAFJPJX

Koichi EBARA
General Manager

UBAF SEOUL

C.P.O. Box 1224
Ace Tower - 3rd Floor
Tongil-ro 92, Jung-Gu
(1-170 Soonhwa-Dong)
Seoul 04517
Korea
Tel. (822) 3455 5300
Fax (822) 3455 5353
SWIFT UBAFKRSX

Olivier TOPUZ
General Manager

UBAF SINGAPORE

6 Temasek Boulevard,
Unit 10-02/03
Suntec Tower Four
Singapore 038986
Tel. (65) 6333 6188
Fax (65) 6333 6789
SWIFT UBAFSGSX

Eric REINHART
General Manager

REPRESENTATIVE OFFICES

UBAF ALGIERS

4 bis rue du Hoggar
Hydra 16035
Algiers
Algeria
Tel. (213 23) 48 07 27/14
Fax (213 21) 69 23 83

Youcef El-Amri BOUHARAOUA
General Representative

UBAF CAIRO

4 Baehler Street (Kasr El Nil)
Flat 5
Cairo
Egypt
Tel. (202) 2393 3678/2924
Fax (202) 2392 4654

Hamed HASSOUNA
General Representative

UBAF DHAKA

Business 48, 8th Floor,
Plot 48
Road 11, Block F, Banani
Dhaka - 1213
Bangladesh
Tel. (88) 02 987 2476
Fax (88) 02 987 2490

Sharek KADER
General Representative

UBAF DUBAI

P.O. Box 29885
Nassima Tower
Office N°1801
Sheikh Zayed Road
Dubai
United Arab Emirates
Tel. (971 4) 3587 880
Fax (971 4) 3587 885

Raza ALI KHAN
General Representative

ÉLÉMENTS FINANCIERS

1
RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1 Rapport de gestion / p. 18

1.2 Rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise / p. 24

2
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS / p. 33

3
RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES / p. 36

4
COMPTES INDIVIDUELS / p. 39

5
NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS / p. 41

1 RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 mai 2022

_ Exercice clos le 31 décembre 2021

1.1 Rapport de gestion

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu les commentaires du Directeur Général sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, a arrêté le 21 mars 2022 le total du bilan social à 2 092 728 milliers d'euros et le résultat net à 8 728 milliers d'euros contre un résultat négatif de 4 640 milliers d'euros en 2020.

Les principaux éléments marquants au cours de l'exercice 2021 sont :

- Nouvelle donne mondiale : contexte économique et relations internationales perturbés par la pandémie Covid-19, tensions géopolitiques (Afrique, Moyen-Orient) et résurgence de l'inflation,
- Malgré ce contexte économique mondial dégradé, un résultat d'exploitation positif tiré par une dynamique commerciale soutenue, un ciblage rigoureux sur les sous-jacents prioritaires (énergie, matières premières, alimentaire…) et une meilleure rotation des actifs, une augmentation des actifs et passifs contrôlés,
- Une évolution du coût de risque contrôlée,
- Le maintien d'une vigilance accrue sur les risques pays et les tensions géopolitiques a permis de réagir rapidement, réactivité facilitée par la maturité courte de nos opérations.

RÉSULTAT SOCIAL

Produit net bancaire

Le produit net bancaire de 2021 est en baisse de 2,86 % et il ressort à 54 146 milliers d'euros comparé à celui de 2020 qui était de 55 740 milliers d'euros, une année atypique impactée par la pandémie et une économie mondiale sous pression.

La contribution de nos trois principaux centres d'activité au produit net bancaire est la suivante :

(en milliers d'euros)

ACTIVITÉS	2021	2020	Variation
Commercial	45 400	50 616	-5 216
Trésorerie	4 413	703	+3 710
Centre de direction	4 333	4 421	-88
TOTAL	**54 146**	**55 740**	**-1 594**

COMMERCIAL

Les revenus générés par l'activité crédit documentaire, notre cœur de métier, ont légèrement baissé de 5,8 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 30 336 milliers d'euros à 28 563 milliers d'euros, et ce, malgré un contexte sanitaire toujours impacté par la pandémie du Covid-19, un environnement économique incertain et une situation géopolitique sensible.

Les commissions perçues sur les émissions de garantie internationales sont en baisse de 16,3 %, en ligne avec notre stratégie de limiter nos expositions sur ce type de produit.

Les marges d'intérêt liées à nos activités de financement ont également connu une baisse de 14,8 %, malgré un portefeuille de prêts en hausse de 8,6 % pour atteindre en moyenne 948 148 milliers d'euros en 2021 contre 873 009 milliers en 2020.

Les dépôts de nos clients ont baissé en volumes et en marges en 2021, concomitamment à un développement diversifié de nos ressources interbancaires.

En dépit de ces contraintes, les revenus commerciaux de 2021 n'ont connu qu'une baisse de 10,3 % pour atteindre 45 400 milliers d'euros contre 50 618 milliers d'euros en 2020, année marquée par une rentabilité exceptionnelle.

TRÉSORERIE

La trésorerie intervient quasi exclusivement en support des activités commerciales et n'effectue aucun *trading* pour compte propre.

Le portefeuille titre est composé pour près d'un tiers de fonds HQLA éligibles au buffer du ratio de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio) et de titres d'États. A fin 2021, notre LCR s'établissait à 214 % en moyenne annuelle versus une contrainte réglementaire fixée à 100 % minimum.

Le portefeuille LCR, comme indiqué précédemment, présente une moins-value potentielle de 345 milliers d'euros.

Les contraintes du LCR, maintien d'un HQLA élevé et un environnement de taux d'intérêt faible voire négatif pèsent sur le résultat de la trésorerie.

Le produit net bancaire de l'activité trésorerie a augmenté en 2021 pour atteindre 4 413 milliers d'euros contre 703 milliers en 2020, augmentation provenant pour l'essentiel de nos dépôts transactionnels associés à une marge plus conséquente.

CENTRE DE DIRECTION

Le centre de direction est en légère baisse par rapport à 2020 de 88 milliers d'euros, malgré un dividende reçu de notre filiale de Hong-Kong, baisse générée par les couvertures des opérations pour compte propre dont le renouvellement s'effectue dans un contexte de taux particulièrement faible.

Frais généraux

Nos frais généraux ont augmenté de 3,3 %, soit de 1 352 milliers d'euros et s'élèvent à 41 656 milliers d'euros en 2021 contre 40 178 milliers en 2020.

Hors effet de change, l'augmentation est de 1 720 milliers d'euros, évolution essentiellement due à :

- Des frais de personnel en augmentation suite à la non reconduction des subventions reçues des états français et singapourien en 2020 pour pallier la crise sanitaire et des économies de charges sociales au siège générées par l'activité partielle,
- Des charges d'exploitation en hausse suite à la reprise des projets reportés en 2020.

Détail des frais généraux

	2021	2020	Variation
Frais de personnel	26 100	24 697	+ 1 403
Taxes	932	1 505	-572
Autres charges d'exploitation	14 624	13 976	+ 648
TOTAL	**41 656**	**40 178**	**+ 1 478**

Résultat brut d'exploitation

Malgré une baisse du PNB et une hausse des frais généraux, le résultat brut d'exploitation s'affiche positif de 12 489 milliers d'euros. Il marque la continuité d'une dynamique commerciale enclenchée en 2018 associée à une meilleure rotation du portefeuille, générateur de revenus complémentaires et renforcée par la mise en place d'une stratégie commerciale et risque en 2020.

Coût du risque

PROVISIONS COLLECTIVES

Nos provisions collectives sont déterminées depuis 2015 à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées au rating de nos contreparties.

En 2021, la hausse de nos engagements a conduit à une augmentation de nos provisions collectives pour atteindre 40 058 milliers contre 36 133 milliers en 2020.

CRÉANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES

Au cours de l'exercice 2021, nous constatons une reprise de provision pour 377 milliers d'euros contre une dotation de 43 954 milliers d'euros en 2020, consécutives aux fraudes survenues cette année.

A fin décembre 2021, les créances douteuses s'élèvent à 63 291 milliers d'euros contre 99 614 milliers d'euros fin 2020. Les dépréciations atteignent 54 204 milliers d'euros contre 87 608 milliers fin 2020, soit une couverture de 85,6 % contre 87,9 % à fin 2020.

Le ratio NPL s'élève à 3,2 % versus 5,6 % à fin 2020.

RISQUES SUR LITIGES

Une reprise de 835 milliers d'euros est constatée.

Résultat net

Le résultat net de l'exercice s'élève à 8 728 milliers d'euros, contre une perte de 4 640 milliers d'euros en 2020.

Ce résultat est largement supérieur au budget approuvé de 318 milliers d'euros.

Le résultat opérationnel affiché reflète une activité satisfaisante dans un contexte pourtant très difficile.

BILAN SOCIAL

Le total du bilan social atteint 2 092 728 milliers d'euros en 2021.

La ventilation du bilan par activité est la suivante :

(en milliers d'euros)

ACTIF	2021	2020
Trésorerie et titres	922 960	1 012 966
Commercial	1 124 821	747 336
Centre de direction	44 947	37 850
TOTAL	**2 092 728**	**1 798 153**

PASSIF	2021	2020
Trésorerie	1 028 359	737 618
Ressources commerciales	643 097	676 726
Provisions et régularisation	103 981	79 246
Fonds propres	308 562	313 302
Résultat	8 729	-4 640
TOTAL	**2 092 728**	**1 798 153**

En fin d'année 2021, nos actifs commerciaux enregistrent une hausse de 50,5 %, l'activité trésorerie connaît une baisse de 12,8 %. En termes de capitaux moyens, les prêts commerciaux ont augmenté de 8,6 %.

Les ressources commerciales ont baissé légèrement de 5 %, les dépôts interbancaires sont en augmentation sensible de 39,4 %.

Les ressources commerciales restent une source importante de financement. A fin décembre 2021, près de 52 % de ces dépôts proviennent des garanties reçues de nos contreparties pour les crédits documentaires que nous confirmons ; ils sont donc relativement stables indépendamment de leur échéance contractuelle.

ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

Nos engagements de hors bilan sont en hausse par rapport à la fin de l'exercice précédent :

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Opérations documentaires	1 115 764	891 409
Garanties	879 312	872 157
Autres engagements	43 080	121 848

LES RISQUES

Liquidité

La liquidité est suivie par le Département de la Trésorerie du siège qui assure la quasi-totalité des besoins de financement des diverses entités du groupe.

En 2021, le ratio réglementaire de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio) est resté à un niveau élevé, 214 % en moyenne mensuelle.

Le NSFR (Net Stable Funding Ratio), ratio de transformation comparant à un horizon d'un an les besoins de financement aux ressources stables, ressort en moyenne à 134 % en 2021.

Taux

Les opérations à plus d'un an à taux fixe restent marginales. Elles sont systématiquement couvertes lorsqu'elles atteignent un montant significatif. Au 31 décembre 2021, les positions significatives sur un horizon d'un an sont celles générées par les fonds propres du siège et des agences :

- en EUR, la position atteint en consolidé environ 40 millions euros à fin 2021 contre 62,4 millions euros à fin 2020,
- en USD, la position atteint en consolidé environ 9,3 millions équivalent euros à fin 2021 contre 2,8 millions équivalent euros à fin 2020.

Ces positions font l'objet de couvertures automatiques sur la base d'un modèle validé par le comité ALM et le Conseil d'Administration.

Crédit

Le ratio international de solvabilité est calculé selon la méthode standard. Il se situe à 12,98 % au 31 décembre 2021.

(en milliers d'euros)

ENCOURS BRUTS	2021	%	2020	%
Bilan	2 132 637	50,9 %	1 875 397	49,6 %
Hors bilan	2 042 392	48,7 %	1 885 414	49,8 %
Instruments financiers	18 481	0,4 %	21 325	0,6 %
TOTAL	**4 193 510**		**3 782 136**	

(en milliers d'euros)

CATÉGORIES D'EXPOSITION BÂLOIS	Montant brut de l'exposition 2021	Montant brut de l'exposition 2020
Souverain	653 477	669 276
Institutions	1 536 344	1 126 490
Court terme (Institutions)	800 398	682 263
Entreprises	1 071 490	1 163 356
CIU	59 682	34 789
Clientèle de détail	12	24
Actions	380	445
Actifs autres	4 234	9 019
Douteux	67 490	100 957
TOTAL	**4 193 510**	**3 782 136**

Opérationnel

Les risques opérationnels sont définis comme le risque de pertes résultant d'une défaillance des processus, des prestataires et des systèmes d'informations ou d'évènements extérieurs.

La gestion du risque opérationnel est confiée en premier niveau aux responsables des unités opérationnelles et contrôlée en second niveau par le Département Contrôle Permanent via l'élaboration et la mise à jour de cartographies de risques thématiques élaborées de manière transverse.

Réglementaire

Les évolutions de la réglementation applicable au groupe UBAF sont suivies au sein du Comité de la Conformité.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun événement important pouvant avoir une incidence sur les comptes sociaux est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du présent rapport.

La guerre Russie-Ukraine n'a pas eu d'impact sur les comptes de l'UBAF, l'exposition étant nulle sur ces deux pays.

Perspectives

L'économie mondiale et son pendant, le négoce international, sont restés en 2021 soumis aux perturbations causées par la pandémie du COVID 19 et aux situations géopolitiques tendues. L'UBAF, en se concentrant sur des activités dites essentielles (énergie, agro-alimentaire, santé, équipements et industrie…) a su s'adapter à cette situation et prouver sa capacité de résilience face à une crise économique majeure.

La stratégie commerciale et risque développée en 2020 et mise en place en 2021, renforcée par la mise en place d'un projet d'efficacité opérationnelle, doivent permettre à l'UBAF de répondre au mieux aux attentes de ses clients et d'avoir une approche et une politique commerciale plus génératrice de valeur ajoutée, tout en prenant en compte les risques géopolitiques et économiques.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Sommes distribuées au titre de l'article 243 bis du Code Général des Impôts

(en milliers d'euros)

	2018	2019	2020	2021
Dividendes	0	0	0	0
Autres revenus nets[1]	255	237	271	271

[1] non éligibles à l'abattement de 40 %

Activités en matière de Recherche et de Développement

Eu égard à l'article L 232-1 II du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a pas effectué d'activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Liste des succursales existantes

Eu égard à l'article L 232-1 II du Code de commerce, les succursales du groupe UBAF sont implantées au Japon, Corée du Sud et Singapour.

Délégations accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration art. L 225-100 al.7

Aucune délégation n'a été accordée.

Informations sur les délais de paiement à l'égard des fournisseurs et des clients (C. com. art. L 441-6-1 et D 441)

Les factures sont payées dans le délai de règlement fixé au 30e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation, la Banque ne pratique aucun délai de règlement auprès de ses fournisseurs. Nous précisons que les informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Factures (HT) reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT												
Nombre de factures concernées	0					0	0					0
Montant total des factures concernées												
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice												
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice												
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL - ARTICLE L. 441-6 OU ARTICLE L. 443-1 DU CODE DE COMMERCE)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Les factures sont payées dans le délai de règlement fixé au 30e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation											

Tableau financier des 5 derniers exercices – Social

		2017	2018	2019	2020	2021
1.	**CAPITAL EN FIN D'EXERCICE**					
	Capital social (en K€)	250 727	250 727	250 727	250 727	250 727
	Nombre d'actions émises	1 638 740	1 638 740	1 638 740	1 638 740	1 638 740
	Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
	Nombre d'obligations avec bons de souscription d'actions	0	0	0	0	0
2.	**OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (EN K€)**					
	Produit Net Bancaire	51 594	42 287	51 717	55 740	54 146
	Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	11 066	8 399	9 446	16 546	13 571
	Impôt sur les bénéfices	209	-810	-558	256	1 625
	Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	3 057	5 917	-12 768	-4 640	8 728
	Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
3.	**RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION**					
	Bénéfice net par action (en €)	1,87	3,61	NS	NS	5,33
	Dividende versé sur chaque action (en €)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4.	**PERSONNEL**					
	Nombre de salariés	283	283	290	282	276
	Montant de la masse salariale	18 351	17 394	19 094	17 698	18 491
	Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.) (en K€)	6 512	6 245	6 780	6 423	6 531

1.2 Rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise

À l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 mai 2022
(Articles L. 225-37 et L. 225-37-4 du Code de commerce)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En complément du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de l'organisation de la gouvernance (I), des délégations en matière d'augmentation de capital (II), des conventions réglementées (III) et modalités de participation aux Assemblées Générales (IV) de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF.

I. ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

Les principes de gouvernance de l'UBAF résultent notamment des articles du Code monétaire et financier, du Code de commerce et des statuts.

Les fonctions de Président non exécutif du Conseil d'Administration et de Directeur Général sont dissociées.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration. Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

En matière de risque de crédit, ces pouvoirs sont précisés dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration tel qu'adopté lors de sa réunion du 16 septembre 2015.

1. Présentation du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration, l'organisation de ses travaux, l'indépendance réciproque et le niveau de compétence de ses membres contribuent efficacement à la qualité du gouvernement d'entreprise de la Société.

1.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 29 avril 2010 et en application des statuts, le Conseil d'Administration comprend 12 administrateurs, dont la durée du mandat est de quatre ans.

Le degré élevé des compétences techniques et comportementales, des qualifications académiques et professionnelles et des expériences éprouvées des membres de l'organe de surveillance qui sont des banquiers centraux ou dirigeants d'établissements de taille systémique ou d'importance significative sont de nature à garantir leur indépendance et à satisfaire aux principes généraux qui structurent le bon fonctionnement d'un organe de surveillance, à savoir l'équilibre de sa composition ainsi que la compétence et l'éthique de ses membres.

Liste des administrateurs au 31 décembre 2021 :

Nom des administrateurs	Qualité
Tarek AMER	Président du Conseil d'Administration
Jean-Yves HOCHER	Vice-président du Conseil d'Administration
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Administrateur (représenté par M. James WEBB)
UBAC Nederland B.V.	Administrateur (représenté par M. Abdellatif JOUAHRI, Gouverneur de la Banque Centrale du Maroc)
Banque Extérieure d'Algérie	Administrateur (représentée par M. Lazhar LATRECHE)
Libyan Foreign Bank	Administrateur (représentée par M. Rabie ABUSHAWASHI)
Banque Centrale Populaire	Administrateur (représentée par M. Mohamed Karim MOUNIR)
Arab African International Bank	Administrateur (représentée par Mme. Amany Samir ABDELFATTAH HASSAN)
Central Bank of Egypt	Administrateur (représentée par Mme. May ABULNAGA)
Céline ARNAL	Administratrice (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Patricia BOGARD	Administratrice (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Neila TAZI	Administratrice – Sénatrice marocaine

Par ailleurs, assistent aux séances du Conseil d'Administration, les censeurs, deux salariés, membres du Comité Social et Economique (CSE), le Directeur Général et le Directeur Général Délégué, les responsables des opérations, de la finance, des fonctions d'audit interne, de gestion des risques de crédit, risques de conformité et risques juridique (assurant le secrétariat du Conseil) ainsi que les Commissaires aux comptes.

1.2 MOUVEMENTS AU SEIN DU CONSEIL

Prénom - NOM	Fonction	Date de nomination	Fin de mandat	Observations
Tarek AMER	*Administrateur* *Président du Conseil d'Administration*	28/05/2021	Assemblée Générale de 2025	Nomination du Conseil d'Administration le 28 mai 2021 par cooptation en remplacement de M. Farouk EL OKDAH, administrateur et président démissionnaire.
May ABULNAGA	*Représentante permanente de la Central Bank of Egypt*	17/06/2021	N/A	Nomination le 17 juin 2021 en remplacement de Mme Lobna HILAL.

1.3 INDÉPENDANCE - ABSENCE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

Il n'existe aucun conflit d'intérêt entre l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF et les membres du Conseil d'Administration, aussi bien au titre de leurs intérêts professionnels que privés.

La politique de prévention et de gestion du risque de conflit d'intérêts de l'UBAF (texte de gouvernance 2.1.6 Gestion des conflits d'intérêts), incorpore les mesures et règles appropriées pour prévenir ou gérer tous risques de conflits d'intérêts, y compris dans le cadre de l'exercice des fonctions des administrateurs, destinées, en toute hypothèse, à préserver l'intégrité des décisions ou avis du Conseil d'Administration.

Les administrateurs maintiennent en toutes circonstances leur indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action. Ils s'engagent à ne rechercher ou accepter aucun avantage susceptible de compromettre leur indépendance.

Les administrateurs de l'UBAF veillent à agir en tout temps exclusivement dans l'intérêt social de l'UBAF. Ils satisfont aux critères et conditions requises à la fois par le Code AFEP-MEDEF et les Orientations Communes ESMA/EBA (EBA/GL/2017/12) du 21 mars 2018 relatives à l'aptitude des membres de l'organe de direction notamment :

- une qualité de jugement avérée des risques, stratégies et diverses situations y compris l'adéquation des ressources et des moyens humains et techniques/technologiques reposant sur leurs solides expériences ;
- une capacité d'anticipation permettant l'identification de l'ensemble des catégories de risques et des principaux enjeux stratégiques ; et
- une totale intégrité alliée à une forte implication dans l'efficience et l'efficacité de la gouvernance.

1.4 INTÉGRITÉ – HONORABILITÉ – DÉONTOLOGIE

Aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre de l'un des administrateurs de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF au cours des dix dernières années.

Aucun administrateur n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation d'une quelconque société au cours des dix dernières années, ni incriminé ou sanctionné, à titre individuel, par une autorité administrative ou judiciaire.

Aucun administrateur de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF n'a été empêché par un quelconque tribunal de l'exercice, à quel titre, des fonctions de membre d'un organe d'administration, de surveillance ou de direction, voire d'intervenir dans la gestion et la conduite des affaires d'une société au cours des dix dernières années.

Enfin, chaque administrateur s'abstient de tout acte susceptible de porter directement ou indirectement atteinte aux intérêts de la société ou de nuire à son image ou à sa réputation.

1.5 COMPLÉMENTARITÉ ET EXPÉRIENCE

Les membres du Conseil d'Administration disposent des aptitudes nécessaires à la supervision de la gestion d'une institution financière et satisfont aux exigences requises en termes de formations académiques, d'expériences professionnelles et de compétences techniques et comportementales. Ils justifient ainsi :

- de solides connaissances et des expériences éprouvées dans la surveillance et la gestion des institutions financières en raison de leur statut de Gouverneur ou d'ancien Gouverneur d'une Banque Centrale, de Directeur Général ou de cadre de haut niveau de grandes banques ;
- du respect des grands principes qui encadrent les fonctions d'un dirigeant effectif et d'un mandataire social d'une institution financière : intégrité, probité, honorabilité et indépendance d'esprit ;
- de l'expérience pratique et professionnelle suffisante dans le cadre des fonctions de supervision ou d'encadrement assurées sur des périodes suffisamment longues ;
- de la capacité à consacrer suffisamment de temps aux travaux du Conseil d'Administration et de ses comités spécialisés.

Le Conseil d'Administration constitue donc un organe de supervision avec des outils nécessaires pour émettre efficacement et effectivement des critiques constructives sur les décisions de la fonction exécutive et assurer une surveillance efficace de l'exécution de son mandat.

1.6 DISPONIBILITÉ

Les administrateurs consacrent le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions au sein de la Banque, ce qui est démontré par un taux de présence aux séances du Conseil proche de 100 %.

1.7 LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, il est rappelé que les mandataires sociaux de l'Union de Banques Arabes et Françaises - UBAF détiennent les mandats suivants :

1°) Direction Générale :

MANDATAIRE	NOM DE LA SOCIÉTÉ	NATURE DU MANDAT
Jean-Claude GELHAAR	UBAF – France	Directeur Général
Khaled DESSOUKI	UBAF – France	Directeur Général Délégué

2°) Membres du Conseil d'Administration :

M. Tarek AMER

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Président du Conseil d'Administration Président du Comité Exécutif Président du Comité des Rémunérations
LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	Gouverneur pour l'Egypte
LE FONDS MONETAIRE ARABE	Gouverneur pour l'Egypte
LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	Gouverneur pour l'Egypte
L'ORGANISATION ARABE POUR L'INDUSTRIALISATION	Membre du Conseil d'Administration
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UBAC CURAÇAO	Représentant permanent de la Banque Centrale d'Egypte

M. Jean-Yves HOCHER

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
CA INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT GROUP SA	Président, Administrateur
CA INDOSUEZ WEALTH SWITZERLAND SA	Président, Administrateur
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Vice-Président du Conseil, Administrateur

M. James WEBB

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
CRÉDIT AGRICOLE CIB	Responsable Risques Etablissements Financiers, Souverains, et Pays
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Administrateur Membre du Comité Exécutif

M. Abdellatif JOUAHRI

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
BANK AL-MAGHRIB	Gouverneur
CAISSE DE DÉPÔTS ET DE GESTION - MAROC	Président de la Commission de Surveillance
FONDS HASSAN II POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - MAROC	Membre du Conseil
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Administrateur
UBAC - CURACAO NV	Président du Conseil d'Administration
UNIVERSITÉ AL-AKHAWAYNE	Chancelier
INSTITUT ROYAL DES ÉTUDES STRATÉGIQUES	Membre du Comité d'Orientation
CONSEIL ECON. ET SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	Membre
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY (CFCA)	Président du Conseil d'Administration
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Membre du Conseil
FONDATION MOHAMMED V POUR LA SOLIDARITÉ	Membre du Conseil
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES	Président du Conseil d'Administration
FONDATION MAROCAINE POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE	Président du Conseil d'Administration
OBSERVATOIRE MAROCAIN DE LA TRÈS PETITE, PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	Président du Conseil d'Administration

Mme May ABULNAGA

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE CENTRALE D'EGYPTE	Secrétaire du Conseil d'Administration
ARAB INTERNATIONAL BANK	Administrateur non exécutif Membre du Comité de Gouvernance et des Nominations
AUTORITÉ DE RÉGULATION FINANCIÈRE	Membre du Conseil d'Administration de la Cellule de Supervision de la Micro Finance Membre du Centre Régional de la Finance Durable
COMITÉ ARABE DE SUPERVISION BANCAIRE	Représentante de la Banque Centrale d'Egypte

M. Rabie ABUSHAWASHI

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil d'Administration Membre du Comité Exécutif Membre du Comté d'Audit et des Risques Membre du Comité des Rémunérations
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil

M. Mohamed Karim MOUNIR

MANDATS GROUPE BCP	TITRE
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Président Directeur Général
ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	Administrateur et Président du Comité des Rémunérations
ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	Administrateur et Président CNR
ATTAWFIQ MICRO-FINANCE	Président du Conseil d'Administration et Président CNR
BANK AL YOUSR	Président du Conseil d'Administration et Président CNR
BANQUE CHAABI DU MAROC	Président du Conseil d'Administration et Président CNR
MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	Président du Conseil d'Administration
MAROC LEASING	Président du Conseil d'Administration et président CNR
BCP BANK MAURITIUS	Administrateur
BCP INTERNATIONAL	Président du Conseil d'Administration
BP REAL ESTATE MANAGEMENT	Président du Conseil d'Administration
BP SHORE GROUP	Président du Conseil d'Administration
PAYMENT CENTER FOR AFRICA	Président du Conseil d'Administration
UPLINE GROUP	Président Directeur Général
VIVALIS SALAF	Président du Conseil d'Administration et président CNR
CHAABI CAPITAL INVESTISSEMENT	Président du Conseil d'Administration
BCP TECHNOLOGIES	Président Directeur Général
INFRA MAROC CAPITAL	Administrateur
UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DE RABAT	Membre du Conseil de Surveillance et membre du Comité Stratégique
OFFICE SHERIFIEN DES PHOSPHATES	Administrateur et membre du Comité d'Audit
MANDA RE	Administrateur
MUTUELLE ATTAMINE CHAABI	Président du Conseil de Surveillance
EDITO VENTURES (ex.UPLINE VENTURES)	Administrateur
BCP MIDDLE EAST	Président du Conseil d'Administration

MANDATS HORS GROUPE BCP	TITRE
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE	Administrateur
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	Administrateur
CENTRE DES TRÈS PETITES ENTREPRISES SOLIDAIRES	Administrateur
CENTRE MOHAMED VI DE SOUTIEN ALA MF SOLIDAIRE	Président du Conseil d'Administration
FONDS MOROCAIN DE PLACEMENT	Administrateur
GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES BANQUES DU MAROC	Administrateur
MCMA	Membre du Conseil de Surveillance
INVOLYS	Administrateur
UNIVERSITÉ AL AKHAWAYN	Administrateur
INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	Administrateur
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES	Administrateur
ATLAMED	Administrateur

M. Lazhar LATRECHE

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
BANQUE EXTERIEURE D'ALGÉRIE	Président Directeur Général
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES -UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil
BANQUE BIA - FRANCE	Président du Conseil d'Administration
BACB - LONDRES	Membre du Conseil d'Administration
AL MASRAF – ABU DHABI	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE DU MAGHREB ARABE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE	Président du Conseil d'Administration

Mme Neila TAZI

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
A3 COMMUNICATION	CEO
PARLEMENT DU ROYAUME DU MAROC	Sénatrice
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC	Administrateur
FÉDÉRATION DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES	Présidente
UBAF	Membre du Conseil d'Administration

Mme Céline ARNAL

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Membre du Conseil d'Administration
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Membre du Comité Exécutif
CRÉDIT AGRICOLE CIB AO (RUSSIA)	Membre du Conseil d'Administration
CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES (USA) INC.	Membre du Conseil d'Administration
CRÉDIT AGRICOLE GLOBALPARTNERS INC.	Membre du Conseil d'Administration

Mme Patricia BOGARD

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Membre du Conseil d'Administration
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Présidente du Comité d'Audit et des Risques

Mme Amany S. ABDELFATTAH HASSAN

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK	Vice-Président et Membre Délégué
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil

2. Rôle et organisation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est régulièrement informé de l'évolution de l'activité de la Banque, des risques de taux, de marchés et de conformité ainsi que des grands risques de crédit et il procède à l'arrêté des comptes.

Plus généralement, la mise en œuvre du droit de communication des administrateurs ne fait l'objet d'aucun obstacle. Leur accès à une information sincère et suffisamment précise sur la vie de la Banque, le formalisme de leur convocation et les modalités pratiques d'exercice de leurs pouvoirs d'organe collégial délibérant de la société (au sens de la réglementation bancaire) sont autant de garanties de l'exercice effectif des compétences du Conseil d'Administration et des mécanismes assurant un équilibre des pouvoirs et une surveillance rigoureuse de la gestion de la société.

Le Conseil d'Administration s'est réuni à 4 reprises au cours de l'année 2021. L'ordre du jour des séances est arrêté par le Président du Conseil d'Administration en concertation avec le Directeur Général, en tenant compte, d'une part, des sujets à examiner par le Conseil d'Administration en vertu de la loi et des réglementations applicables y comprenant les instructions ou recommandations des autorités de surveillance et, d'autre part, les sujets permettant de rendre compte aux administrateurs de l'activité et des choix stratégiques de la Banque : résultats, risques et activité des fonctions de contrôles.

Les administrateurs sont informés de l'ordre du jour, en moyenne, 8 à 10 jours avant la tenue du Conseil d'Administration.

Les sujets sont présentés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, le Directeur Général Délégué ou le responsable en charge du dossier (Directeur des Risques, Directeur de l'Audit, Directeur des Opérations, Directeur de la Conformité, Directeur Juridique...). Il est ensuite procédé à des échanges de vues à l'issue desquels le Conseil d'Administration se prononce en tant que de besoin.

Un projet de procès-verbal de la réunion est rédigé par la secrétaire du Conseil d'Administration qui le soumet au Président, au Directeur Général ainsi qu'aux différents intervenants pour la partie les concernant. Ce projet de procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration au début de chaque réunion suivante.

Le Conseil a examiné au cours de l'année 2021 les principaux dossiers suivants :

- refonte des délégations de crédit de la Direction Générale en articulation avec la stratégie commerciale et risques adoptée en décembre 2020 ;
- nomination d'un nouveau Président et approbation d'une nouvelle représentante permanente de la Banque Centrale d'Egypte ;
- la validation du budget annuel, le suivi des résultats financiers trimestriels et annuels et l'arrêté des comptes sociaux ;
- le suivi de l'implémentation de la stratégie commerciale et risques pour un meilleur recentrage et pilotage des activités de la Banque et de ses résultats, qu'ils soient financiers ou qualitatifs et intégrant les enjeux de responsabilité sociale et environnementale ;
- le suivi des risques de crédit, opérationnels, de conformité et juridiques ;
- l'approbation des limites pays ;
- la validation des rapports de contrôle interne et le suivi du dispositif du contrôle interne ;
- le suivi du renforcement continu du dispositif LCB-FT et du respect des sanctions internationales ;
- approbation de l'ordre du jour et des projets de résolutions de l'Assemblée Générale ainsi que des différents rapports obligatoires du Conseil d'Administration ou du Président aux actionnaires ; et
- toutes questions d'intérêt majeur pour la banque.

Ainsi au cours de l'exercice, le Conseil a été tenu informé à plusieurs reprises de la situation financière de la banque et d'un état actualisé de ses principaux risques.

Les Commissaires aux comptes participent aux réunions au cours desquelles les comptes annuels sont arrêtés par le Conseil d'Administration, permettant ainsi aux administrateurs de recueillir leurs observations et de poser toutes questions utiles.

Le Conseil d'Administration dispose, dans le respect du principe de collégialité des prises de décision et de l'implication de tous les administrateurs, de comités spécialisés afin de répondre aux exigences légales et réglementaires de surveillance approfondie de certains domaines clés. Ces comités soumettent pour information ou décision du Conseil d'Administration les principales thématiques. Le détail de leurs missions est exposé ci-après.

LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Il a été ainsi constitué, conformément à l'arrêté du 03 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et conformément à l'article L.823-19 du Code de commerce, un comité d'audit et des risques. Il est composé de deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A et un administrateur représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B qui en assume la présidence.

Le comité d'audit et des risques peut s'adjoindre une personnalité extérieure à la société et à ses actionnaires directs ou indirects, choisie pour sa compétence. Il se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par semestre, sur convocation de son président ou à la demande du président du conseil d'administration.

Il a notamment pour mission, sous l'autorité du Conseil d'Administration :

- le suivi des questions relatives à l'élaboration et à l'examen des comptes sociaux, à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en ce qui concerne l'information financière et comptable, des travaux des Commissaires aux comptes sur ces questions et les garanties de leur totale indépendance ;
- de s'assurer de la cohérence de la stratégie globale de la société et son appétence aux risques tant actuels que futurs ; et
- d'examiner les procédures et les systèmes de gestion des risques, ainsi que le dispositif de contrôle interne et porter une appréciation sur sa qualité du dispositif, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maitrise des risques et proposer si nécessaire des actions complémentaires ou correctrices.

Le comité d'audit et des risques ne se réunit valablement que si au moins les deux tiers de ses membres (dont le président) sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple, en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le comité d'audit, qui s'est réuni 4 fois en 2021, a accordé une attention particulière aux :

- risques informatiques : aucun incident informatique sur l'année. L'exercice annuel du plan de continuité d'activité s'est déroulé sans aucune alerte critique ;
- résultats : l'activité s'est maintenue à un bon niveau avec un résultat net de 8.7 millions euros. Aucun écart n'a été constaté sur les ratios réglementaires, notamment les ratios de solvabilité ou de fonds propres, LCR et NSR ;
- questions de contrôle interne y compris le plan d'audit 2022 en articulation avec un plan stratégique de mise d'écoulement du stock des recommandations d'audit et de en œuvre dynamique des nouvelles recommandations :
  - identification des recommandations à traiter en priorité, qu'elles soient nouvelles ou en retard ;
  - distinction, le cas échéant, les doublons thématiques, les chevauchements d'actions et les éventuelles mutualisations ;
  - définition d'un calendrier ambitieux de mise en œuvre des recommandation en fonction de leur niveau de priorité, leur degré de complexité et les actions nécessaires à leur mise en œuvre ;
  - construction d'une feuille de route dynamique des actions à mener pour la clôture des recommandations.
- risques de conformité avec un dispositif de maîtrise de risques en amélioration continue ;
- risques de crédit : du cadre d'appétence au risque (RAF) sans aucun écart significatif ni incident de crédit majeur, mais avec une surveillance particulière de certaines situations de grandes fragilités :
  - Sri Lanka : réduction drastique des expositions à un niveau significativement inférieur à la limite pays, concentrées sur des flux essentiels entre des acteurs historiques (énergie et produits alimentaires) ;
  - Guinée : expositions à court voire à très court terme sur des flux bien identifiés et essentiels (énergie et produits alimentaires) ;
  - Éthiopie : exposition très modérée et concentrée sur une seule banque de premier plan ;
  - Burkina Faso : expositions à court voire à très court terme sur des flux bien identifiés et essentiels avec une gestion très conservatrice de la limite pays (énergie et produits alimentaires) ;
  - Irak : expositions concentrés sur des flux gouvernementaux et semi-gouvernementaux (produits alimentaires) ;
  - Turquie : gestion très prudent avec de la limite pays.
- problématiques de gestion des ressources humaines avec un plan d'action pour attirer les talents, les former, les motiver et les conserver dans la durée.

Le Comité a mené, à la demande du Président, des réflexions sur la séparation du comité d'audit et des risques en deux comités distincts. Ces réflexions ont conclu au maintien du statu quo.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Il est composé de deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B et trois administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A dont l'un en assume la présidence.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué assistent au comité exécutif avec voix consultative.

Le comité exécutif se réunit en tant que de besoin ou à la demande du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué, sur convocation de son Président, et au moins une fois par trimestre.

Il a notamment pour mission :

- d'autoriser préalablement les décisions du Directeur Général relatives à toute opération de crédit dépassant les seuils fixés dans le règlement intérieur du conseil d'administration ;
- de fixer, à la demande du Conseil d'Administration, les modalités d'utilisation des limites pays ;
- d'étudier tout sujet ou projet que lui soumet le Président du Conseil d'Administration et d'émettre un avis sur le sujet ou projet qui lui est soumis.

Les décisions du comité exécutif sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés, la majorité devant obligatoirement être composée d'au moins un représentant d'un actionnaire titulaire d'une action de catégorie B. La présence de trois membres sur cinq est nécessaire pour la validité des délibérations.

Pour l'année 2021, le comité exécutif a :

- proposé au Conseil une profonde révision des délégations de crédit à la Direction Générale axée sur :
  - une approche cohérente avec la stratégie commerciale et risques qui met l'activité avec les banques constitue le cœur de métier de l'UBAF ;
  - des limites sur les assureurs proches de celles sur les banques, car les deux populations sont étroitement liées ;
  - des critères structurels de renforcement des processus opérationnels.
- examiné les limites de crédit de 150 contreparties avec une évaluation des risques ajustée à la persistance de certaines fragilités macro et microéconomiques, aux risques sectoriels et géographiques ;
- préparé la révision annuelle des limites pays par le Conseil avec la levée de certaines restrictions décidées en 2020 en réponse aux enjeux sans précédent que posait la pandémie de Covid-19.

Le comité exécutif a également entamé une réflexion stratégique, à la demande du Président du Conseil qui assume également la présidence du Comité, sur les évolutions nécessaires à apporter aux rôles et responsabilités du Comité conformément aux exigences légales et réglementaires ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de gouvernance.

LE COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le comité des rémunérations est composé d'un administrateur représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B et deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A dont l'un assume la présidence.

Il se réunit, en tant que de besoin ou à la demande du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général. Il a pour mission de faire des recommandations au Conseil d'Administration concernant :

- les rémunérations ordinaires et exceptionnelles, prévues à l'article 24 des statuts « Rémunération des administrateurs » versées aux membres du Conseil d'Administration, à son Président et à son Vice-Président ;
- les rémunérations, avantages en nature et droits pécuniaires accordés au Directeur Général et au Directeur Général Délégué ;
- les enveloppes globales de rémunérations fixes et variables de l'ensemble des salariés.

Le Comité s'est réuni en 2021 pour formuler un jugement éclairé sur les niveaux de rémunération de la Banque et s'assurer de son adéquation avec les résultats, dans un souci d'équilibre structurel et raisonnable, en tenant compte des performances individuelles et collectives et conformément à la réglementation applicable.

3. Rémunération des administrateurs et des mandataires sociaux

L'Union de Banques Arabes Françaises – UBAF applique les dispositions légales et réglementaires ainsi que les recommandations de place concernant la rémunération des administrateurs et des mandataires sociaux.

Le montant des jetons de présence est fixé chaque année par l'Assemblée Générale. Il est réparti selon les règles arrêtées par le conseil d'administration lors de sa réunion du 17 mars 2011.

Les rémunérations du Directeur Général et du Directeur Général Délégué sont fixées par le Conseil d'Administration sur propositions du comité des rémunérations. Elles comprennent une partie fixe et une partie variable en fonction de critères proposés par le comité des rémunérations, dans le respect des dispositions réglementaires propres aux établissements de crédit. Elles font l'objet d'un avis consultatif de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'application de ces règles d'encadrement et de plafonnement ainsi que l'avis consultatif de l'Assemblée Générale des actionnaires sont de nature à donner toute l'assurance nécessaire aux actionnaires sur leur modération à la fois dans le temps et en valeur absolue.

4. Les limitations aux pouvoirs du Directeur Général

Conformément aux stipulations de l'article 23 des Statuts et du premier article du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration, les opérations suivantes sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil :

- toute cession d'immeubles par nature pour un montant supérieur à EUR 500 000 ;
- la cession totale ou partielle de participations pour un montant supérieur à EUR 500 000 et la constitution de sûretés à la couverture des engagements propres (hors opérations de marché) de la Société, dès lors que ces sûretés portent sur des actifs de la Société pour un montant supérieur à EUR 500 000;
- toute prise d'intérêt dans des sociétés ou entités comportant une responsabilité indéfinie et/ou solidaire des associés ou membres de ces sociétés ou entités ;
- la prise de participations dans toutes sociétés créées ou à créer, dans la mesure où elle dépasse un montant de EUR 500 000 ;
- l'acquisition de tous immeubles, dans la mesure où elle dépasse un montant de EUR 500 000 ;
- l'acquisition, la cession, l'échange ou l'apport de fonds de commerce ou d'éléments de fonds de commerce susceptible de se traduire par un investissement ou un désinvestissement supérieur à EUR 500 000; et
- passer en cas de litige tous traités et transactions, accepter tous compromis, lorsqu'ils portent sur l'abandon d'un montant en principal supérieur à EUR 1 000 000.

Le Directeur Général saisit le Conseil d'administration et recherche ses indications à l'occasion de toutes opérations significatives concernant les orientations stratégiques de la Société ou susceptibles de l'affecter et de modifier sa structure financière ou son périmètre d'activité.

II. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

En raison d'une omission par inadvertance, les conventions ci-dessous n'ont fait l'objet ni d'une autorisation préalable du conseil d'administration prévue à l'article L.225-38 du Code de commerce, ni d'une approbation ultérieure de l'Assemblée Générale. Elles seront donc soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale du 18 mai 2022 en application des dispositions de l'article précité.

1. CONVENTION AUTORISÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 DÉCEMBRE 2021

- Convention de services de messagerie bancaire Swift avec Crédit Agricole Payment Services, signée le 21 décembre 2021.
  Coûts : EUR 35 523,44

2. CONVENTIONS APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 28 MAI 2021

- Convention de représentation pour la participation aux systèmes de règlement TARGET2-Banque de France et ABE/EURO1 avec Crédit Agricole S.A le 15 juillet 2008.
  Coûts : EUR 9 540
- Convention-cadre de services de production, exploitation et maintenance des systèmes IT avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, signée le 1er juillet 2019.
  Coûts : EUR 1 067 661
- Convention-cadre de services de production, exploitation et maintenance des systèmes IT avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Agence de Singapour, Information Systems Asia Pacific (ISAP), signée le 16 juillet 2019.
  Coûts : SGD 1 410 754

3. CONVENTION APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 30 MAI 2018

- Convention de service avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services relative au filtrage de message financiers de l'UBAF et de fourniture de liste de sanctions /surveillance signée le 30 juin 2017.
  Coûts : EUR 4 771

III. DÉLÉGATIONS ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Il n'existe aucune délégation accordée par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce.

IV. MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conformément aux statuts, il est rappelé ci-après, les conditions de participation des actionnaires aux Assemblées Générales :

Article 29 – Composition et nature des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont composées de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les Assemblées Générales, régulièrement constituées, représentent l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées, prises conformément aux lois et règlements en vigueur, obligent tous les actionnaires.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée, s'il en existe, pour statuer sur toutes modifications des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 30 – Réunion des assemblées

Les assemblées sont convoquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans la convocation.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président du Conseil d'Administration ou par un administrateur désigné par le président du conseil d'administration à cet effet. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président de séance.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il n'y est porté que les propositions émanant de l'auteur de la convocation ou des actionnaires.

Chaque membre de l'Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire a un nombre de voix proportionnel à la fraction du capital social correspondant aux actions qu'il possède ou représente, à la condition que celles-ci ne soient pas privées du droit de vote.

Le Conseil d'Administration peut décider que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

Ces règles sont reprises en intégralité dans les statuts de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires aura lieu le 18 mai 2022. Le projet des résolutions figure dans les documents transmis aux actionnaires ensemble avec l'ordre du jour de la réunion de l'Assemblée Générale.

Pour le Conseil d'Administration,

Tarek AMER
Président du Conseil d'Administration

2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

_ Exercice clos le 31 décembre 2021

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

A l'Assemblée Générale de la société
Union de Banques Arabes et Françaises,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Union de Banques Arabes et Françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et estimation des provisions et des dépréciations sur encours sains ou en défaut

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
Dans le cadre de ses activités, votre société est exposée au risque de crédit sur les contreparties en lien avec les pays dans lesquels se trouvent ces contreparties. Dans un contexte économique difficile, il existe un risque de dégradation de la qualité du portefeuille de crédit et d'augmentation des encours sensibles et en défaut. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, soit sur une base individuelle, soit sur une base collective. Les dépréciations collectives sont déterminées à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées aux notations des contreparties. Les dépréciations individuelles sont constatées par dotation au compte de résultat dès lors qu'un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances douteuses. L'évaluation de ce risque et les dépréciations qui en découlent se font notamment dans le cadre d'un comité des risques sensibles. L'identification des créances faisant l'objet de dépréciations et l'évaluation du niveau de dépréciation constituent une zone d'estimations significative. Dans la mesure où une erreur de jugement ou de calcul pourrait avoir une incidence significative sur les résultats de votre société, nous avons considéré que ce sujet constituait un point clé de l'audit. Les encours pour lesquels une dépréciation individuelle ou une provision collective est comptabilisée au 31 décembre 2021 sont enregistrés en créances sur les établissements de crédit et en opérations sur la clientèle. Les dépréciations sont comptabilisées en moins de l'actif ou en provisions pour risques et charges et les dotations/reprises sont inscrites en coût du risque. Se référer aux notes 1, 2, 11 et 18 de l'annexe aux comptes annuels.	Nous avons examiné les procédures d'identification des prêts et créances sensibles ou qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que le dispositif d'évaluation et d'enregistrement des provisions correspondantes. Nous avons plus précisément : ► pris connaissance du processus d'identification, de suivi des impayés et de déclassement en douteux ; ► examiné les comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les processus de provisionnement ; ► examiné, par sondages, l'adéquation de la documentation des dossiers aux niveaux des dépréciations spécifiques constituées ; ► examiné les contrôles portant sur les données utilisées pour le calcul des dépréciations collectives (assiette de calcul et paramètres statistiques notamment) ; ► effectué un recalcul des provisions collectives pour un échantillon de crédits ; ► comparé le montant de provision collective calculé au montant inscrit en comptabilité.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 37 4 du Code de commerce.

AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Union de Banques Arabes et Françaises par votre assemblée générale du 30 mai 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 mai 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2021, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la neuvième année.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerceson jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822 10 à L. 822 14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 3 mai 2022

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

3 RÉSOLUTIONS

_ adoptées à l'Assemblée Générale ordinaire du 18 mai 2021

1re RÉSOLUTION APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Exposé

La 1re résolution soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale les comptes annuels de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF au 31 décembre 2021.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice 2021)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Conseil au cours de l'exercice écoulé et donne ainsi quitus aux membres du Conseil de l'exécution de leur mandat.

2e RÉSOLUTION AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Exposé

La 2e résolution soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale l'affectation du résultat de l'exercice 2021.

Le résultat de l'exercice s'établissant à 8 728 479, 47 euros, il n'existe donc pas de bénéfice distribuable.

En effet, le solde de report déficitaire s'élève à - 17 408 467, 85 euros à la suite des pertes de 12 768 046, 78 euros en 2019 et 4 640 421, 07 euros en 2020. En conséquence, le bénéfice de l'exercice ne peut faire l'objet d'aucune distribution conformément aux dispositions de l'article L.232-11 du Code commerce. Il doit intégralement servir à réduire le report déficitaire.

Cette 2e résolution propose de ne pas distribuer de dividende en raison de l'absence de bénéficie distribuable.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice 2021)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes et après avoir constaté que le bénéfice distribuable de l'exercice 2021 s'élève à 8 728 479, 47 euros, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ce bénéfice à diminution du report déficitaire de - 17 408 467, 85 euros, qui s'établit désormais à 8 679 988, 38 euros.

L'Assemblée Générale décide de ne distribuer aucun dividende aux actionnaires.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale reconnaît, en outre, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Années	Dividende	Nombre d'actions
2018	1,70 €	1 638 740
2019	0 €	1 638 740
2020	0 €	1 638 740

3e à 7e RÉSOLUTIONS CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exposé

Les 3e aux 7e résolutions ont pour objet l'approbation de conventions réglementées conclues avec les sociétés Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP), Crédit Agricole S.A. ainsi que Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services, régulièrement autorisées par le Conseil d'Administration et/ou l'Assemblée Générale au cours de l'exercice 2021 ou des exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours de l'exercice 2021 et qui ont fait l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

TROISIÈME RÉSOLUTION ORDINAIRE

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la poursuite de l'exécution de la convention relative aux services de production, exploitation et maintenance des systèmes informatiques et télécommunications conclue avec la société *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank*, le 1er juillet 2019, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Agence de Singapour, Information Systems Asia Pacific (ISAP))

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 16 juillet 2019 avec la société *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Agence de Singapour, Information Systems Asia Pacific (ISAP)*, relative à la fourniture de services de production, exploitation et maintenance des systèmes informatiques et télécommunications, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole Payment Services)

L'Assemblée Générale ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 21 décembre 2021 avec la société *Crédit Agricole Payment Services*, relative aux services de messagerie bancaire Swift, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole S.A.)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 15 juillet 2008 avec la société *Crédit Agricole S.A.*, relative à la représentation pour la participation aux systèmes de règlement TARGET2-Banque de France et ABE/EUR01, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 30 juin 2017 avec les sociétés *Crédit Agricole S.A.* et *Crédit Agricole Payment Services*, relative aux prestations de services de filtrage de messages financiers et de fourniture de liste de sanctions /surveillance, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

8e À 10e RÉSOLUTIONS GOUVERNANCE – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – MANDATS D'ADMINISTRATEURS

Exposé

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale trois (3) résolutions relatives à sa composition.

La 8e résolution a pour objet la ratification de la nomination de Monsieur Tarek AMER, coopté par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 28 mai 2021 en remplacement de Monsieur Farouk EL OKDAH, Administrateur de catégorie A ayant présenté sa démission au Conseil d'Administration.

Les 9e et 10e résolutions proposent à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat de deux Administrateurs de catégorie A qui vient à échéance lors de l'Assemblée Générale :

- UBAC Nederland B.V. ;
- Madame Neila TAZI.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Ratification de la cooptation de Monsieur Tarek AMER, Administrateur de catégorie A)

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, ratifie la nomination en qualité d'Administrateur de catégorie A de Monsieur Tarek AMER, coopté en séance du Conseil d'Administration du 28 mai 2021, en remplacement de Monsieur Farouk EL OKDAH, Administrateur de catégorie A démissionnaire, et ce, pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire de 2024 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de l'UBAC Nederland B.V., Administrateur de catégorie A)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, constate que le mandat d'Administrateur de catégorie A de l'UBAC Nederland B.V. vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire à tenir en 2026 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat de Madame Neila TAZI, Administrateur de catégorie A)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, constate que le mandat d'Administrateur de catégorie A de

Madame Neila TAZI vient à expiration ce jour et renouvelle, en application de l'article 19 des statuts, ledit mandat pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire à tenir en 2026 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

11e RÉSOLUTION AVIS SUR L'ENVELOPPE GLOBALE DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES, DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ, AUX CATÉGORIES DE PERSONNEL DONT LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES ONT UNE INCIDENCE SIGNIFICATIVE SUR LE PROFIL DE RISQUE DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPE, VISÉES À L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER

Exposé

Par le vote de la 11e résolution, il est demandé à l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, un avis consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier.

ONZIÈME RÉSOLUTION

(Avis sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, conformément aux dispositions de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes et conformément à l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, laquelle s'élève à 2 357 423, 88 euros, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier.

12e RÉSOLUTION POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS

Exposé

La 12e résolution est une résolution usuelle qui permet d'accomplir toutes les formalités légales de dépôt et de publicité requises par la loi après l'Assemblée Générale.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale ordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises au terme des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.

4 COMPTES INDIVIDUELS

_ Exercice clos le 31 décembre 2021

Compte de bilan social publiable

(en milliers d'euros)

ACTIF

Notes	ACTIF	12/2021	12/2020
1	Caisse, Banques centrales , CCP	536 787	543 920
3	Effets publics et valeurs assimilées	47 862	42 407
1	Créances sur les établissements de crédit	691 702	670 090
2	Opérations avec la clientèle	722 541	482 649
3	Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
4	Actions et autres titres à revenu variable	59 682	34 790
5	Participations et autres titres détenus à long terme	380	445
5	Parts dans les entreprises liées	747	747
6	Immobilisations incorporelles	1 965	1 766
6	Immobilisations corporelles	1 617	1 528
7	Autres actifs	2 193	2 813
7	Comptes de régularisation	27 249	16 998
	TOTAL DE L'ACTIF	**2 092 728**	**1 798 153**

PASSIF

Notes		12/2021	12/2020
8	Dettes envers les établissements de crédit	1 582 281	1 212 483
9	Opérations avec la clientèle	89 855	199 151
	Dettes représentées par un titre	0	0
10	Autres passifs	41 817	21 760
10	Comptes de régularisation	20 758	18 562
11	Provisions pour risques et charges	40 725	37 635
	Dettes subordonnées	0	0
11	Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
12	Capitaux propres hors Fonds pour risques bancaires généraux	317 290	308 562
	Capital souscrit	250 727	250 727
	Réserves	75 243	75 243
	Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
	Report à nouveau	-17 408	-12 768
	Résultat de l'exercice	8 728	-4 640
	TOTAL DU PASSIF	**2 092 728**	**1 798 153**

HORS BILAN

Notes		12/2021	12/2020
	ENGAGEMENTS DONNÉS		
13	Engagements donnés de l'activité bancaire	**2 038 157**	**1 885 414**
	Engagements de financement	275 272	315 083
	Engagements de garantie	1 762 885	1 570 331
	ENGAGEMENTS RECUS		
14	Engagements reçus de l'activité bancaire et des organismes d'assurance publics et privés	**354 201**	**281 948**
	Engagements de financement	0	0
	Engagements de garantie	354 201	281 948
15	**OPERATIONS DE CHANGE**		
	Monnaie à recevoir	325 760	470 415
	Monnaie à livrer	327 548	469 451

Compte de résultat social publiable

(en milliers d'euros)

Notes		12/2021	12/2020
	PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
	Intérêts et produits assimilés	24 779	38 310
	Intérêts et charges assimilés	(6 695)	(18 439)
	Revenus des titres à revenu variable	2 296	7
	Commissions (produits)	36 918	37 868
	Commissions (charges)	(3 105)	(1 507)
	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(53)	(741)
	Autres produits nets d'exploitation bancaire	4	242
16	**PRODUIT NET BANCAIRE**	**54 146**	**55 740**
17	Charges générales d'exploitation	(40 574)	(39 195)
17	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	(1 082)	(983)
	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**12 489**	**15 562**
18	Coût du risque	(2 106)	(20 459)
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**10 384**	**(4 896)**
	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
	RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	**10 384**	**(4 896)**
19	Résultat exceptionnel	(31)	0
20	Impôts sur les bénéfices	(1 625)	256
	Dotations / reprises de Fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	0	0
	RÉSULTAT NET	**8 728**	**(4 640)**
	Résultat par action (en euros)	5,33	ns

5 NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS

_ au 31 décembre 2021

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Covid-19

L'épidémie de COVID 19 a provoqué un retournement économique sévère entrainant une forte réduction des flux de négoce international durant l'année 2020. L'UBAF en se concentrant sur des activités dites essentielles (énergie, agro-alimentaire, santé, équipements et industrie…) a su s'adapter à cette situation et prouver sa capacité de résilience face à une crise économique majeure.

Filiale UBAF Hong-Kong

La filiale UBAF Hong Kong Limited, en cours de liquidation, a transféré ses actifs à UBAF France en novembre 2021.

Se référant au critère « d'intérêt négligeable de la filiale » conformément à l'article L.233-17-1 du Code de commerce, l'UBAF est exemptée d'établir des comptes consolidés.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement important pouvant avoir une incidence sur les comptes sociaux est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du présent rapport.

La guerre Russie-Ukraine n'a pas eu d'impact sur les comptes de l'UBAF, l'exposition étant nulle sur ces deux pays.

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les comptes individuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la règlementation bancaire applicable aux établissements de crédit ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française. La présentation des états financiers adoptée est conforme aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Principes de conversion des opérations en devises

Le bilan de chaque entité est converti directement de la devise d'origine des opérations en euros au cours de la clôture du 31 décembre.

De façon générale, les produits et charges de commissions ou intérêts et les frais généraux en devises sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

Les intérêts comptabilisés encourus font l'objet d'une réévaluation jusqu'à leur date d'échéance.

Les résultats de chaque mois en devises locales des différentes entités sont convertis en euro au cours de fin de mois.

La différence entre les contre valeurs euro du cumul des résultats mensuels des entités et la contre-valeur du résultat annuel au cours du 31 décembre est imputée sur les fonds propres.

Les différences entre le coût historique des moyens permanents d'exploitation en devises et leur contre-valeur au cours de clôture sont enregistrées dans les comptes de régularisation, sans incidence sur le résultat.

Les titres de participations libellés en devises sont enregistrés pour la contrevaleur historique du coût d'achat ou de souscription. Les devises nécessaires à l'acquisition des titres de participation sont achetées contre euro.

Principes de séparation des exercices

Les opérations sont enregistrées en respectant le principe de séparation des exercices.

Les intérêts sont acquis au jour le jour, ils sont donc comptabilisés *prorata temporis* au compte de résultat.

Les commissions sur garanties et sur les crédits à moyen et long termes sont enregistrées *prorata temporis*.

Les commissions sur crédits documentaires sont enregistrées au moment de leur encaissement.

Principes d'enregistrement des créances

Les créances figurent au bilan pour leur valeur nominale ou leur prix d'acquisition.

Les intérêts sont enregistrés *prorata temporis* et figurent sous la même rubrique de bilan que le principal.

La notation interne est utilisée pour le suivi des expositions de nos contreparties ainsi que pour le calcul des provisions risques pays et la notation externe est utilisée pour le calcul de risque de crédit selon la méthode standard.

Créances douteuses

Le déclassement en créances douteuses est réalisé sur la base des critères définis par l'article 2221-1 du règlement ANC 2014-07 :

- impayé(s) de plus de 90 jours sauf cas non liés à la situation financière du débiteur ;
- situation financière du débiteur, indépendamment de tout impayé, constituant un risque avéré (procédures d'alerte) ;
- contentieux directement engagé entre l'établissement et sa contrepartie.

Sont alors considérées comme créances douteuses toutes sommes dues tant en intérêts qu'en capital.

Les créances douteuses sont comptabilisées au bilan pour leur montant net de garanties dès lors que l'émetteur de la garantie est considéré comme solvable et que les conditions d'éligibilité de la garantie sont satisfaites.

Sont présumées créances douteuses compromises les créances pour lesquelles un retour à la normale n'est pas prévisible dans un avenir proche ou les créances dont l'échéance contractuelle n'est pas honorée depuis plus d'un an.

Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont plus comptabilisés.

L'encours douteux compromis, dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé, doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Cette décision revient au comité des risques sensibles.

Lorsqu'un risque avéré de non recouvrement partiel ou total apparaît, les créances douteuses font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat.

L'évaluation des garanties est effectuée lors de l'étude des crédits et révisée lors de la classification en encours douteux. Elle sert de base au calcul des dépréciations à constituer.

L'évaluation du risque fait l'objet d'un examen trimestriel dans le cadre d'un comité des risques sensibles qui fixe le montant des dépréciations.

En application de l'article 2221-7 du règlement ANC 2014-07, la constatation d'un risque avéré sur une contrepartie entraînerait par contagion le déclassement de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ladite contrepartie.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, le comité des risques sensibles examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Les règles de contagion ne concernent pas les encours affectés de litiges ponctuels non liés à l'insolvabilité de la contrepartie, ni le risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers et non de celle de la contrepartie même (cas de l'escompte commercial).

Conformément à l'article 2221-5 du règlement ANC n°2014-07, le reclassement des créances douteuses dans les encours sains est effectué après apurement de tous les impayés ou restructuration de la dette.

Les dépréciations pour créances douteuses sont inscrites directement en minoration de l'actif, tandis qu'au compte de résultat le net des dotations sur les reprises est enregistré en coût du risque.

RÈGLES PARTICULIÈRES AUX CRÉDITS RESTRUCTURÉS

Compte tenu des délais de règlement habituellement constatés sur ces crédits, le passage en créance douteuse est repoussé au douzième mois qui suit l'échéance contractuelle. La règle de contagion est appliquée à la totalité des encours non échus de ces crédits au-delà du douzième mois de l'échéance, tant en capital qu'en intérêts, restée impayée.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC n°2014-07, une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration, doit être enregistrée par le débit du compte de résultat. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

Principes de passage en perte des créances douteuses

Une perte pour créance irrécouvrable est comptabilisée lorsque le comité des risques sensibles estime que la créance ne pourra plus être recouvrée ou lorsque la créance douteuse est cédée. Le montant de la perte correspond au montant enregistré de la créance.

Le passage en perte est enregistré dès lors que les éléments reconnus par les dispositions légales et réglementaires locales sont réunis. Le coût du risque inclut le montant des pertes sur créances irrécupérables, couvertes et non couvertes, et celui des récupérations sur créances amorties.

Principes d'enregistrement du portefeuille titres

Conformément au titre 3 du livre 2 du règlement ANC 2014-07, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation et parts dans les entreprises liées et les autres titres détenus à long terme.

L'UBAF n'a pas de titres classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

TITRES DE PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 10 % ou, éventuellement, inférieures à 10 % lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la représentation au sein des organes sociaux de l'entité émettrice ou l'existence d'une autre détention indirecte. Les frais d'acquisition sont constatés en charge.

AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Les autres titres détenus à long terme sont les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Lorsqu'ils sont classés dans l'une de ces deux dernières catégories, les titres sont :

- enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition (frais exclus) ou, en cas de transfert, à la valeur estimée en fonction des règles propres à leur catégorie d'origine ;
- évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu, sans compensation avec les plus-values latentes, à la constitution d'une provision pour dépréciation des immobilisations financières.

TITRES DE PLACEMENT À REVENUS FIXE

La totalité des titres à revenu fixe est classée en titres de placement. Les entrées en portefeuille sont enregistrées au prix d'acquisition, au pied de coupon. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charges. Les différences positives ou négatives entre le prix d'achat et la valeur de remboursement (surcote / décote) font l'objet d'un étalement linéaire en compte de résultat sur la durée restant à courir du titre.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice :

- au cours de fin décembre pour les valeurs cotées,
- au niveau des dernières transactions sur les titres non cotés.

Pour les titres non couverts par un dérivé, les moins-values résultant de la comparaison entre la valeur comptable et la valeur estimative font l'objet de dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

Pour les titres couverts par un dérivé, une plus ou moins-value nette est calculée, correspondant à la somme de la plus ou moins-value du titre et de la plus ou moins-value du dérivé. La moins-value nette doit faire l'objet d'une dépréciation tandis que la plus-value nette latente ne doit pas être prise en compte.

TITRES DE PLACEMENT À REVENU VARIABLE

Les titres à revenu variable sont enregistrés pour leur prix d'acquisition. Ils sont valorisés au prix de marché pour les valeurs cotées ou au dernier cours de transaction connu pour les titres non cotés. Compte tenu de la nature du portefeuille uniquement constitué de titres d'OPCVM monétaires, la valeur figurant au bilan est celle correspondant au prix de marché.

Principes d'enregistrement des opérations de couverture sur instruments de taux réalisées de gré à gré

L'UBAF comptabilise les opérations de couverture conformément aux dispositions du titre 5 du règlement ANC n°2014-07.

SWAPS DE TAUX

Les swaps de taux sont utilisés en micro-couverture pour couvrir, du risque de taux, une opération identifiée dès l'origine.

Ces couvertures sont réalisées en même temps que l'opération couverte, dans la même devise, pour la même durée et avec la même référence de taux variable.

Les swaps de taux sont également utilisés en macro-couverture pour couvrir le fonds de roulement.

Les décalages de trésorerie peuvent également être couverts par des opérations de swaps de taux.

Les différentiels de taux payés ou reçus sont enregistrés au compte de résultat *prorata temporis* sur la durée résiduelle de l'instrument couvert. Le produit ou la charge ainsi constaté vient de manière symétrique compenser le produit ou la charge de l'élément couvert. Si ce dernier est évaluable au prix de marché, seule la différence négative entre le prix de marché du swap et celui de l'instrument couvert est inscrite au débit du compte de résultat.

Les soultes payées ou reçues sur des positions de couverture dénouées par des opérations en sens inverse réalisées avec la même contrepartie, correspondant à la différence de valeur des deux transactions, sont étalées sur la durée résiduelle de l'opération de couverture initiale.

FRA

Les FRA sont principalement utilisés pour couvrir les décalages de trésorerie.

Le différentiel de taux payé ou reçu à la date de valeur de l'opération est étalé sur la durée de l'opération faisant l'objet de la couverture.

Principes d'enregistrement des dettes et créances rattachées

Les dettes figurent au bilan pour leur valeur nominale ou leur prix d'émission.

Les intérêts sont enregistrés *prorata temporis* et figurent sous la même rubrique de bilan que le principal.

Les surcotes ou décotes sur les titres émis sont étalées linéairement sur la durée d'émission des titres.

Principes d'enregistrement des immobilisations et règles d'amortissement

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour une valeur nette constituée par leur coût d'acquisition diminué des amortissements. Aucune réévaluation libre ou légale n'a été pratiquée.

Les immobilisations incorporelles concernent des logiciels acquis ou créés. Un amortissement linéaire est pratiqué sur une durée de cinq ou sept ans pour les logiciels du site central et sur trois ans pour les applicatifs de bureautique. Les mêmes règles d'amortissement sont appliquées pour le matériel informatique.

Les autres immobilisations acquises depuis le 1er janvier 1996 sont amorties linéairement sur leur durée probable d'utilisation.

DURÉE D'AMORTISSEMENT

Immeubles, agencements, installations	de 10 à 30 ans
Mobilier, matériel	10 ans
Matériel roulant, machines	5 ans
Matériel / logiciel informatique site central	de 5 à 7 ans
Matériel informatique micros	3 ans

Principes d'enregistrement des éléments exceptionnels

Les éléments exceptionnels représentent les charges et produits qui ne se rapportent pas au cycle normal de l'exploitation de l'entreprise. Ces éléments peuvent provenir d'opérations en capital, bénéfice ou perte sur la vente ou mise au rebut d'une immobilisation, cession des titres de participation.

Principes d'enregistrement des provisions

PROVISIONS COLLECTIVES - RISQUES PAYS

Les provisions pour risques sont des provisions de précaution permettant de couvrir les risques existants sur les engagements de toute nature de bilan et de hors bilan non douteux sur l'ensemble des pays du monde, ainsi que sur les intérêts courus afférents.

La méthode de calcul des provisions collective - risques pays a fait l'objet d'un changement de méthode sur l'exercice 2015.

Les provisions calculées depuis 2015 prennent pour base les engagements pondérés (EAD) en fonction de leur équivalent risque de crédit. On applique à ces engagements les pondérations suivantes :

- Probabilité de Défaut (PD) en fonction du rating interne UBAF de la contrepartie,
- Application d'un Loss Given Defaut (LGD) : on utilise le LGD standard, soit 45 % de l'engagement,
- Application d'une pondération de durée compte tenu que les Probabilités de Défaut sont à 1 an et que les engagements de l'UBAF sont majoritairement à court terme,
- Application d'une probabilité de défaut stressée (probabilité x1,5 pour les pays jugés plus risqués par la direction des risques ou qui représentent une forte concentration dans le portefeuille de l'UBAF),
- Application d'une pondération supplémentaire pour le risque de modèle de 20 %.

PROVISIONS POUR LITIGES

Les litiges avec les établissements de crédits ou la clientèle qui ne concernent pas le dénouement d'une créance donnent lieu à l'enregistrement d'une provision pour litiges pour le montant du risque évalué par le comité des risques sensibles.

PROVISIONS POUR CHARGES

Les charges probables dues à un événement ou à une décision survenue au cours de l'exercice, si elles peuvent faire l'objet d'une évaluation précise de leur montant, donnent lieu à comptabilisation d'une provision pour charge.

1. Actif

NOTE 1 : OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES

Caisse, Banques Centrales et CCP

(en milliers d'euros)

La rubrique Caisse, Banques centrales et CCP comprend les espèces en caisse et les comptes à vue dans les instituts d'émission des pays où l'UBAF est implantée. Ce poste est composé dans sa presque totalité par les comptes de réserves obligatoires auprès des instituts d'émission.

Détail des créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Comptes courants	59 089	33 756
Prêt interbancaire	271 624	413 380
Prêts de nature commerciale court terme	360 462	218 796
Prêts de nature commerciale moyen et long terme	20	25
Créances douteuses brutes	0	8 103
Créances rattachées	507	510
Total créances brutes	**691 702**	**674 570**
Dépréciations	0	(4 480)
TOTAL	**691 702**	**670 090**

Détail des créances douteuses sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Créances douteuses non compromises publiques		
Créances douteuses non compromises privées	0	3 623
Créances douteuses compromises publiques		
Créances douteuses compromises privées	0	4 480
TOTAL	**0**	**8 103**

Seuls les éléments suivants du bilan sont ventilés par durées restant à courir et par zones géographiques :

Prêts interbancaires	271 624
Prêts de nature commerciale court terme	360 462
Prêts de nature commerciale moyen et long terme	20
TOTAL	**632 106**

Détail des créances sur les établissements de crédit par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	Total
480 998	150 525	583	0	632 106

Ventilation géographique des créances sur les établissements de crédit

(en pourcentage)

La ventilation par zone géographique est faite sur des créances brutes de dépréciations (dépréciations non déduites).

ZONES	Proportion sur total monde	% de créances publiques	% de créances privées
EEE*, Suisse, Etats-Unis, Canada, Japon	38,16	28,42	71,58
Monde arabe	27,84	5,87	94,13
Europe hors EEE* et Suisse	9,30	39,26	60,74
Asie hors Japon	23,34	28,90	71,10
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	1,36	7,31	92,69
** Espace Économique Européen*	**100,00**		

NOTE 2 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Détail des créances avec la clientèle

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Comptes courants	27 002	1 563
Financement commerce international	643 502	411 790
Financement d'équipement moyen et long terme	40 639	37 311
Autres crédits	1 112	22 563
Créances rattachées	1 199	1 038
Créances douteuses brutes	63 291	86 754
Total créances brutes	**776 745**	**561 020**
Dépréciations	(54 204)	(78 371)
TOTAL	**722 541**	**482 649**

Détail des créances douteuses sur la clientèle

(en milliers d'euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Créances douteuses non compromises publiques		
Créances douteuses non compromises privées	0	148
Créances douteuses compromises publiques	0	0
Créances douteuses compromises privées	63 291	86 606
TOTAL	**63 291**	**86 754**

Seuls les éléments suivants du bilan sont ventilés par durées restant à courir et par zones géographiques :

Financement commerce international	643 502
Financement d'équipement moyen et long terme	40 639
Autres crédits	1 112
TOTAL	**685 253**

Détail des créances sur la clientèle par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	<= 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	Total
449 966	234 175	50	1 062	685 253

Ventilation géographique des créances non douteuses sur la clientèle

(en pourcentage)

ZONES	Proportion sur total monde	% de créances publiques	% de créances privées
EEE*, Suisse, Etats-Unis, Canada, Japon	45,21	0,00	100,00
Monde arabe	10,97	35,02	64,98
Europe hors EEE* et Suisse	3,94	0,00	100,00
Asie hors Japon	39,48	7,13	92,87
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	0,40	100,00	0,00
** Espace Économique Européen*	**100,00**		

Ventilation géographique des créances douteuses sur la clientèle et dépréciations afférentes

(en pourcentage)

ZONES	Créances clientèle douteuses	Dépréciations associées
EEE*, Suisse, Etats-Unis, Canada, Japon	0,02	0,02
Monde arabe	99,98	99,98
Europe hors EEE* et Suisse		
Asie hors Japon		
Amérique latine		
Océanie		
Afrique		
** Espace Économique Européen*	**100**	**100**

La quasi-totalité des créances douteuses sont des créances privées.

NOTE 3 : OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXES, EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES

Les obligations, autres titres à revenu fixe, effets publics et valeurs assimilées détenus par l'UBAF sont tous côtés.

Détail des obligations, autres titres à revenu fixe, effets publics et valeurs assimilées

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE		
Valeur brute		
Dépréciation		
Valeur nette		
Divers		
Total obligations et autres titres à revenu fixe		
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Valeur brute	47 862	42 407
Dépréciation		
Valeur nette	*47 862*	*42 407*
Total effets publics et valeurs assimilées	**47 862**	**42 407**
TOTAL	**47 862**	**42 407**

Les effets publics et valeurs assimilées correspondent à des titres de créances négociables émis par les organismes publics et mobilisables auprès de l'institut d'émission.

Répartition par durées restant à courir des obligations et autres titres à revenu fixe et effets publics et valeurs assimilées

(valeurs brutes et divers - en milliers d'euros)

< = 3 mois	<= 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	Total
47 862				47 862

Comparaison des valeurs comptables et de marché des obligations et effets publics

(en milliers d'euros - hors créances rattachées)

NATURE	Valeur brute comptable	Valeur de remboursement	Valeur de marché	Provision	Différence VM-VC
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Effets publics et valeurs assimilés	47 862	47 862	47 862	0	0

NOTE 4 : ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Prix d'achat	60 027	35 081
Provision	(345)	(291)
Valeur nette	**59 682**	**34 790**

Les titres à revenus variables sont composés essentiellement de titres d'OPCVM monétaires et obligataires.

NOTE 5 : PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

La valeur nette des titres d'entreprises liées correspond à la participation de 53,98 % dans le capital d'UBAF Hong Kong Limited.

	Capital en devises	Capitaux Propres incluant le résultat en euros	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultats en euros	Valeur comptable des titres détenus en euros	Montant des prêts et avances accordés en euros
FILIALES (DÉTENUES À PLUS DE 50 %)						
- UBAF HONG KONG Ltd	5 000 000 HKD 1 582 125 USD	6 719 805	53,98 %	-	746 633	-
Autres participations					380 033	
				TOTAL	**1 126 666**	

Valeur brute en fin d'exercice des participations et part dans les entreprises liées

(en milliers d'euros)

	31.12.2020	31.12.2021
Filiales	747	747
Participations	445	380
Total brut	**1 192**	**1 127**

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

IMMOBILISATIONS BRUTES	31.12.2020	Acquisition	Cession / mise au rebut	Virement poste à poste	Incidence variation de cours	31.12.2021
Immobilisations incorporelles	**9 984**	**534**	**0**	**0**	**43**	**10 561**
- Autres immobilisations incorporelles	9 938	534	0	0	43	10 515
- Droit au bail	46					46
Immobilisations corporelles	**6 009**	**686**	**423**	**(3)**	**33**	**6 302**
- Terrain, constructions d'exploitation	0	0	0	0	0	0
- Agencements, installations	1 894	1	0	0	3	1 898
- Matériel de transport	117	0	0	0	6	123
- Matériel de bureau et mobilier	3 998	602	423	(3)	24	4 198
- Immobilisations corporelles en cours		83				83
TOTAL	**15 992**	**1 220**	**423**	**(3)**	**76**	**16 864**

AMORTISSEMENT	31.12.2020	Dotation	Diminution	Virement poste à poste	Incidence variation de cours	31.12.2021
Immobilisations incorporelles	**8 218**	**484**			**(105)**	**8 597**
- Autres immobilisations incorporelles	8 218	484	0	0	(105)	8 597
Immobilisations corporelles	**4 481**	**598**	**423**	**0**	**31**	**4 687**
- Terrain, constructions d'exploitation	0	0	0	0	0	0
- Agencements, installations	1 211	179	0	0	4	1 394
- Matériel de transport	81	24	0	0	3	108
- Matériel de bureau et mobilier	3 189	395	423	0	24	3 183
TOTAL	**12 699**	**1 082**	**423**	**0**	**(74)**	**13 283**
NET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**1 766**					**1 965**
NET IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 528**					**1 617**

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Autres actifs	0	0
Intérêts et produits à recevoir	1 497	2 525
Compte de recouvrement	0	0
Dotations succursales - cristallisation de change	8 843	8 843
Autres comptes de régularisation	19 102	8 443
TOTAL	**29 442**	**19 811**

2. Passif

NOTE 8 : OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES

Détail des opérations interbancaires et assimilées

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Comptes à vue	149 118	62 388
Emprunts interbancaires à terme	1 028 173	736 265
Dépôts de nature commerciale à terme	404 310	412 562
Dettes rattachées	680	1 267
TOTAL	**1 582 281**	**1 212 483**

Seuls les éléments suivants du bilan sont ventilés par durées restant à courir et par zones géographiques :

Opérations interbancaires terme	1 028 173
Dépôts de nature commerciale	404 310
TOTAL	**1 432 483**

Les dépôts de nature commerciale effectués par des banques sont liés aux opérations de crédits documentaires.

Ventilation des opérations interbancaires et assimilées par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	Total
1 029 803	402 680			1 432 483

Ventilation géographique des opérations avec les établissements de crédit

(en pourcentage)

ZONES	Part des dettes sur total monde	% de dettes publiques	% de dettes privées
EEE*, Suisse, Etats-Unis, Canada, Japon	14,95	64,28	35,72
Monde arabe	67,12	45,61	54,39
Europe hors EEE* et Suisse	0,12	0,00	100,00
Asie hors Japon	2,79	100,00	0,00
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	15,02	38,39	61,61
** Espace Économique Européen*	**100,00**		

NOTE 9 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Détail des opérations avec la clientèle et assimilées

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Comptes à vue	62 427	66 364
Comptes à terme	27 428	132 765
Pension livrée		
Dettes rattachées	0	22
TOTAL	**89 855**	**199 151**

Ventilation des comptes à terme clientèle par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	Total
	27 428			27 428

Ventilation géographique des opérations avec la clientèle et assimilées

(en pourcentage)

ZONES	Part des dettes sur total monde	% de dettes publiques	% de dettes privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	80,43		100,00
Monde arabe	4,49		100,00
Europe hors EEE* et Suisse	2,27		100,00
Asie hors Japon	12,21		100,00
Amérique latine	0,60		100,00
Océanie	0,00		
Afrique	0,00		0,00
** Espace Économique Européen*	**100,00**		

NOTE 10 : COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF ET AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Etat - taxes et impôts	1 147	121
Provisions sur charges sociales et retraites	9 406	9 147
Autres passifs	31 264	12 492
Total autres passifs	**41 817**	**21 760**

Le montant des indemnités de fin de carrière pour les salariés du siège, de Singapour et de la Corée du Sud s'élève à 4 943 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Intérêts et charges à payer, comptes fournisseurs	3 982	4 715
Comptes en attente d'affectation et de régularisation	16 776	13 847
Total comptes de régularisation	**20 758**	**18 562**

NOTE 11 : PROVISIONS ET FRBG

(en milliers d'euros)

TYPE DE PROVISION	31.12.2020	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Virement de poste à poste	Variation de change	31.12.2021
Provisions collectives - risques pays	36 133	8 457	4 532	0	0	0	40 058
Provisions pour litiges pertes et charges	1 502		835	0	0)	0	667
Provisions sur engagements de hors-bilan	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	**37 635**	**8 457**	**5 367**	**0**	**0**	**0**	**40 725**
FRBG	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**37 635**	**8 457**	**5 367**	**0**	**0**	**0**	**40 725**

a. Les provisions sur risques de hors bilan couvrent les engagements figurant au hors bilan pour lesquels un risque de perte est considéré comme probable en fonction d'événements connus à la clôture de l'exercice.

b. Les provisions collectives - risques pays ont été constituées selon les règles exposées dans la note sur les principes comptables.

Le stock de provisions affecté à la couverture de ces engagements est de 40 millions d'euros. La couverture totale représente 1,88 % des encours nets de garanties.

Le tableau ci-dessous donne la ventilation par zones géographiques des créances ayant servi de base au calcul de la provision pour risque pays.

Ventilation géographique des provisions collectives - risque pays et des encours couverts

Les taux de couverture et la répartition géographique en pourcentage indiqués ci-après sont calculés par rapport aux encours nets des garanties reçues telles qu'elles sont définies dans les Principes comptables.

(en pourcentage)

ZONES	Part des encours nets totaux	Couverture par provision risque
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	19,67	0,77
Monde arabe	47,97	2,22
Europe hors EEE* et Suisse	4,50	1,54
Asie hors Japon	17,46	1,07
Amérique latine	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00
Afrique	10,40	3,95
** Espace Économique Européen*	**100**	**1,88**

c. Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des risques juridiques.

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

	Capital social	Réserve Légale	Primes	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31.12.2020	**250 727**	**15 550**		**59 693**	**(12 768)**	**(4 640)**	**308 562**
Dividendes versés au cours de l'exercice							
Variation de capital							
Variation des primes et réserves							
Affectation du résultat de l'exercice antérieur						4 640	
Report à nouveau					(4 640)		
Résultat de l'exercice						8 728	
Autres mouvements							
Solde au 31.12.2021	**250 727**	**15 550**		**59 693**	**(17 408)**	**8 728**	**317 290**

Proposition d'affectation du résultat

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires, qui se tiendra le 18 mai 2022, d'affecter le résultat excédentaire de 8 728 milliers d'euros au compte de report à nouveau.

Répartition du capital

Le capital est divisé en 1 638 740 actions de 153 euros de nominal réparties en deux catégories :

- les actions A détenues par les actionnaires arabes qui représentent 52,99 % du capital
- les actions B détenues en quasi-totalité par CA CIB depuis juillet 2005 qui représentent 47,01 % du capital. L'UBAF est intégrée par mise en équivalence dans les comptes consolidés de CA CIB.

Les actions A et B confèrent des droits strictement identiques en matière de vote et de dividendes.

ACTIONNAIRES	Capital détenu en euros	Capital détenu en %
ACTIONS B		
CA CIB	117 867 069	47,01
Actions de garantie groupe B	306	0,00
ACTIONS A		
Ubac Nederland B.V. *(en cours de restructuration)*	57 976 596	23,12
Banque Extérieure d'Algérie	23 452 911	9,35
Central Bank of Egypt	14 813 460	5,91
Libyan Arab Foreign Bank	13 960 332	5,57
Banque Centrale Populaire	12 520 143	4,99
Arab African International Bank	9 416 997	3,76
Riyad Bank	717 417	0,29
Actions de garantie groupe A	1 930	
TOTAL	**250 727 161**	**100**

Opérations avec les entreprises liées et les parties liées

Les transactions effectuées par l'UBAF avec les entreprises liées et les parties liées ne présentent pas une importance significative et ont été conclues aux conditions normales de marché.

Opérations avec l'actionnaire principal

Les principales opérations en cours au 31 décembre 2021 avec le groupe Crédit Agricole sont les suivantes (en milliers d'euros) :

Swaps de taux d'intérêts (en prix de marché)	6 065
Emprunts interbancaires	
Titres	
Prêts interbancaires	1 040

3. Hors bilan

NOTE 13 : ENGAGEMENTS DONNÉS

(en milliers d'euros)

	31.12.2021			31.12.2020
	Banques	Clients	Total	
Engagements de financements donnés		**275 272**	**275 272**	**315 083**
dont ouverture de crédits confirmés		43 080	43 080	121 848
dont crédits documentaires (import)		175 996	175 996	142 411
dont autres engagements		56 196	56 196	50 823
Engagements de garantie donnés	**1 125 220**	**637 665**	**1 762 885**	**1 570 331**
dont garanties de remboursement de crédits	27 698	45 102	72 900	74 631
dont cautions de marchés	278 551	568 381	846 932	904 716
dont crédits documentaires (export)	818 972	23 795	842 757	590 454
dont autres		386	386	531

Parmi les engagements de garantie 4.3 millions d'euros d'engagements sont considérés comme douteux, ils ne sont couverts par aucune provision.

NOTE 14 : ENGAGEMENTS REÇUS

(en milliers d'euros)

Les engagements reçus présentés ci-dessous ne recensent que les engagements reçus d'établissements de crédit et d'assureurs.

	31.12.2021	31.12.2020
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	354 201	281 948

NOTE 15 : OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME

(en milliers d'euros)

MONNAIE	À recevoir	À livrer	Net à recevoir	Net à livrer
EUR	60 395	175 000		114 605
USD	237 145	39 741	197 404	
JPY	9 629	78 528		68 899
KRW		25 673		25 673
GBP	18 591	0	18 591	
SGD		8 607		8 607
Autres		34 279		34 279
TOTAL	**325 760**	**361 828**	**215 995**	**252 063**

AUTRES INFORMATIONS SUR LE HORS-BILAN

Opérations de couverture sur instruments de taux réalisées de gré à gré

(en milliers d'euros)

INSTRUMENTS FINANCIERS	Nominal	Valeur de marché
Swaps de taux - micro-couverture	0	0
Swaps de taux - macro-couverture	289 000	6 065
FRA	0	0

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la Banque sont effectuées exclusivement pour couvrir des positions de taux correspondant au portefeuille de catégorie B ou C de l'article 2 du règlement n° 90-15 de la Commission bancaire. Ces opérations sont principalement matérialisées par des instruments de gré à gré.

Il n'existe aucune activité de négociation sur les instruments financiers.

Engagements de retraite

A) RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Ces régimes ne concernent que les entités asiatiques. Les prestations sont calculées de manière statistique en fonction du dernier salaire et de l'ancienneté. Elles sont gérées par des organismes spécialisés appelant les versements. Au 31 décembre 2021 il n'y a donc pas d'engagements hors-bilan concernant les régimes de retraite à prestations définies.

B) ENGAGEMENT AU TITRE DES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES ANTÉRIEURES À 1993

Suite à l'accord du 13 septembre 1993, les banques FBF se sont engagées à verser des cotisations supplémentaires à leur caisse de retraite, dans la limite de 4 % de leur masse salariale, pour combler le déficit entre le niveau des pensions du nouveau et de l'ancien régime. Au 31 décembre 2021, l'engagement potentiel maximal de la Banque est nul.

4. Résultat

NOTE 16 : PRODUIT NET BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Intérêts et produits assimilés	**27 075**	**38 317**
opérations avec les établissements de crédit	13 787	20 835
opérations avec la clientèle	13 138	17 105
obligations ou autres titres à revenu fixe	150	377
dettes subordonnées	0	0
Intérêts et charges assimilés	**-6 695**	**-18 439**
opérations avec les établissements de crédit	-6 005	-17 757
opérations avec la clientèle	-690	-682
obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
dettes subordonnées	0	0
Commissions (produits)	**36 919**	**37 868**
Commissions (charges)	**- 3 105**	**- 1 507**
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	**-53**	**-741**
opérations sur titres de placement	-53	-741
- plus-values et moins-values	0	-1 305
- dotations et reprises de provisions	-53	563
opérations sur titres de l'activité de portefeuille	0	0
Autres produits nets d'exploitation bancaire	**4**	**242**
PRODUIT NET BANCAIRE	**54 146**	**55 740**

NOTE 17 : DÉTAIL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2021	31.12.2020
Frais de personnel	26 100	24 697
Salaires fixes et variables	*18 352*	*17 315*
Charges de retraites	*1 668*	*1 579*
Autres charges sociales	*5 003*	*5 227*
Intéressement et participation	*360*	*0*
Impôts, taxes, versements assimilés	*717*	*576*
Impôts et taxes	932	1 505
Autres charges d'exploitation	14 624	13 976
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	**41 656**	**40 178**

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en milliers d'euros)

	31.12.2021
Certification des comptes – Ernst & Young	117
Certification des comptes – PricewaterhouseCoopers	117
Autres - Ernst & Young	3
Autres - PricewaterhouseCoopers	31

Il n'y a pas eu de frais somptuaires engagés par l'UBAF.

NOTE 18 : COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

Le coût du risque se décompose comme suit :

Nature	31.12.2020	Incidences de change	Dotations (a)	Reprises non utilisées (b)	Reprises utilisées	Transfert	Dotations nettes (a - b)	31.12.2021
Dépréciation des douteux	80 012	7 438		376	32 869		(376)	54 203
Provisions pour risques et charges	37 635		8 457	5 367			3 090	40 725
Risque pays	*36 133*		*8 457*	*4 532*			*3 925*	*40 058*
Litiges	*1 502*			*835*			*(835)*	*667*
Risque sur le hors-bilan								
TOTAL PROVISIONS	**117 647**	**7 438**	**8 457**	**5 743**	**32 869**		**2 714**	**94 928**
Charge sur litiges							44	
Récupération sur créances amorties							(652)	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes								
TOTAL COÛT DU RISQUE							**2 106**	

NOTE 19 : RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)

Le résultat exceptionnel est constitué de 47 K€ d'une perte exceptionnelle et de 16 K€ euros de boni de liquidation

NOTE 20 : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

(en milliers d'euros)

Le montant de l'impôt sur les bénéfices comptabilisés au cours de l'exercice 2021 se répartit comme suit :

	31.12.2021
Siège	(1 505)
Singapour	11
Corée	(112)
Japon	(19)
TOTAL	**(1 625)**

Après imputation, le siège bénéficie d'une perte fiscale reportable estimée à 49.2 millions d'euros au 31 décembre 2021

5. Autres informations

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

(Art R 123-198 1° du CC)

Les rémunérations et avantages en nature attribués aux organes de direction s'élèvent à 571 533 euros.

Les membres du Conseil d'Administration ont perçu au titre de leur rémunération directe et des remboursements de frais dans le cadre de leurs fonctions dans la Banque la somme de 421 712 euros.

Il n'a été accordé au cours de l'exercice 2021 aucun crédit ou avance aux membres des organes de direction.

EFFECTIFS

Les effectifs calculés en équivalent temps plein sont de 276 au 31 décembre 2021.

ARTICLE L 511-45 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER

Aux termes de cet article, il est fait obligation aux sociétés de publier des informations sur leurs implantations dans des pays fiscalement non coopératifs.

L'UBAF n'est pas implanté sur des pays fiscalement non coopératifs.

FINANCIAL INFORMATION

1
BOARD OF DIRECTORS' REPORT
1.1 Management report / p. 60
1.2 Board of Directors' report on Corporate Governance / p. 66

2
STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS / p. 75

3
RESOLUTIONS OF THE ORDINARY GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS / p. 78

4
ACCOUNT STATEMENTS / p. 81

5
NOTES ON THE ACCOUNT STATEMENTS / p. 83

1 MANAGEMENT REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS

for the General Meeting of Shareholders of May 18, 2022

_ Financial year ending on December 31, 2021

1.1 Management report

After hearing the Chief Executive Officer's comments on the financial statements for the financial year ended on December 31, 2021, the Board approved the balance sheet of the company amounting to 2,092,728 thousand euros and the net result of 8,728 thousand euros, versus a loss of 4,640 thousand euros in 2020.

The key highlights of the 2021 financial year are:

- A new global situation: the global economic context and international relations disrupted by the Covid-19 pandemic, geopolitical tensions (Africa, Middle East) and the resurgence of inflation,
- Despite this deteriorated global economic context, a positive operating result driven by sustained commercial momentum, stringent targeting on goods and services to meet basic needs (energy, commodities, food, etc.) and a better asset rotation, and an increase in controlled assets and liabilities,
- A controlled evolution of the cost of risk,
- Maintaining a heightened vigilance on country risks and geopolitical tensions made it possible to react swiftly, a reactivity facilitated by the short maturity of our operations.

INCOME STATEMENT

Net banking income

The net banking income for 2021 decreased by 2.86% and stands at 54,146 thousand euros compared to 55,740 thousand euros for 2020 in what was an uncommon year impacted by the pandemic and an unparalleled pressure on the global economy.

The contribution of our three main business centers to the net banking income is as follows:

(In thousands of euros)

ACTIVITIES	2021	2020	Variation
Commercial	45,400	50,616	-5,216
Cash	4,413	703	+3,710
Management centre	4,333	4,421	-88
TOTAL	**54,146**	**55,740**	**-1,594**

COMMERCIAL

Revenues generated by the business of the documentary credits, our core business, fell slightly compared to the previous financial year, by 5.8%, from 30,336 thousand euros to 28,563 thousand euros, despite the fact that the health context remains affected by the Covid-19 pandemic, uncertainties about the economic environment and a sensitive geopolitical situation.

The commissions received on the issuance of market guarantees decreased by 16.3%, in line with our strategy of reducing our exposure to this type of product. The interest margins related to the financing activities also fell by 14.8% despite an increase of the loan portfolio by 8.6% to reach an average of 948,148 thousand euros in 2021 compared to 873,009 thousand euros in 2020.

Customers' deposits fell in volume and margins in 2021, concurrently with a diversified development of our interbank resources.

Notwithstanding these constraints, the commercial revenues for 2021 only fell by 10.3% to reach 45,400 thousand euros compared to 50,618 thousand euros in 2020, a year marked by exceptional profits.

TREASURY

The activity of the treasury is almost exclusively dedicated to support the bank's commercial activities and does not carry out any trading on its own account.

Nearly a third of the securities portfolio is made up of HQLA funds eligible for the LCR (Liquidity Coverage Ratio) buffer and government securities. Towards the end of 2021, our LCR stood at 214% on annual average versus a regulatory constraint set at 100% minimum.

The LCR portfolio, as indicated above, presents a potential capital loss of 345 thousand euros.

The constraints of the LCR, the maintenance of a high HQLA and a low or even negative interest rate environment weigh on the treasury results.

The net banking income from the treasury activity increased in 2021 to reach 4,413 thousand euros compared to 703 thousand euros in 2020, an increase mainly driven by our transactional deposits associated with a larger margin.

MANAGEMENT CENTRE

The revenues of the management center decreased slightly compared to 2020 by 88 thousand euros, despite a dividend received from our Hong Kong subsidiary. This decrease is generated by the hedging of transactions for our own account, the renewal of which takes place in a context particularly low rate.

General expenses

Our general expenses increased by 3.3%, i.e. by 1,352 thousand euros and amounted to 41,656 thousand euros in 2021 compared to 40,178 thousand euros in 2020.

Excluding the effect of the exchange rate, the increase of 1,720 thousand euros is mainly due to:

- Increased personnel costs following the termination of subsidies received from the French and Singaporean authorities in 2020 to ease the adverse effects of the health crisis and the savings in social charges at Head Office generated by partial activity,
- Higher operating expenses following the resumption of projects postponed in 2020.

Detail of general expenses

	2021	2020	Variation
Personnel expenses	26,100	24,697	+ 1,403
Taxes	932	1,505	-572
Other operating expenses	14,624	13,976	+ 648
TOTAL	**41,656**	**40,178**	**+ 1,478**

Gross operating income

Notwithstanding a drop in GNP and an increase in general expenses, the gross operating income posted positive at 12,489 thousand euros. It reflects the continuity of a commercial dynamic initiated in 2018 in combination with a better portfolio rotation and generating additional revenues, strengthened by the implementation of a commercial and risk strategy in 2020.

Cost of risk

COLLECTIVE PROVISIONS

Since 2015, our collective provisions have been determined from an estimate of expected losses resulting from default probabilities linked to the rating of our counterparties.

In 2021, the increase in our commitments resulted in an increase in our collective provisions to reach 40,058 thousand euros compared to 36,133 thousand euros in 2020.

DOUBTFUL LOANS AND LITIGATION CLAIMS

In 2021, we noted a provision reversal for 377 thousand euros versus an allocation of 43,954 thousand euros in 2020 as a result of some fraudulent cases during that year.

As at the end of December 2021, bad debts amounts to 63,291 thousand euros versus 99,614 thousand euros at the end of 2020 and the impairments reached 54,204 thousand euros versus 87,608 thousand at the end of 2020, i.e. a coverage of 85.6% compared with 87.9% at the end of 2020.

The NPL ratio stands at 3.2% versus 5.6% at the end of 2020.

LITIGATION RISKS

A reversal of 835 thousand euros has been recorded.

Net income

The net income for the year amounts to 8,728 thousand euros, compared to a loss of 4,640 thousand euros in 2020.

This result is well above the approved budget of 318 thousand euros.

The operating profit posted reflects satisfactory activity in a very difficult context.

BALANCE SHEET

The total balance sheet is 2,092,728 thousand euros in 2021.

The breakdown of the balance sheet by activity is as follows:

(in thousands of euros)

ASSETS	2021	2020
Cash and securities	922,960	1,012,966
Commercial	1,124,821	747,336
Management centre	44,947	37,850
TOTAL	**2,092,728**	**1,798,153**

LIABILITIES	2021	2020
Cash	1,028,359	737,618
Commercial resources	643,097	676,726
Provisions and accruals	103,981	79,246
Shareholders' equity	308,562	313,302
Result	8,729	-4,640
TOTAL	**2,092,728**	**1,798,153**

Our commercial assets recorded an increase of 50.5% at the end of the 2021 financial year, while the treasury activity fell by 12.8%. In terms of average capital, commercial loans increased by 8.6%.

Commercial resources fell slightly by 5%, and interbank deposits increased by 39.4%.

Commercial resources remain an important source of financing. As at the end of December 2021, nearly 52% of these deposits come from guarantees received from our counterparties for confirmed documentary credits; they are therefore relatively stable, regardless of their contractual maturity.

OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS

Compared to the end of the previous year, our off-balance sheet commitments have increased:

(in thousands of euros)

	2021	2020
Documentary transactions	1,115,764	891,409
Guarantees	879,312	872,157
Other commitments	43,080	121,848

RISKS

Liquidity

Liquidity is monitored by the Treasury Department at Head Office, which provides nearly all of the financing requirements of the Group's various entities.

In 2021, the regulatory liquidity ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) remained at a high level, 214% as a monthly average.

The NSFR (Net Stable Funding Ratio), a transformation ratio comparing financing needs to stable resources over a one-year horizon, stands at 134% on average in 2021.

Interest rates

Fixed-rate transactions with maturity beyond one year remain marginal. They are systematically hedged when they reach a significant amount. As at December 31, 2020, the significant positions over a one-year horizon are those generated by the shareholders' equity of Head Office and the branches:

- In EUR, the position totals approximately 40 million euros at the end of 2021 versus 62,4 million euros at the end of 2020,
- In USD, the position totals approximately 9,3 million equivalent euros at the end of 2021 versus 2,8 million equivalent euros at the end of 2020.

These positions are the subject of automatic hedging based on a model validated by the ALM committee and the Board of Directors.

Credit

The international solvency ratio is calculated according to the standard method. It stands at 12.98% as at December 31, 2021.

(in thousands of euros)

GROSS OUTSTANDINGS	2021	%	2020	%
Balance sheet	2,132,637	50.9%	1,875,397	49.6%
Off-balance sheet	2,042,392	48.7%	1,885,414	49.8%
Financial instruments	18,481	0.4%	21,325	0.6%
TOTAL	**4,193,510**		**3,782,136**	

(in thousands of euros)

BASEL III EXPOSURE CATEGORIES	Gross amount of exposure 2021	Gross amount of exposure 2020
Sovereign	653,477	669,276
Institutions	1,536,344	1,126,490
Short term (Institutions)	800,398	682,263
Corporates	1,071,490	1,163,356
CIU	59,682	34,789
Retail customers	12	24
Shares	380	445
Other assets	4,234	9,019
Doubtful	67,490	100,957
TOTAL	**4,193,510**	**3,782,136**

Operational

Operational risks are defined as the risk of loss resulting from a failure of processes, service providers and information systems or from external events.

Operational risk management is primarily the responsibility of the managers of the operational units and controlled secondly by the Permanent Control Department via the preparation and updating of thematic risk mapping prepared cross-functionally.

Regulatory

Changes in regulations applicable to the UBAF group are monitored by the Compliance Committee.

Significant events subsequent to the closing of accounts

No significant event that could have an impact on the financial statements occurred between the closing date of the financial year and the date of preparation of this report. The Russia-Ukraine war had no impact on the UBAF accounts, its exposure being null in these two countries.

Outlook

The global economy and its key driver, international trade, remained adversely affected in 2021 by the disruptions caused by the COVID-19 pandemic and the stressed geopolitical situation. UBAF, by focusing on so-called essential activities (energy, agro-food, healthcare equipment and industry, etc.), was able to adapt to this situation and prove its resilience to a major economic crisis.

The commercial and risk strategy, developed in 2020 and implemented in 2021, and strengthened by the implementation of an operational efficiency project, should allow UBAF to better meet its client's expectations and have a commercial approach and policy that generates more added value, while taking into account the geopolitical and economic risks.

ADDITIONAL INFORMATION

Payments made under Article 243 bis of the French General Tax Code

(in thousands of euros)

	2018	2019	2020	2021
Dividends	0	0	0	0
Other net revenues [1]	255	237	271	271

[1]not eligible for the 40% allowance

Powers delegated by the General Meeting to the Board of Directors under Art. L.225-100 paragraph 7 of the French Commercial Code

No delegation was granted.

Research and development activities

Pursuant to Article L.232-1-II of the French Commercial Code, we inform you that the company did not carry out any research and development during the past year.

List of existing branches

In accordance with Article L. 232-1 II of the French Commercial Code, the branches of the UBAF group are located in Japan, South Korea and Singapore.

Information on payment terms for suppliers and customers (French Commercial Code articles L. 441-6-1 and D. 441)

Invoices are always paid within the payment term set as the 30th day following receipt of goods or performance of the service. The Bank does not apply any payment terms to its suppliers. This information does not include banking transactions and connected operations.

Invoices (excl. tax) received and issued but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired (table provided in I of Article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1°: Invoices received but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired						Article D.441 I.- 2°: Invoices issued but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired					
	0 days (indicative)	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and over	Total (1 day and over)	0 days (indicative)	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and over	Total (1 day and over)
(A) LATE PAYMENT TRANCHES												
Number of invoices concerned	0					0	0					0
Total amount of invoices concerned												
Percentage of total amount of purchases for the fiscal year												
Percentage of revenue for the fiscal year												
(B) INVOICES EXCLUDED FROM (A) RELATING TO DISPUTED OR NON-RECOGNISED PAYABLES AND RECEIVABLES												
Number of excluded invoices												
Total amount of excluded invoices												

(C) REFERENCE PAYMENT TERMS USED (CONTRACTUAL OR LEGAL PERIOD - ARTICLE L. 441-6 OR ARTICLE L. 443-1 OF THE FRENCH COMMERCIAL CODE)		
Reference payment terms used for the calculation of late payments	Invoices were paid within the payment term set as the 30th day following receipt of goods or performance of the service	

Financial table for the last five fiscal years – Corporate

	2017	2018	2019	2020	2021
1. CAPITAL AT YEAR END					
Share capital (in €k)	250,727	250,727	250,727	250,727	250,727
Number of shares issued	1,638,740	1,638,740	1,638,740	1,638,740	1,638,740
Number of convertible bonds	0	0	0	0	0
Number of warrant bonds	0	0	0	0	0
2. OPERATIONS AND RESULTS FOR THE YEAR (IN €K)					
Net banking income	51,594	42,287	51,717	55,740	54,146
Profit before tax, amortisation/depreciation and provisions	11,066	8,399	9,446	16,546	13,571
Corporate income tax	209	-810	-558	256	1,625
Profit after tax, amortisation/depreciation and provisions	3,057	5,917	-12,768	-4,640	8,728
Amount of distributed profits	0	0	0	0	0
3. RESULT OF OPERATIONS REDUCED TO A SINGLE SHARE					
Net earnings per share (in €)	1,87	3,61	NS	NS	5,33
Dividend paid on each share (in €)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. PERSONNEL					
Number of employees	283	283	290	282	276
Payroll	18,351	17,394	19,094	17,698	18,491
Amount paid for welfare benefits (social security, other staff benefits, etc.) (in €k)	6,512	6,245	6,780	6,423	6,531

1.2 Board of Directors' report on Corporate Governance

At the General Meeting of Shareholders of May 18, 2022
(Articles L. 225-37 and L. 225-37-4 of the French Commercial Code)

Dear Shareholders,

In addition to the management report prepared by the Board of Directors, we hereby give an account, in this report, of (I) the organization of Corporate Governance, (II) the powers delegated for the purposes of capital increases, (III) related-party agreements, and (IV) conditions for shareholders' participation in general meetings put in place by Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF.

I. ORGANIZATION OF CORPORATE GOVERNANCE

The principles of governance at UBAF result inter alia from the articles of the French Monetary and Financial Code, the French Commercial Code and the Articles of Association.

The functions of the non-executive Chairman of the Board of Directors and the Chief Executive Officer are separate.

The Chief Executive Officer's term of office is determined by the Board of Directors. The Chief Executive Officer is invested with full authority and powers to act in any circumstance on behalf of the Company. However, he cannot exercise his powers beyond the limits of the company's object and/or the powers that the law expressly attributes to shareholders and the Directors.

In terms of credit risk, these powers are set out in the Directors' internal regulations as adopted in its meeting of September 16, 2015.

1. Presentation of the board of directors

The composition of the Board of Directors, the organization of its work, mutual independence and the level of competence of its members contribute effectively to the quality of the company's corporate governance.

1.1 COMPOSITION OF THE BOARD OF DIRECTORS

Following the decision of the General Meeting of Shareholders on April 29, 2010 and pursuant to the Articles of Association, the Board of Directors comprises 12 directors, whose term of office is four years.

The high degree of technical and behavioural skills, academic and professional qualifications and proven experience of the Board members who are central bankers or executive officers of systemically important or significantly sized financial institutions are likely to ensure their independence and comply with the fit and proper requirements for the supervisory body including the balance of its composition the competences and the ethics of its members.

List of directors as at December 31, 2021:

Directors' names	Title
Tarek AMER	Chairman
Jean-Yves HOCHER	Vice-Chairman
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Director (represented by Mr. James WEBB)
UBAC Nederland B.V.	Director (represented by Mr. Abdellatif JOUAHRI, Governor of the Central Bank of Morocco
Banque Extérieure d'Algérie	Director (represented by Mr. Lazhar LATRECHE)
Libyan Foreign Bank	Director (represented by Mr. Rabie ABUSHAWASHI)
Banque Centrale Populaire	Director (represented by Mr. Mohamed Karim MOUNIR)
Arab African International Bank	Director (represented by Ms. Amany Samir ABDELFATTAH HASSAN)
Central Bank of Egypt	Director (represented by Ms. May ABULNAGA)
Céline ARNAL	Director (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Patricia BOGARD	Director (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Neila TAZI	Director - Moroccan Senator

In addition, the meetings of the Board of Directors are attended by the censors, two employees, members of the Social and Economic Committee (SEC), the Chief Executive Officer and the Deputy Chief Executive Officer, the Heads of operations, finance, internal audit, credit risk management, compliance risk and legal risk (ensuring the secretariat of the Board) as well as the statutory auditors.

1.2 MOVEMENTS WITHIN THE BOARD

Full name	Function	Date of nomination	End of mandate	Observations
Tarek AMER	*Director and Chairman of the Board*	28/05/2021	General Meeting of 2025	Appointment by cooptation by the Board of Directors on May 28, 2021 to replace Mr. Farouk EL OKDAH, Director and outgoing Chairman (resignation.)
May ABULNAGA	*Permanent Representative of the Central Bank of Egypt*	17/06/2021	N/A	Appointment on June 17, 2021 to replace Ms. Lobna HILAL.

1.3 INDEPENDENCE - ABSENCE OF CONFLICT OF INTEREST

There exists no conflict of interest between Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF and the Board members, both in their professional and private interests.

UBAF's Conflict of Interest Risk Prevention and Management Policy (Governance Text 2.1.6 Conflict of Interest Management) incorporates appropriate measures and rules to prevent or manage any potential conflicts of interest, including in the exercise of the functions of the directors, intended to preserve the integrity of the decisions or opinions of the Board in all circumstances.

The directors maintain their independence of analysis, judgment, decision-making and action at all times. They undertake not to seek or accept any advantage likely to compromise their independence.

The directors of UBAF ensure that they comply at all times, exclusively in the best interests of the Bank. They shall fulfill the criteria and conditions required by both the AFEP-MEDEF Code and the Joint ESMA/EBA Guidelines (EBA/GL/2017/12) of March 21, 2018 concerning the ability of the members of the management body, in particular:

- proven skills to assess risks, strategies and various situations, including the adequacy of resources and human and technical/technological resources based on their solid experience;
- capacity to anticipate and identify all categories of risk and the main strategic issues; and total integrity combined with strong involvement in the efficiency and effectiveness of the governance.

1.4 INTEGRITY – RESPECTABILITY – ETHICS

None of the directors of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF has been convicted for fraudulent offence in the past ten years.

No director has been involved in any bankruptcy, receivership or liquidation of any company in the last five years, nor has he or she been incriminated or sanctioned by any administrative or judicial authority.

No director of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF has been prevented by any court from exercising the functions of member of any administrative, supervisory or executive management body, or even intervening in the executive management and conduct of the affairs of a company in the last ten years.

Lastly, each director is committed to refrain from any act likely to harm, directly or indirectly, the interests of the company or to harm its image or reputation.

1.5 COMPLEMENTARITY AND EXPERIENCE

The members of the Board prove adequate suitability for overseeing the management of a financial institution and satisfying the necessary requirements in terms of academic and professional qualifications, experiences and core technical and behavioural skills including:

- solid understanding and proven experience in monitoring and managing financial institutions by reason of their status of governor or former governor of a central bank, chief executive officer or senior manager of major banks;
- respect for the core principles governing the functions of directors and executive officers of financial institutions: integrity, probity and good repute as well as independence of mind;
- significant technical and professional experience in supervisory or management functions over a sufficiently long period;
- ability to devote sufficient time to the work of the Board and its special Committees.

The Board therefore constitutes a supervisory body with the necessary tools to efficiently and effectively offer critical analysis of decisions and effectively oversee the execution of the executive function's mandate.

1.6 AVAILABILITY

Directors devote the necessary time to the exercise of their functions within the Bank, which is demonstrated by an attendance rate at Board meetings close to 100%.

1.7 FULL LIST OF MANDATES AND FUNCTIONS

In accordance with the provisions of article L. 225-37-4 of the French Commercial Code, the mandates and other functions of the directors of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF are indicated below:

1) General Management:

AUTHORIZED REPRESENTATIVE	NAME OF COMPANY	NATURE OF THE MANDAT
Jean-Claude GELHAAR	UBAF – France	Chief Executive Officer
Khaled DESSOUKI	UBAF – France	Deputy Chief Executive Officer

2) Members of the Board:

Mr. Tarek AMER

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Chairman of the Board Chairman of the Executive Committee Chairman of the Compensation Committee
INTERNATIONAL MONETARY FUND (IMF)	Governor for Egypt
ARAB MONETARY FUND	Governor for Egypt
AFRICAN DEVELOPMENT BANK	Governor for Egypt
ARAB ORGANIZATION FOR INDUSTRIALIZATION	Board Member
THE BOARD OF DIRECTORS OF UBAC CURAÇAO	Permanent Representative of the Central Bank of Egypt

Mr. Jean-Yves HOCHER

COMPANY NAME	FUNCTIONS
CA INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT GROUP S.A.	Chairman, Director
CA INDOSUEZ WEALTH SWITZERLAND S.A.	Chairman, Director
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Deputy Chairman of the Board, Director

Mr. James WEBB

COMPANY NAME	FUNCTIONS
CRÉDIT AGRICOLE CIB	Risk Manager of Financial Institutions, Sovereigns and Countries
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Director Executive Committee member

Mr. Abdellatif JOUAHRI

COMPANY NAME	FUNCTIONS
BANK AL-MAGHRIB	Governor
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION - MOROCCO	Chairman of the Supervisory Committee
HASSAN II FUNDS FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT – MOROCCO	Board Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Director
UBAC - CURACAO NV	Chairman of the Board
AL-AKHAWAYNE UNIVERSITY	Chancellor
ROYAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES	Member of the Steering Committee
ECONOMIC, SOCIAL AND ENVIRONMENTAL COUNCIL	Member
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY (CFCA)	Chairman of the Board
HIGHER COUNCIL OF EDUCATION, TRAINING AND SCIENTIFIC RESEARCH	Board Member
MOHAMMED V FOUNDATION FOR SOLIDARITY	Board Member
MOROCCAN COMPANY FOR THE MANAGEMENT OF BANK DEPOSIT GUARANTEE FUNDS	Chairman of the Board
MOROCCAN FOUNDATION FOR FINANCIAL EDUCATION	Chairman of the Board
MOROCCAN OBSERVATORY OF VERY SMALL, SMALL AND MEDIUM-SIZED BUSINESSES	Chairman of the Board

Ms. May ABULNAGA

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member
CENTRAL BANK OF EGYPT	Board Secretary
ARAB INTERNATIONAL BANK	Non-executive Board Member Member of the Governance & Nomination Committee
FINANCIAL REGULATORY AUTHORITY	Member of the Board of Trustees of the Supervisory Unit on Micro Finance Member of the Regional Center for Sustainable Finance
ARAB COMMITTEE ON BANKING SUPERVISION	Representative of the Central Bank of Egypt

Mr. Rabie ABUSHAWASHI

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member Member of the Executive Committee Member of the Audit and Risk Committee Member of the Remuneration Committee
UBAC CURAÇAO N.V.	Board Member

Mr. Mohamed Karim MOUNIR

BCP GROUP MANDATES	TITLE
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Chief Executive Officer
ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	Director and Chairman of the Remuneration Committee
ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	Director and Chairman of the CNR
ATTAWFIQ MICRO-FINANCE	Chairman of the Board and the CNR
BANK AL YOUSR	Chairman of the Board and the CNR
CHAABI BANK OFMOROCCO	Chairman of the Board and the CNR
MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	Chairman of the Board
MAROC LEASING	Chairman of the Board and the CNR
BCP BANK MAURITIUS	Director
BCP INTERNATIONAL	Chairman of the Board
BP REAL ESTATE MANAGEMENT	Chairman of the Board
BP SHORE GROUP	Chairman of the Board
PAYMENT CENTER FOR AFRICA	Chairman of the Board
UPLINE GROUP	Chief Executive Officer
VIVALIS SALAF	Chairman of the Board and the CNR
CHAABI CAPITAL INVESTMENT	Chairman of the Board
BCP TECHNOLOGIES	Chief Executive Officer
INFRA MAROC CAPITAL	Director
RABAT INTERNATIONAL UNIVERSITY	Member of the Supervisory Board and Strategic Committee
OFFICE SHERIFIEN DES PHOSPHATES	Director and member of the Audit Committee
MANDA RE	Director
MUTUELLE ATTAMINE CHAABI	Chairman of the Supervisory Board
EDITO VENTURES (ex.UPLINE VENTURES)	Director
BCP MIDDLE EAST	Chairman of the Board

MANDATS OUTSIDE THE BCP GROUP	TITLE
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE	Director
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	Director
CENTRE DES TRES PETITES ENTREPRISES SOLIDAIRES	Director
CENTRE MOHAMED VI DE SOUTIEN ALA MF SOLIDAIRE	Chairman of the Board
FONDS MOROCAIN DE PLACEMENT	Director
GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES BANQUES DU MAROC	Director
MCMA	Member of the Supervisory Board
INVOLYS	Director
AL AKHAWAYN UNIVERSITY	Director
INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	Director
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	Director
ATLAMED	Director

Mr. Lazhar LATRECHE

COMPANY NAME	FUNCTIONS
BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE	Chief Executive Officer
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member
UBAC CURACAO N.V.	Board Member
BANQUE BIA - FRANCE	Chairman of the Board
BACB - LONDRES	Board Member
AL MASRAF – ABU DHABI	Board Member
BANQUE DU MAGHREB ARABE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE	Chairman of the Board

Ms. Neila TAZI

COMPANY NAME	FUNCTIONS
A3 COMMUNICATION	Chief Executive Officer
PARLEMENT DU ROYAUME DU MAROC	Senator
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC	Director
FÉDÉRATION DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES	President
UBAF	Board Member

Ms. Céline ARNAL

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Board Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Executive Committee Member
CRÉDIT AGRICOLE CIB AO (RUSSIA)	Board Member
CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES (USA) INC.	Board Member
CRÉDIT AGRICOLE GLOBALPARTNERS INC.	Board Member

Ms. Patricia BOGARD

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Board Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Chairperson of the Audit and Risk Committee

Ms. Amany Samir ABDELFATTAH HASSAN

COMPANY NAME	FUNCTIONS
ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK	Vice-Chairperson and Delegated Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member
UBAC CURAÇAO N.V.	Board Member

2. Role and organization of the board of directors

The Board is regularly informed of developments in the bank's activity, interest rate, markets and compliance risks, as well as major credit risks. It also assesses the year-end financial statements before their submission to the general meeting for approval.

More generally, there are no barriers to the implementation of the directors' right to communication. Their access to sincere and sufficiently accurate information on the activities of the Bank, the formalism relating to the notification of shareholders and the practical means of exercising their powers as a deliberating, collegial corporate body (within the meaning of banking regulations) are all guarantees of the effective performance of the powers of the Board's and of the mechanisms that ensure a balance of power and rigorous oversight of the company's management.

In 2021 the Board met on four occasions. The agenda for the sessions is signed-off by the Chairman in conjunction with the Chief Executive Officer, taking into account, on one hand, the subjects to be examined by the Board in virtue of the law and applicable regulations, including instructions or recommendations by the supervisory authorities and, on the other hand, subjects ensuring that the directors are aware of the Bank's activity and strategic choices with regard to results, risks and activities of oversight functions.

The Directors are informed of the agenda, on average, eight to ten days in advance of the Board meeting.

The items are presented by the Chairman, the Chief Executive Officer and the Deputy Chief Executive Officer or the manager in charge (Risk Officer, Audit Officer, Operations Officer, Legal Officer, etc.). Views are then shared, after which the Board decides as necessary.

Draft minutes are drawn up by the secretary of the Board who submits it to the Chairman and the Chief Executive Officer as well as all the relevant parties. These draft minutes are submitted to the Board for approval at the start of each subsequent Board meeting.

During 2021, the Board examined the following main issues:

- overhaul of general management credit delegations in line with the commercial and risk strategy adopted in December 2020;
- nomination of a new Chairman and approval of a new permanent representative of the Central Bank of Egypt;
- validation of the annual budget, monitoring of quarterly and annual financial results and closing of the annual accounts statements;
- monitoring the implementation of the business and risks strategy for a clearer focus and management of the Bank's activities and its results, whether financial or qualitative, including addressing the social and environmental responsibility issues;
- monitoring of credit, operational, compliance and legal risks;
- approval of country limits;
- validation of internal control reports and monitoring of the internal control system;
- monitoring continuous reinforcement of the AML/CFT measures and compliance with international sanctions;
- approval of the agenda and draft resolutions for the General Meeting as well as the various mandatory reports of the Board or the Chairman to the shareholders or otherwise; and
- any issues of major interest for the Bank.

Accordingly, and throughout the year, the Board was informed on several occasions of the Bank's financial condition and updated on the key risk areas.

The Statutory Auditors attend the Board meetings where the annual accounts are approved by the Board of Directors, thus enabling the directors to gather their observations and ask pertinent questions.

The Board, in accordance with the principle of collegial decision-making and the involvement of all directors, has specialized committees to meet the legal and regulatory requirements for in-depth monitoring of certain key areas. These committees report key issues to the Board for information or decision. The details of their missions are described below.

THE AUDIT AND RISK COMMITTEE

In accordance with the decree of November 3, 2014 on the internal controls of companies in the banking sector, payment and investment services subject to the control of the French Prudential Supervision and Resolution Authority *(Autorité de contrôle prudential et de resolution - ACPR)* and in accordance with article L.823-19 of the French Commercial Code, an audit and risks committee was set up. It is composed of two directors representing the class A shareholders and one director who acts as Chairman and represents the class B shareholders.

The Audit and Risk Committee may be attended by a person from outside of the company and by its direct or indirect shareholders, chosen for their competence. They meet as often as necessary and at least once every six months, either convened by its Chairman or upon the request of the Chairman of the Board.

Under the authority of the Board, the Chairman's task is to:

- follow-up on questions relative to the preparation and examination of the annual financial statements, the effectiveness of the internal control and risk-management systems with regard to financial and accounting information, the work of the statutory auditors on these questions and the guarantees of their total independence;
- ensure the consistency of the company's overall strategy and its risk appetite framework for both current and future risks; and

- examine the risk management procedures and systems as well as the internal control system, and assess the quality of the system, particularly regarding the consistency of measuring, monitoring and managing risk and to propose, if necessary, additional or corrective measures.

The Audit and Risk Committee only meets validly if at least two-thirds of its members (including the Chairman) are present. Decisions are taken by a simple majority and, in the event of a tied vote, the Chairman's vote is preponderant.

The Audit Committee, which met 4 times in 2021, paid particular attention to:

- IT security risks: no incident over the year. The annual exercise of the business continuity plan proceeded without any critical alert;
- results: activity remained at a good level with a net result of 8.7 million euros. No discrepancy was noted on the regulatory ratios, in particular solvency or equity ratios, LCR and NSR;
- internal control issues, including the 2022 audit plan in conjunction with a strategic plan for disposing of the stock of audit recommendations and actively working towards a dynamic implementation of new recommendations:
  - the identification of recommendations to be addressed as a priority, whether new or overdue;
  - the distinction, where appropriate, of thematic duplications, overlapping actions and possible pooling;
  - the definition of an ambitious timetable for implementing the recommendations according to their level of priority, their degree of complexity and the actions necessary for their implementation; and
  - the construction of a dynamic roadmap of the actions to be carried out for the closure of the recommendations.
- compliance risks with a continuously improving risk management system;
- credit risks: from the risk appetite framework (RAF) without any significant discrepancy or major credit incident, but with specific monitoring of certain very fragile situations:
  - Sri Lanka: a drastic reduction of exposures to a level significantly below the country's limit, concentrated on essential flows between historical players (energy and food products);
  - Guinea: short or even very short-term exposures on well-identified and essential flows (energy and food products);
  - Ethiopia: very moderate exposure concentrated on a single leading bank;
  - Burkina Faso: short or even very short-term exposure on well-identified and essential flows with very conservative management of the country limit (energy and food products);
  - Iraq: exposures concentrated on government and semi-government flows (food products);
  - Turkey: very cautious management with country limits.
- human resource management issues with an action plan to attract talent, train, motivate and retain new recruits over the long term.

At the Chairman's request, the Committee conducted discussions on the separation of the Audit and Risk Committee into two separate committees. These reflections concluded that the status quo should be maintained.

THE EXECUTIVE COMMITTEE

The Executive Committee is composed of two directors representing the class B shareholders and three directors, one designated as Chairman, representing the class A shareholders. The Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer attend the executive committee in an advisory capacity.

The Executive Committee meets as often as is needed, upon the request of the Chief Executive Officer or Deputy Chief Executive Officer, or as convened by its Chair, and at least quarterly.

Its tasks are inter alia to:

- pre-authorize the Chief Executive Officer's decisions concerning any credit transaction exceeding the thresholds set in the Board's internal regulations;
- lay down, at the request of the Board, the terms and conditions of the use of the country credit risks limits; and
- review any subject or item submitted to it by the Chair of the Board and to issue a documented opinion thereon.

The decisions of the Executive Committee are made by a majority of its members present or represented, the majority being necessarily composed of at least one representative of a class B shareholder. The presence of three members out of five is necessary for any valid decision.

For the year 2021, the Executive Committee:

- proposed to the Board a major revision of the credit delegations to general management, focusing on:
  - a coherent approach with the business and risk strategy which places the activity with the banks and constitutes the core business of UBAF;
  - limits on insurers similar to those on banks, because the two populations are closely linked;
  - structural criteria for strengthening operational processes.
- examined the credit limits of 150 counterparties with a risk assessment adjusted for the persistence of certain macro and microeconomic weaknesses, to sectoral and geographical risks;
- prepared for the Board's annual review of country limits with the lifting of some restrictions decided in 2020 in response to the unprecedented challenges posed by the Covid-19 pandemic.

The Executive Committee also initiated a strategic review, at the request of the Chairman of the Board who also chairs the said Committee, of the necessary changes to be made to the roles and responsibilities of the Committee in accordance with legal and regulatory requirements as well as best practices in matters of governance.

THE REMUNERATION COMMITTEE

The Remuneration Committee is composed of a director representing the class B shareholders and two directors, one designated as Chairman, representing the shareholders of class A shareholders.

The committee meets as and when needed or upon the request of the Chairman of the Board or the Chief Executive Officer. Its main task is to make recommendations to the Board concerning:

- ordinary and exceptional remunerations, prescribed under article 24 of the articles of association "Director Remuneration" paid to members of the Board, to its Chairman and its Vice-Chairman;
- remuneration, benefits in kind and pecuniary rights awarded to the Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer; and
- the overall allocated remuneration, fixed and variable, of all employees.

The Committee met in 2021 to assess the adequacy of, and make informed judgement on, the levels of remuneration to achieve a reasonable structural balance between the costs and the results while promoting individual and collective performance in accordance with applicable regulations.

3. Remuneration of the executive officers and directors

Concerning the remuneration of executive officers and directors, UBAF applies the legal and regulatory provisions as well as market recommendations.

Board attendance fees are set each year by the General Shareholders' Meeting. They are distributed according to the rules adopted by the Board during its March 17, 2011 meeting.

The remuneration of the Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer are set by the Board based on propositions of the Remuneration Committee. These include a fixed and a variable part depending on the criteria proposed by the Remuneration Committee, in accordance with the regulatory provisions relative to credit institutions. Compensation is subject to an advisory opinion of the General Meeting.

The application of these framework and ceiling rules, as well as the advisory opinion of the General Meeting are likely to give the necessary assurance to shareholders as to their moderation, over time and in absolute value.

4. Limitation on the powers of the chief executive officer

In accordance with the provisions of article 23 of the Articles of Association and the first article of the Internal Regulations of the Board, the following transactions are subject to the prior consent of the Board:

- any disposal of immovable assets for an amount exceeding EUR 500,000;
- total or partial sale of any equity interest for an amount exceeding EUR 500,000 and the creation of a collateral or guarantee to cover the Company's commitments (excluding stock market operations), provide that these guarantees relate to the assets of the Company for an amount exceeding EUR 500,000;
- acquisition of equity interests in companies or entities with unlimited or joint and several liability for the partners or members of these companies or entities;
- acquisition of a participation in any existing company or to be created, insofar as it exceeds an amount of EUR 500,000;
- acquisition of any building, insofar as it exceeds an amount of EUR 500,000;
- acquisition, disposal, exchange or contribution of goodwill or elements of goodwill likely to result in an investment or disinvestment greater than EUR 500,000; and
- make in any litigation any agreement or out-of-court settlement and accept any compromise, when it will result in any loss of a principal amount exceeding EUR 1,000,000.

The Chief Executive Officer shall consult with the Board and seeks its guidance for any significant or strategic transaction or likely to adversely affect and modify the financial structure of the Company or its scope of activity.

II. THIRD-PARTY RELATED AGREEMENTS

1. Agreements subject to the approval of the General Meeting

Due to an inadvertent omission, the agreements below have not been subject to prior authorization by the Board of Directors provided for in article L.225-38 of the French Commercial Code, nor to subsequent approval by the General Assembly. They will therefore be subject to the approval of the General Meeting of May 18, 2022 in accordance with the provisions of the aforementioned article.

1. AGREEMENT AUTHORIZED BY THE BOARD OF DIRECTORS ON DECEMBER 20, 2021

- Swift banking messaging services agreement with Crédit Agricole Payment Services, signed on December 21, 2021.
  Total Fee: EUR 35,523.44

2. AGREEMENTS APPROVED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS OF MAY 28, 2021

- Representation agreement for participation in the TARGET2-Banque de France and ABE/EURO1 settlement systems with Crédit Agricole S.A on July 15, 2008.
  Total Fee: EUR 9,540
- Framework agreement for production, operation and maintenance of IT systems with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, signed on July 1, 2019.
  Total Fee: EUR 1,067,661
- Framework agreement for IT systems production, operation and maintenance services with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP), signed on July 16, 2019.
  Total Fee: SGD 1,410,754

3. AGREEMENT APPROVED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS OF MAY 30, 2018

- Service agreement with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services relating to the filtering of financial messages from UBAF and provision of sanctions/monitoring list signed on June 30, 2017.
  Total Fee: EUR 4,771

III. DELEGATIONS GRANTED BY THE GENERAL MEETING

There are no delegations granted by the General meeting for the increase of share capital, by application of articles L. 225-129-1 and L. 225-129-2 of the French Commercial Code.

IV. TERMS AND CONDITIONS FOR THE PARTICIPATION IN ANY GENERAL MEETING

In accordance with the articles of association, below is a reminder of the conditions for shareholder participation in the General Meetings:

Article 29 – Composition and nature of the General Meetings

General Meetings are composed of all shareholders, regardless of the number of shares they own.

Regularly held, General Meetings represent all shareholders.

The deliberations of the meetings, taken in accordance with the laws and regulations in force, are binding on all shareholders.

Special meetings bring together shareholders of a specified class, if any, to rule on any modifications to the rights of shares in that class. These special meetings are convened and held under the conditions prescribed by the laws and regulations in force.

Article 30 – Shareholders' meeting

Meetings are convened in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

The meetings take place either at head office or any other location specified in the convocation letter.

The General Meeting is chaired by the Chairman of the Board of Directors and, in his absence, by a Vice-Chair of the Board of Directors, or a director appointed by the Chairman of the Board of Directors for this purpose. Failing this, the meeting elects its own Chairman.

The agenda is adopted by the author of the convocation letter. Only the propositions put forward by the convening party or the shareholders are included in the invitation.

Each member of the ordinary or extraordinary general meeting has a number of votes proportional to the fraction of share capital corresponding to the shares that they hold or represent, on the condition that these are not deprived of voting rights.

The Board of Directors may decide that, for the purpose of calculating the quorum and the majority of shareholders, shareholders participating in the meeting by video conference or by means of telecommunications that allow them to be identified, and whose nature and conditions of application conform to the regulatory provisions in force.

These rules are restated in full in the Articles of Association of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF. The next Annual General Meeting of Shareholders will take place on May 18, 2022. The draft resolutions are included in the documents sent to shareholders along with the General Meeting's agenda.

For the Board of Directors,
Tarek AMER
Chairman of the Board of Directors

2 STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

_ Financial year ended December 31, 2021

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
Simplified joint stock company (SAS)
with share capital of € 2,510,460
Registered under no. 672 006 483
R.C.S. Nanterre

Statutory Auditor
Member of the Versailles association of statutory auditors

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
Simplified joint stock company (SAS) with variable capital
Registered under no. 438 476 913
R.C.S. Nanterre

Statutory Auditor
Member of the Versailles association of statutory auditors

To the General Meeting
of Union de Banques Arabes et Françaises,

OPINION

In compliance with the assignment entrusted to us by your General Meeting, we have audited the accompanying financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises for the financial year ended 31 December 2021.

In our opinion, the annual financial statements give a true and fair view of the results of operations of the company for the year ended and of the financial position and its assets and liabilities as of 31 December 2021 in accordance with accounting rules and principles applicable in France.

The opinion expressed above is consistent with the content of our report to the Audit Committee.

BASIS OF OUR OPINION

Audit framework

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities pursuant to such standards are set out in the "Responsibilities of the Statutory Auditors related to auditing the annual financial statements" section of this report".

Independence

We conducted our audit assignment in compliance with independence requirements of the French Commercial Code (Code de commerce) and the French Code of Ethics for Statutory Auditors (Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes) over the period from 1 January 2021 to the issue date of our report and in particular we did not provide any prohibited services referred to in Article 5[1] paragraph 1 of Regulation (EU) no. 537/2014.

JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS – KEY AUDIT MATTERS

Due to the global crisis related to the COVID-19 pandemic, the financial statements of this period have been prepared and audited under specific conditions. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the health emergency have had numerous consequences for companies, particularly on their operations and financing, and have led to greater uncertainties as to their future prospects. Some of those measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on their internal organisation and the performance of audits.

It is in this complex and evolving context that, in accordance with the requirements of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to the risks of material misstatement that, in our professional judgement, were the most significant in our audit of the financial statements for the year, as well as how we addressed those risks.

These assessments were made as part of our audit of the financial statements taken as a whole, drawn up under the conditions set out above, and therefore contributed to the opinion we formed which is expressed above. We do not express an opinion on any items of the annual financial statements taken individually.

Credit risk and estimation of provisions and impairments on performing or defaulted loans

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
As part of its business, your company is exposed to credit risk on counterparties in connection with the countries in which these counterparties are located. In a difficult economic environment, there is a risk of a deterioration in the quality of the credit portfolio and an increase in commitments at risk or in default. Impairments on loans and receivables are recorded to cover such risks, either on an individual or a collective basis. Collective impairments are determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with counterparties' ratings. Individual impairments are recorded in the income statement when there is a proven risk of partial or total non-recovery of doubtful debts. Such risk and the resulting impairments are assessed by a Sensitive Risks Committee. The identification of receivables subject to impairment and the assessment of the level of impairment represent a significant area of estimation. Insofar as an error in judgement or calculation could have a significant impact on your company's results, we considered this matter to be a key audit matter. Amounts outstanding for which an individual impairment or a collective provision is recorded at 31 December 2021 are recorded under receivables from credit institutions and customer transactions. Impairments are recorded as a deduction from assets or as provisions for risks and charges, amounting to €54.2 million and €40.1 million, respectively. Charges/reversals are recorded under cost of risk. See notes 1, 2, 11 and 18 to the annual financial statements.	We have examined the procedures for identifying sensitive loans and receivables or those with a proven risk of default, as well as the mechanism for assessing and recording the corresponding provision. More specifically, we have: ► taken note of the process for identifying and monitoring outstanding payments and classifying them as doubtful; ► reviewed the minutes of governance decisions on provisioning processes; ► examined, on a test basis, the adequacy of the documentation of the files to the level of impairment on doubtful outstandings; ► examined the controls applied to the data used to calculate collective impairments (calculation basis and statistical parameters in particular); ► recalculated the collective provisions for a sample of loans; ► compared the amount of collective provision calculated to the amount recorded in the financial statements.

SPECIFIC VERIFICATIONS

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by French law.

Information given in the management report and in the other documents addressed to shareholders with respect to the financial position and the financial statements

We have no comments to make on the fairness of and consistency with the annual financial statements of the information given in the Board of Directors' management report and in the other documents sent to the shareholders on the financial situation and the annual financial statements, other than the point below.

The fairness of and consistency with the annual financial statements of the information regarding payment terms referred to in Article D.441-6 of the French Commercial Code call for the following comment: as stated in the management report, this information does not include banking transactions and connected operations as your company does not consider that they fall within the scope of information to be provided.

Corporate governance report

We attest that the Board of Directors' report on corporate governance contains the information required by Article L.225- 37-4 of the French Commercial Code.

OTHER VERIFICATIONS OR INFORMATION REQUIRED BY LAWS AND REGULATIONS

Appointment of the Statutory Auditors

We were appointed Statutory Auditors of Union de Banques Arabes et Françaises by your General Meetings of 30 May 2007 for PricewaterhouseCoopers Audit and of 30 May 2013 for Ernst & Young et Autres.

As of 31 December 2021, PricewaterhouseCoopers Audit was in its fifteenth consecutive year of its assignment and Ernst & Young et Autres in its ninth year.

RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the annual financial statements in accordance with French accounting rules and principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of annual financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the annual financial statements, management is responsible for assessing the company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the company or to cease its operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risk management systems and, where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The annual financial statements have been approved by the Board of Directors.

STATUTORY AUDITORS' RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

Audit objective and approach

Our role is to issue a report on the annual financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the annual financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code, our statutory audit does not include assurance on the viability of the company or the quality of management of the affairs of your company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- identifies and assesses the risks of material misstatement of the annual financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for its opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control;
- evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the annual financial statements;
- assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of its audit report. However, future events or conditions may cause the company to cease to continue as a going concern. If the Statutory Auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the annual financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein;
- evaluates the overall presentation of the annual financial statements and whether the annual financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit programme implemented, as well as significant audit findings. We also bring to its attention any significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the annual financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration referred to in Article 6 of Regulation (EU) no. 537/2014, confirming our independence pursuant to the rules applicable in France as defined in particular by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code and in the French Code of ethics for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, the related safeguards.

Neuilly-sur-Seine and Paris-La Défense, 3 May 2022

The Statutory Auditors

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

3 RESOLUTIONS

_ Submitted to the Ordinary General Meeting of May 18, 2022

1ST RESOLUTION APPROVAL OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Statement

The first resolution submits for the approval of the General Meeting the annual accounts of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF as of December 31, 2021.

FIRST ORDINARY RESOLUTION

(Approval of the annual accounts for the financial year 2021)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' reports, approves the aforementioned reports as well as the annual financial statements for the financial year ended December 31, 2021, as presented.

It approves the operations recorded in these accounts or summarized in these reports, as well as the management actions carried out by the Board during the past financial year, and discharges the members of the Board discharge from their duties for the aforementioned financial year.

2ND RESOLUTION ALLOCATION OF RESULT FOR THE YEAR ENDED ON DECEMBER 31, 2021

Statement

The second resolution submits for the approval of the General Meeting the allocation of the profit for the financial year 2021.

The result for the financial year amounting to 8,728,479.47 euros, there is no distributable profit. Actually, the balance of the loss carryforward is - 17,408,467.85 euros following the losses of 12,768,046.78 in 2019 and 4,640,421.07 euros in 2020. Therefore, no distribution can be made out of the profit for the financial year 2021 in accordance with the provisions of Article L.232-11 of the Commercial Code. This profit shall be exclusively allocated to the reduction of the loss carried forward.

This second resolution proposes not to distribute any dividend, because of the absence of any distributable profit.

SECOND RESOLUTION

(Allocation of the result of 2021)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' reports, and after noting that the distributable profit for the financial year 2021 amounts to 8,728,479.47 euros, decides, on the proposal of the Board of Directors, to allocate this profit to the reduction of the loss carried forward of - 17,408,467.85 euros which now becomes 8,679,988.38 euros.

The General Meeting decides to distribute no dividend to shareholders.

In accordance with article 243 bis of the General Tax Code, the General Meeting also recognizes that for the last three financial years, the following dividends have been distributed:

Years	Dividend	Number of shares
2018	€1,70	1,638,740
2019	€0	1,638,740
2020	€0	1,638,740

3RD TO 7TH RESOLUTIONS RELATED-PARTY AGREEMENTS

Statement

The purpose of the 3rd to 7th resolutions is to approve related-party agreements entered into with the companies *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP), Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services,* duly authorized by the Board of Directors and/or the General Meeting during the financial year 2021 or previous financial years, and whose execution was continued during the financial year 2021 and which were the subject of a special report by the statutory auditors.

THIRD RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' reports on the agreements referred to in Articles L. 225-38 and L. 225-40 to L. 225-42 of the French Commercial Code, approves the continued performance of the agreement relating to production, operation and maintenance of IT and telecommunications systems concluded with *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank* on July 1, 2019, as presented in the statutory auditors' special report.

FOURTH RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP))

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' reports on the agreements referred to in Articles L. 225-38 and L. 225-40 to L. 225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement entered into on July 16, 2019 with *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Agency, Information Systems Asia Pacific (ISAP)*, relating to the provision of production, operation and maintenance services for computer and telecommunications systems, as presented in the statutory auditors' special report.

FIFTH RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole Payment Services)

The Ordinary General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' special report on the agreements referred to in Articles L. 225-38 and L. 225-40 to L. 225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement entered into on December, 21 2021 with the company *Crédit Agricole Payment Services*, relating to Swift banking messaging services, as presented in the statutory auditors' special report.

SIXTH RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole S.A.)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' special report on the agreements referred to in Articles L. 225-38 and L. 225-40 to L. 225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement entered into on July 15, 2008 with the company *Crédit Agricole SA*, relating to various representation services for participation in the TARGET2-Banque de France and EBA/EURO1 payment systems, as presented in the statutory auditor's special report.

SEVENTH RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report, the Board of Directors' report on corporate governance and the statutory auditors' report on the agreements referred to in Articles L. 225-38 and L. 225-40 to L. 225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement entered into on June 30, 2017 with the companies *Crédit Agricole SA* and *Crédit Agricole Payment Services*, relating to the provision of financial message filtering services and the provision of sanctions/monitoring lists, as presented in the statutory auditors' special report.

8TH TO 10TH RESOLUTIONS GOVERNANCE – COMPOSITION OF THE BOARD OF DIRECTORS – DIRECTORSHIPS

Statement

The Board of Directors proposes to the General Meeting three [3] resolutions relating to its composition.

The purpose of the 8th resolution is to ratify the appointment of Mr. Tarek AMER, co-opted by the Board of Directors at its May 28, 2021 meeting to replace Mr. Farouk EL OKDAH, class A director, who has resigned from the Board of Directors.

The 9th and 10th resolutions propose to the General Meeting to renew the mandate of two class A directors which expires at the close of the General Meeting:

- UBAC Nederland B.V.; and
- Ms. Neila TAZI.

EIGHTH RESOLUTION

(Ratification of the appointment by co-optation of Mr. Tarek AMER, class A director)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after having reviewed the Board of Directors' management report and the corporate governance report, ratifies the appointment of Mr. Tarek Amer as class A director, co-opted at the Board of Directors meeting on May 28, 2021, to replace Mr. Farouk EL OKDAH, resigning class A director, for the remaining period of his term of office, i.e. until the end of the general meeting of 2024 called to approve the financial statements for the year ended on December 31, 2023.

NINTH RESOLUTION

(Renewal of the mandate of UBAC Nederland B.V., class A director)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary general meetings, after having read the Board of Directors' management report and the corporate governance report, notes that the term of office as class A director of UBAC Nederland B.V. expires today and resolves to renew, pursuant to Article 19 of the articles of association, the said term of office for a period of four years which will end at the close of the General Meeting to be held in 2026 to approve the financial statements for the year ended December 31, 2025.

TENTH RESOLUTION

(Renewal of the mandate of Ms. Neila TAZI, class A director)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after having read the Board of Directors' management report and the corporate governance report, notes that Ms. Neila Tazi's term of office as class A director expires today and resolves to renew, pursuant to Article 19 of the articles of association, the said term of office for a period of four years which will end at the close of the General Meeting to be held in 2026 to approve the financial statements for the year ended December 31, 2025.

11TH RESOLUTION OPINION ON THE GLOBAL REMUNERATIONS PACKAGE OF THE PAST FINANCIAL YEAR OF THE CATEGORIES OF THE EMPLOYEES WHOSE PROFESSIONAL ACTIVITIES HAVE A SIGNIFICANT IMPACT ON THE RISK PROFILE OF THE COMPANY OR GROUP, AS REFERRED TO IN ARTICLE L.511-71 OF THE FRENCH MONETARY AND FINANCIAL CODE

Statement

By the 11th resolution, the General Meeting is requested, in accordance with the provisions of Article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code, for an advisory opinion on the total remuneration package paid during the past financial year to categories of the employees whose professional activities have a significant impact on the Bank's risk profile, as referred to in Article L.511-71 of the French Monetary and Financial Code.

ELEVENTH RESOLUTION
(Opinion on the total remuneration package paid during the past financial year to categories of staff whose professional activities have a significant impact on the Bank's risk profile, as referred to in Article L.511-71 of the Code monetary and financial, in accordance with the provisions of Article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, after reviewing the Board of Directors' management report and the report on corporate governance and the statutory auditors' reports and in accordance with Article L. 511-73 of the French Monetary and Financial Code, issues a favorable opinion on the remuneration package paid during the past financial year which amounts to 2,357,423.88 euros to the categories of the employees whose professional activities have a significant impact on the Bank's risk profile, as referred to in Article L.511-71 of the French Monetary and Financial Code.

12TH RESOLUTION POWERS TO CARRY OUT LEGAL FORMALITIES

Statement

The 12th resolution is a common resolution to allow the legal filing and publication formalities as required by any applicable law to be carried out after the General Meeting.

TWELFTH RESOLUTION
(Powers to carry out legal formalities)

The General Meeting, deliberating pursuant to the quorum and majority requirements for the ordinary General Meetings, grants full powers to the bearer of an original, a copy or an extract of the minutes of this ordinary General Meeting to the fulfilment of all legal filing and publicity formalities relating to or following the decisions taken pursuant to the preceding resolutions and/or additional resolutions.

4 ACCOUNT STATEMENTS
_ 2021 fiscal year

Balance sheet for publication

(in thousands of euros)

ASSETS

Notes	ASSETS	12/2021	12/2020
1	Cash balances, central banks and post office banks	536,787	543,920
3	Treasury bills and equivalent securities	47,862	42,407
1	Transactions with credit institutions	691,702	670,090
2	Transactions with customers	722,541	482,649
3	Bonds or other fixed-income securities		
4	Shares and other variable-income securities	59,682	34,790
5	Equity securities and other long-term securities	380	445
5	Shares in related companies	747	747
6	Intangible assets	1,965	1,766
6	Tangible assets	1,617	1,528
7	Other assets	2,193	2,813
7	Accruals	27,249	16,998
	TOTAL ASSETS	**2,092,728**	**1,798,153**

LIABILITIES

Notes		12 /2021	12 /2020
8	Deposits from credit institutions	1,582,281	1,212,483
9	Transactions with customers	89,855	199,151
	Debt securities		
10	Other liabilities	41,817	21,760
10	Accruals	20,758	18,562
11	Provisions for risks and charges	40,725	37,635
	Subordinated debt		
11	Funds for general banking risks		
12	Shareholders' equity excluding Funds for general banking risks	317,290	308,562
	Subscribed capital	250,727	250,727
	Reserves	75,243	75,243
	Regulated provisions and investment subsidies		
	Carried forward	-17,408	-12,768
	Income for the year	8,728	-4,640
	TOTAL LIABILITIES	**2,092,728**	**1,798,153**

OFF-BALANCE SHEET

(in thousands of euros)

Notes		12/2021	12/2020
	COMMITMENTS GIVEN		
13	Banking activity commitments given	**2,038,157**	**1,885,414**
	Financing commitments	275,272	315,083
	Guarantees	1,762,885	1,570,331
	COMMITMENTS RECEIVED		
14	Commitments received from banking activity and public and private insurance organizations	**354,201**	**281,948**
	Financing commitments		
	Guarantees	354,201	281,948
15	**FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS**		
	Currency to be received	325,760	470,415
	Currency to be delivered	327,548	469,451

Income statement for publication

(in thousands of euros)

Notes		12/2021	12/2020
	BANKING OPERATING INCOME AND EXPENDITURE		
	Interest and equivalent income	24,779	38,310
	Interest and equivalent expenses	(6,695)	(18,439)
	Income from variable-income securities	2,296	7
	Fees (income)	36,918	37,868
	Fees (expenses)	(3,105)	(1,507)
	Gains or losses on investment portfolio and equivalent transactions	(53)	(741)
	Other net banking operating income	4	242
16	**NET BANKING INCOME**	**54,146**	**55,740**
17	General operating expenses	(40,574)	(39,195)
17	Amortization/depreciation and provisions for intangible and tangible assets	(1,082)	(983)
	GROSS OPERATING INCOME	**12,489**	**15,562**
18	Cost of risk	(2,106)	(20,459)
	OPERATING INCOME	**10,384**	**(4,896)**
	Gains or losses on fixed assets		0
	INCOME BEFORE TAXES	**10,384**	**(4,896)**
19	Exceptional items	(31)	0
20	Corporate income tax	(1,625)	256
	Allocations/reversals of Funds for general banking risks and regulatory provisions		
	NET INCOME	**8,728**	**(4,640)**
	Earnings per share (in euros)	5,33	ns

5 NOTES ON THE ACCOUNT STATEMENTS

_ as at December 31, 2021

SIGNIFICANT EVENTS

Covid-19

The COVID 19 epidemic caused a severe economic downturn resulting in a sharp reduction in international trade flows during 2020. UBAF, by focusing on so-called essential activities (energy, agri-food, healthcare, equipment and industry ...) was able to adapt to this situation and prove its capacity for resilience in the face of a major economic crisis.

UBAF Hong-Kong Subsidiary

The UBAF (Hong Kong Limited) subsidiary, which is being liquidated, transferred its assets to UBAF France in November 2021. Referring to the criterion of "negligible interest of the subsidiary" in accordance with article L.233-17-1 of the French Commercial code, UBAF is exempted from drawing up consolidated accounts.

SIGNIFICANT EVENTS AFTER THE BALANCE-SHEET CLOSING

No significant event that could have an impact on the corporate financial statements occurred between the closing date of the financial year and the date of preparation of this report.

The Russia-Ukraine war had no impact on UBAF's accounts, as there is no exposure to these two countries.

ACCOUNTING PRINCIPLES AND VALUATION METHODS

The financial statements are prepared in accordance with the provisions of regulation 91-01 of the Banking Regulation Committee applicable to credit institutions as well as with accounting principles generally accepted in the French banking profession. The presentation of the financial statements adopted complies with the provisions of the regulation of the Accounting Standards Authority no. 2014-07 of November 26, 2014 relating to company accounts in the banking sector.

Principles for converting foreign currency transactions

The balance sheet of each entity is converted directly from the original currency of the transactions into euros at the closing rate on December 31. In general, fee and interest income and expenses and general expenses in foreign currencies are converted at the rate on the day they are recognized. Accrued interest recognized is revalued until its maturity date.

The monthly results in local currencies of the various entities are converted into euros at the month-end rate. The difference between the euro exchange values of the cumulative monthly income of the entities and the exchange value of the annual income at the December 31 rate is attributed to shareholders' equity. Differences between the historical cost of permanent operating resources in foreign currencies and their exchange value at the closing rate are recorded in the accruals with no impact on income. Equity securities denominated in foreign currencies are recognized at the historical exchange value of the purchase or subscription cost. The foreign currencies required for the acquisition of equity securities are purchased against euros.

Principles of separation of accounting periods

Transactions are recognized in accordance with the principle of separation of accounting periods. Interest is accrued on a daily basis and therefore recognized on the income statement on a *pro rata temporis* basis. Fees on guarantees and on medium and long-term loans are recognized on a *pro rata temporis* basis. Fees on documentary credits are recognized at the time of their receipt.

Principles for recognizing receivables

Receivables appear on the balance sheet at their nominal value or their acquisition price. Interest is recorded on a *pro rata temporis* basis and appears in the balance sheet with the principal. The internal rating is used to monitor the exposures of our counterparties as well as to calculate country risk provisions, and the external rating is used to calculate credit risk according to the standard method.

Doubtful debt

The reclassification as doubtful debt is carried out on the basis of the criteria defined in article 2221-1 of ANC regulation no. 2014-07:

- unpaid for more than 90 days except in cases unrelated to the debtor's financial position;
- debtor's financial position, independent of any unpaid debt, constituting a proven risk (alert procedures);
- litigation directly initiated between the institution and its counterparty.

All sums due including both interest and capital is considered as doubtful debt. Doubtful debt is recognized on the balance sheet net of

guarantees when the issuer of the guarantee is considered solvent and the eligibility conditions for the guarantee are met. Bad debt is debt for which a return to normal is not foreseeable in the near future or debt whose contractual due date has not been honored for more than a year. Interest on bad debt is no longer recognized.

Bad debt outstandings, for which recovery prospects have deteriorated sharply and which are expected to be written off, must be the subject of an impairment for an appropriate amount. This decision rests with the sensitive risk committee.

When a proven risk of partial or total non-recovery appears, doubtful debts are individually subject to impairments funded by allocations on the income statement. The valuation of guarantees is carried out during the study of the loans and revised during the classification as doubtful outstandings. It serves as the basis for calculating the impairment provisions.

Risk assessment is reviewed quarterly by a sensitive risk committee which sets the amount of the impairments. Pursuant to Article 2221-7 of ANC regulation no. 2014-07, when a proven risk is determined in relation to a counterparty, by contagion, all outstandings and commitments relating to said counterparty will be downgraded. When the counterparty belongs to a group, the sensitive risk committee examines the consequences of this default at the group level and assesses the need to classify as doubtful all outstandings relating to the group's legal entities. The contagion rules do not concern outstandings affected by isolated disputes unrelated to the insolvency of the counterparty, nor the credit risk depending on the solvency of a third party and not that of the counterparty itself (case of commercial discount).

In accordance with Article 2221-5 of ANC regulation no. 2014-07, the reclassification of doubtful debt as performing outstandings is carried out after clearance of all unpaid debts or restructuring of the debt. Impairments for doubtful debt are recognized directly as a reduction of assets, while in the income statement the net amount between allocations and reversals is recorded in cost of risk.

SPECIFIC RULES FOR RESTRUCTURED LOANS

Considering the usual payment periods for these loans, reclassification as doubtful debt is delayed to the twelfth month following the contractual due date. The contagion rule is applied to all unpaid outstanding amounts not yet due of these loans beyond the twelfth month following the due date, both capital and interest.

In accordance with Article 2231-3 of ANC regulation no. 2014-07, a discount equal to the difference between the discounting of contractual flows initially expected and the discounting of the future flows of capital and interest expected as a result of the restructuring, must be recognized as a debit in the income statement. The discount rate to be used is the original effective interest rate for fixed-rate loans or the last effective rate before the restructuring date determined in accordance with the contractual terms for variable-rate loans.

Principles for writing off bad debt

A loss on irrecoverable debt is recognized when the Sensitive Risks Committee considers that the debt can no longer be recovered or when the doubtful debt is sold. The amount of the loss corresponds to the recorded amount of the debt. The write-off is recorded when the elements recognized by local laws and regulations are met. The cost of risk includes the amount of losses on unrecoverable debts, hedged and non-hedged, and that of recoveries on impaired debts.

Securities portfolio

In accordance with Book II, Title 3 of ANC regulation no. 2014-07, a distinction is made between several categories of securities: trading securities, marketable securities, investment securities, portfolio activity securities, equity securities and shares in related companies and other long-term securities holdings. UBAF does not have securities in the following categories: trading securities, investment securities and portfolio activity securities.

EQUITY SECURITIES AND SHARES IN RELATED COMPANIES

Equity securities and shares in related companies are acquired with a view to long-term holding. This category includes equity interests of more than 10% or, possibly, less than 10% when they are accompanied by elements such as representation within the corporate bodies of the issuing entity or the existence of another indirect holding. Acquisition costs are recognized in expenses.

OTHER LONG-TERM SECURITIES HOLDINGS

Other long-term securities holdings are investments made in the form of securities with the intention of promoting the development of long-term professional relationships by creating a special link with the issuing company, but without influence in its management due to the low percentage of voting rights that they represent. When classified in one of these last two categories, securities are:

- recognized on the date of their acquisition and their acquisition price (excluding costs) or, in the event of transfer, at the estimated value according to the rules specific to their original category;
- valued at their historical cost or their value-in-use.

Unrealized gains are not recognized and unrealized losses give rise, without offsetting unrealized gains, to the establishment of a provision for impairment of long-term investments.

FIXED INCOME INVESTMENT SECURITIES

All fixed-income securities are classified as investment securities. Additions to the portfolio are recorded at the acquisition price, at the foot of the coupon. Acquisition and disposal costs are expensed. Positive or negative differences between the purchase price and the redemption value (premium/discount) are spread out on a straight-line basis in the income statement over the remaining term of the security. Securities are valued at the end of the financial year:

- at the end of December for listed securities,
- at the level of the last transactions on unlisted securities.

For securities not covered by a derivative, losses resulting from the comparison between the book value and the estimated value are subject to depreciation. Unrealized capital gains are not taken into account. For securities covered by a derivative, a net capital gain or loss is calculated, corresponding to the sum of the capital gain or loss of the security and the capital gain or loss of the derivative. A net capital loss must be written down, while an unrealized net capital gain must not be taken into account.

VARIABLE INCOME INVESTMENT SECURITIES

Variable-income securities are recorded at their acquisition price. They are valued at the market price for listed securities or at the last known transaction price for unlisted securities. Given the nature of the portfolio consisting solely of money market fund shares, the value appearing on the balance sheet is that which corresponds to the market price.

Principles for recording hedging transactions on interest rate instruments carried out over-the-counter

UBAF recognizes hedging transactions in accordance with the provisions of Title 5 of ANC Regulation No. 2014-07.

INTEREST RATE SWAPS

Interest rate swaps are used in micro-hedging to cover interest rate risk for an operation identified from the outset. These hedges are carried out at the same time as transaction being hedged, in the same currency, for the same duration and with the same variable rate reference. Interest rate swaps are also used in macro-hedging to cover working capital. Cash mismatches can also be covered by interest rate swap transactions.

Interest rate differentials paid or received are recorded in the income statement *pro rata temporis* over the residual term of the hedged instrument. The income or expense thus recognized symmetrically offsets the income or expense of the hedged item. If the latter is valued at market price, only the negative difference between the market price of the swap and that of the hedged instrument is debited to the income statement.

Balances paid or received on hedging positions settled by operations in the opposite direction carried out with the same counterparty, corresponding to the difference in value of the two transactions, are spread over the residual term of the initial hedging operation.

FRAS ARE USED MAINLY TO HEDGE CASH-FLOW IMBALANCES

Rate differentials paid or received on the transaction value date are spread over the maturity of the transaction being hedged.

Principles for recording related debts and receivables

Debts appear on the balance sheet at their nominal value or their issue price. Interest is recorded *pro rata temporis* and appears under the same balance sheet item as the principal. The premiums or discounts on the securities issued are spread out linearly over the term of issue of the securities.

Principles of recording fixed assets and depreciation rules assets and amortisation and depreciation rules

Fixed assets appear on the assets side of the balance sheet for a net value made up of their acquisition cost less depreciation. No free or legal revaluation has been carried out. Intangible assets relate to acquired or created software. Straight-line depreciation is applied over a period of five or seven years for central site software and over three years for office automation applications. The same depreciation rules are applied for computer equipment.

Other fixed assets acquired since January 1, 1996 are depreciated on a straight-line basis over their probable useful life.

AMORTIZATION PERIODS

Buildings – fixtures and fittings	from 10 to 30 years
Furniture, equipment	10 years
Rolling stock, machines	5 years
Computer hardware/software central site	from 5 to 7 years
Personal computer hardware	3 years

Principles for recognizing extraordinary items

Extraordinary items represent costs and income that do not fall within the company's normal cycle of operations. These items can come from capital transactions, profit or loss on the sale or disposal of a fixed asset, or the sale of securities..

Principles for recognizing provisions

COLLECTIVE PROVISIONS FOR COUNTRY RISKS

Provisions for risks are precautionary provisions to cover the risks of non-doubtful commitments of all kinds on and off the balance sheet in any country and the related accrued interest. The method for calculating collective provisions for country risks was changed in 2015.

Since 2015 the provisions have been calculated on the basis of weighted commitments (EAD) according to their equivalent credit risk. The following weightings are applied to these commitments:

- Application of a Probability of Default (PD) based on UBAF's internal rating of the counterparty;
- Application of a Loss Given Default (LGD): the standard LGD is used, namely 45% of the commitment;
- Application of a duration weighting taking into account that probabilities of default are over 1 year and that most of UBAF's commitments are short term;
- Application of a stressed probability of default; probability x 1.5 for countries considered higher risk by the risk department or with a high concentration in UBAF's portfolio;
- Application of an additional weighting for the 20% model risk.

PROVISIONS FOR LITIGATION

Litigation with credit institutions or with clients, which do not concern the sale of debt, give rise to the allocation of a provision for litigation for the amount of risk assessed by the sensitive risks committee.

PROVISIONS FOR CHARGES

Probable charges due to an event or a decision during the year, if the amount can be valued precisely, give rise to the recognition of a provision for charges.

1. Assets

NOTE 1: INTERBANK AND EQUIVALENT TRANSACTIONS

Cash balances, central banks and post office banks

(in thousands of euros)

The section cash balances, central banks and post office banks includes cash in hand and current accounts in the issuing institutions of the countries where UBAF is implanted. This item is made up almost entirely of the mandatory reserves with issuing institutions.

Details of debt from credit institutions

(in thousands of euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Current accounts	59,089	33,756
Interbank loans	271,624	413,380
Short-term commercial loans	360,462	218,796
Medium and long-term commercial loans	20	25
Gross doubtful debt	0	8 103
Receivables concerning associated companies	507	510
Total gross receivables	**691,702**	**674,570**
Impairments	0	(4,480)
TOTAL	**691,702**	**670,090**

Details of doubtful debt from credit institutions

(in thousands of euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Public doubtful debt		
Private doubtful debt	0	3,623
Public bad debt		
Private bad debt	0	4,480
TOTAL	**0**	**8,103**

Only the following receivables from the balance sheet are broken down by residual maturity and by geographical area:

Interbank loans	271,624
Short-term commercial loans	360,462
Medium and long-term commercial loans	20
TOTAL	**632,106**

Details of receivables from credit institutions by residual maturity

(in thousands of euros)

< = 3 months	<= 12 months	< = 5 years	> 5 years	Total
480,998	150,525	583	0	632,106

Geographical breakdown of receivables from credit institutions

(as a percentage)

The breakdown by geographical area is done for gross receivables of impairments (impairments not deducted).

AREAS	Proportion of world total	% of public receivables	% of private receivables
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	38.16	28.42	71.58
Arab world	27.84	5.87	94.13
Europe excluding EEA* and Switzerland	9.30	39.26	60.74
Asia excluding Japan	23.34	28.90	71.10
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	1.36	7.31	92.69
** European Economic Area*	**100%**		

NOTE 2: TRANSACTIONS WITH CUSTOMERS

Details of receivables with customers

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
Current accounts	27,002	1,563
International trade financing	643,502	411,790
Medium and long-term equipment financing	40,639	37,311
Other loans	1,112	22,563
Receivables concerning associated companies	1,199	1,038
Gross doubtful debt	63,291	86,754
Total gross receivables	**776,745**	**561,020**
Impairments	(54,204)	(78,371)
TOTAL	**722,541**	**482,649**

Details of doubtful debt with customers

(in thousands of euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Public doubtful debt		
Private doubtful debt	0	148
Public bad debt	0	0
Private bad debt	63,291	86,606
TOTAL	**63,291**	**86,754**

Only the following elements from the balance sheet are broken down by residual maturity and by geographical area:

International trade financing	643,502
Medium and long-term equipment financing	40,639
Other loans	1,112
TOTAL	**685,253**

Details of receivables from customers by residual maturity

(in thousands of euros)

< = 3 months	<= 12 months	< = 5 years	> 5 years	Total
449,966	234,175	50	1,062	685,253

Geographical breakdown of receivables from customers (excluding doubtful debt)

(as a percentage)

AREAS	Proportion of world total	% of public receivables	% of private receivables
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	45.21	0.00	100.00
Arab world	10.97	35.02	64.98
Europe excluding EEA* and Switzerland	3.94	0.00	100.00
Asia excluding Japan	39.48	7.13	92.87
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	0.40	100.00	0.00
**European Economic Area*	100%		

Geographical breakdown of doubtful debt with customers and related hedges

(as a percentage)

AREAS	Customer doubtful debt	Associated impairments
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	0.02	0.02
Arab world	99.98	99.98
Europe excluding EEA* and Switzerland		
Asia excluding Japan		
Latin America		
Oceania		
Africa		
** European Economic Area*	100%	100%

Almost all doubtful debt is private debt.

NOTE 3: BONDS AND OTHER FIXED-INCOME SECURITIES, TREASURY BILLS AND EQUIVALENT SECURITIES

Bonds, other fixed-income securities, treasury bills and equivalent securities held by UBAF are all listed.

Details of bonds, other fixed-income securities, treasury bills and equivalent securities

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
BONDS AND OTHER FIXED-INCOME SECURITIES		
Gross value		
Impairment		
Net value		
Miscellaneous		
Total bonds and other fixed-income securities		
TREASURY BILLS AND EQUIVALENT SECURITIES		
Gross value	47,862	42,407
Impairment		
Net value	*47,862*	*42,407*
Total treasury bills and equivalent securities	**47,862**	**42,407**
TOTAL	**47,862**	**42,407**

Treasury bills and equivalent securities correspond to tradable debt securities issued by public bodies and redeemable with the issuing institution.

Distribution by residual maturity of bonds and other fixed-income securities, treasury bills and equivalent securities

(gross and varying values - in thousands of euros)

< = 3 months	<= 12 months	< = 5 years	> 5 years	Total
47 862				47,862

Comparison of carrying and market values of bonds and treasury bills (in thousands of euros – excluding receivables concerning associated companies)

(in thousands of euros - excluding receivables concerning associated companies)

TYPE	Gross carrying value	Redemption value	Market value	Provision	Difference MV-CV
Bonds and other fixed-income securities					
Treasury bills and equivalent securities	47,862	47,862	47,862	0	0

NOTE 4: SHARES AND OTHER VARIABLE-INCOME SECURITIES

(in thousands of euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Purchase price	60,027	35,081
Provision	(345)	(291)
Net value	**59,682**	**34,790**

The variable-income securities are composed essentially of money market UCITS securities and bond instruments.

NOTE 5: EQUITY SECURITIES AND SHARES IN RELATED COMPANIES

The net value of shares in related companies corresponds to the 53.98% stake in the capital of UBAF (Hong Kong) Limited.

	Capital in foreign currencies	Shareholders' equity including income in euros	Proportion of capital held (%)	Income in euros	Carrying value of securities in euros	Amount of loans and advances granted in euros
SUBSIDIARIES (HOLDINGS MORE THAN 50%)						
UBAF (HONG KONG) LTD.	5,000,000 HKD 1,582,125 USD	6,719,805	53,98	-	746,633	-
Other equity interests					380,033	
				TOTAL	**1,126,666**	

Gross value at year-end of equity interests and share in related companies:
(in thousands of euros)

	31.12.2020	31.12.2021
Subsidiaries	747	747
Equity interests	445	380
Gross Total	**1,192**	**1,127**

NOTE 6: ASSETS

(in thousands of euros)

GROSS FIXED ASSETS	31.12.2020	Acquisition	Disposal / scrapping	Transfer between items	Price fluctuation impact	31.12.2021
Intangible assets	**9,984**	**534**	**0**	**0**	**43**	**10,561**
- Other intangible assets	9,938	534	0	0	43	10,515
- Lease right	46					46
Tangible assets	**6,009**	**686**	**423**	**(3)**	**33**	**6,302**
- Land and operational buildings	0	0	0	0	0	0
- Fixtures and fittings	1,894	1	0	0	3	1,898
- Transport equipment	117	0	0	0	6	123
- Office equipment and furniture	3,998	602	423	(3)	24	4,198
- Tangible assets under construction		83				83
TOTAL	**15,992**	**1,220**	**423**	**(3)**	**76**	**16,864**

AMORTISATION	31.12.2020	Allowance	Decrease	Transfer between items	Price fluctuation impact	31.12.2021
Intangible assets	**8,218**	**484**			**(105)**	**8,597**
- Other intangible assets	8,218	484	0	0	(105)	8,597
Tangible assets	**4,481**	**598**	**423**	**0**	**31**	**4,687**
- Land and operational buildings	0	0	0	0	0	0
- Fixtures and fittings	1,211	179	0	0	4	1,394
- Transport equipment	81	24	0	0	3	108
- Office equipment and furniture	3,189	395	423	0	24	3,183
TOTAL	**12,699**	**1,082**	**423**	**0**	**(74)**	**13,283**
NET INTANGIBLE ASSETS	**1,766**					**1,965**
NET TANGIBLE ASSETS	**1,528**					**1,617**

NOTE 7: ACCRUALS AND OTHER ASSETS

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
Other assets	0	0
Interest and income receivable	1,497	2,525
Collection account	0	0
Subsidiary allocations – foreign exchange crystallisation	8,843	8,843
Other accruals	19,102	8,443
TOTAL	**29,442**	**19,811**

2. Liabilities

NOTE 8: INTERBANK AND EQUIVALENT TRANSACTIONS

Details of interbank and equivalent transactions

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
Current accounts	149,118	62,388
Fixed-term interbank loans	1,028,173	736,265
Fixed-term commercial deposits	404,310	412,562
Payables to associated companies	680	1 267
TOTAL	**1,582,281**	**1,212,483**

Only the following balance sheet items are broken down by residual maturity and by geographical area:

Interbank transactions	1,028,173
Commercial deposits	404,310
TOTAL	**1,432,483**

Commercial deposits made by banks are related to documentary credit transactions.

Breakdown of interbank and equivalent transactions by residual maturity

(in thousands of euros)

< = 3 months	<= 12 months	< = 5 years	> 5 years	Total
1,029,803	402,680			1,432,483

Geographical breakdown of transactions with credit institutions

(as a percentage)

AREAS	Proportion of payables of world total	% of public debts	% of private debts
EEA*, Switzerland, U.S.A., Canada, Japan	14.95	64.28	35.72
Arab world	67.12	45.61	54.39
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.12	0.00	100.00
Asia excluding Japan	2.79	100.00	0.00
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	15.02	38.39	61.61
** European Economic Area*	**100%**		

NOTE 9: TRANSACTIONS WITH CUSTOMERS

Details of transactions with customers and equivalent

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
Current accounts	62,427	66,364
Fixed-term deposit accounts	27,428	132,765
Repurchase agreements		
Payables to associated companies	0	22
TOTAL	**89,855**	**199,151**

Breakdown of customer fixed-term deposit accounts by residual maturity

(in thousands of euros)

< = 3 months	<= 12 months	< = 5 years	> 5 years	Total
	27,428			27,428

Geographical breakdown of transactions with customers and equivalent

(as a percentage)

AREAS	Proportion of payables of world total	% of public debts	% of private debts
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	80.43		100.00
Arab world	4.49		100.00
Europe excluding EEA* and Switzerland	2.27		100.00
Asia excluding Japan	12.21		100.00
Latin America	0.60		100.00
Oceania	0.00		
Africa	0.00		0.00
** European Economic Area*	**100%**		

NOTE 10: ACCRUALS AND OTHER LIABILITIES

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
Government - taxes and duties	1,147	121
Provisions for social security and pensions	9,406	9,147
Other liabilities	31,264	12,492
Total other liabilities	**41,817**	**21,760**

The amount of end-of-career benefits for employees at Head Office, Singapore and South Korea amounts to 4,943 thousand euros.

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2021	31.12.2020
Accrued interest and expenses, trade payables	3,982	4,715
Accounts pending allocation and adjustment	16,776	13,847
Total accruals	**20,758**	**18,562**

NOTE 11: PROVISIONS AND FUNDS FOR GENERAL BANKING RISK (FGBR)

(in thousands of euros)

TYPE OF PROVISION	31.12.2020	Allocations	Reversals not used	Reversals used	Transfer between items	Exchange rate change	31.12.2021
Provisions for country risks	36,133	8,457	4,532	0	0	0	40,058
Provisions for litigation losses and charges	1,502		835	0	0	0	667
Provisions for off-balance sheet commitments	0	0	0	0	0	0	0
Sub-total	**37,635**	**8,457**	**5,367**	**0**	**0**	**0**	**40,725**
FGBR	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**37,635**	**8,457**	**5,367**	**0**	**0**	**0)**	**40,725**

a. Provisions for off-balance sheet risks cover off-balance sheet commitments for which a risk of loss is considered likely on the basis of events known at the year-end.

b. Provisions for country risks have been set up in accordance with the rules set out in the note on accounting principles.

The amount of provisions covering these commitments is 40 million euros. The total coverage amounts to 1.88% of outstandings net of guarantees.

The table below gives the breakdown by geographical area of the receivables used to calculate the provision for country risks.

Geographical breakdown of collective provisions for country risks and outstanding amounts

(as a percentage)

The coverage rate and geographical distribution in percentage indicated below are calculated in relation to net outstanding guarantees received as defined in the Accounting principles.

AREAS	Proportion of total net outstandings	Coverage per country risk provision
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	19.67	0.77
Arab world	47.97	2.22
Europe excluding EEA* and Switzerland	4.50	1.54
Asia excluding Japan	17.46	1.07
Latin America	0.00	0.00
Oceania	0	0.00
Africa	10.40	3.95
** European Economic Area*	**100%**	**1.88%**

c. The provisions for litigation primarily cover legal risks.

NOTE 12: SHAREHOLDERS' EQUITY

Changes to shareholders' equity

(in thousands of euros)

	Share capital	Legal reserves	Premiums	Other reserves	Carried forward	Result	Total shareholders' equity
Balance at 31.12.2020	**250,727**	**15,550**		**59,693**	**(12,768)**	**(4,640)**	**308,562**
Dividends paid during the year							
Change in capital							
Change in premiums and reserves							
Appropriation of previous year's income						4 640	
Carried forward					(4 640)		
Income for the year						8 728	
Other movements							
Balance at 31.12.2021	**250,727**	**15,550**		**59,693**	**(17,408)**	**8,728**	**317,290**

Allocation of income proposition

It is proposed to the General Meeting of shareholders, scheduled on May 18, 2022, to allocate the excess income of 8,728 thousand euros to the deferral account.

Breakdown of capital

The capital is divided into 1,638,740 shares, each with a nominal value of 153 euros divided into two classes:

- Class A shares held by Arab shareholders representing 52.99% of the capital;
- Class B shares nearly all held by CA-CIB since July 2005 representing 47.01% of the capital.

According to the equity method, UBAF was included in the consolidated financial statements of CA-CIB.

Class A and B shares grant strictly identical rights in terms of voting and dividends.

SHAREHOLDERS	Capital held in euross	Capital held as percentage
CLASS B SHARES		
CA-CIB	117,867,069	47.01
Class B group guarantee shares	306	0.00
CLASS A SHARES		
Ubac Nederland B.V. (undergoing restructuring)	57,976,596	23.12
Banque Extérieure d'Algérie	23,452,911	9.35
Central Bank of Egypt	14,813,460	5.91
Libyan Arab Foreign Bank	13,960,332	5.57
Banque Centrale Populaire	12,520,143	4.99
Arab African International Bank	9,416,997	3.76
Riyad Bank	717,417	0.29
Class A group guarantee shares	1,930	
TOTAL	**250,727,161**	**100**

Operations with related companies and related parties

Operations carried out by UBAF with related companies and parties are not of significant importance and were entered into under normal market conditions.

Operations with the principal shareholder

As of December 31, 2021, the main operations in progress with the Crédit Agricole group are as follows (in thousands of euros):

Interest-rate swaps (at market price)	6,065
Interbank loans	
Securities	
Interbank borrowings	1,040

3. Off-balance sheet

NOTE 13: COMMITMENTS GIVEN

(in thousands of euros)

	31.12.2021			31.12.2020
	Banks	Clients	Total	
Financing commitments given		**275,272**	**275,272**	**315,083**
of which opening of confirmed credits		43,080	43,080	121,848
of which documentary credits (import)		175,996	175,996	142,411
of which other commitments		56,196	56,196	50,823
Guarantee commitments given	**1,125,220**	**637,665**	**1,762,885**	**1,570,331**
of which credit repayment guarantees	27,698	45,102	72,900	74,631
of which contract bonds	278,551	568,381	846,932	904,716
of which documentary credits (export)	818,972	23,795	842,757	590,454
of which others		386	386	531

Among the guarantees, 4,3 million euros are considered doubtful and not covered by any provision.

NOTE 14: COMMITMENTS RECEIVED

(in thousands of euros)

The commitments received presented below only list the commitments received from credit institutions and insurers.

	31.12.2021	31.12.2020
Financing commitments		
Guarantees	354,201	281,948

NOTE 15: FORWARD EXCHANGE TRANSACTIONS

(in thousands of euros)

CURRENCY	To receive	To pay	Net receivable	Net payable
EUR	60,395	175,000		114,605
USD	237,145	39,741	197,404	
JPY	9,629	78,528		68,899
KRW		25,673		25,673
GBP	18,591	0	18,591	
SGD		8,607		8,607
Others		34,279		34,279
TOTAL	**325,760**	**361,828**	**215,995**	**252,063**

OTHER OFF-BALANCE SHEET INFORMATION

Over-the-counter hedging transactions on fixed-income instruments

(in thousands of euros)

FINANCIAL INSTRUMENTS	Nominal	Market value
Interest-rate swaps - micro-hedging	0	0
Interest-rate swaps - macro-hedging	289,000	6,065
FRA	0	0

Operations in financial instruments by the bank are carried out exclusively to hedge interest rate positions corresponding to the portfolio of category B or C of article 2 of regulation n° 90-15 of the Banking Commission. These operations are mainly represented by over-the-counter instruments. There is no trading activity on financial instruments.

Pension commitments

A) DEFINED BENEFIT SCHEMES

These schemes concern Asian entities only. The benefits are calculated statistically based on final salary and length of service. They are managed by specialist bodies calling for the payments. As at December 31, 2021, there are therefore no off-balance sheet commitments relating to defined benefit pension schemes.

B) COMMITMENTS REGARDING SUPPLEMENTARY PENSIONS PRIOR TO 1993

Following the agreement of September 13, 1993, banks belonging to the Fédération Bancaire Française (FBF) undertook to pay additional contributions to their pension fund, up to 4% of their payroll, to make up the deficit between the pension levels of the old and the new systems. As at December 31, 2021, the Bank's maximum potential commitment is zero.

4. Income

NOTE 16: NET BANKING INCOME

(in thousands of euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Interest and equivalent income	**27,075**	**38,317**
Transactions with credit institutions	13,787	20,835
Transactions with customers	13,138	17,105
Bonds or other fixed-income securities	150	377
Subordinated debt	0	0
Interest and equivalent expenses	**-6,695**	**-18,439**
Transactions with credit institutions	-6,005	-17,757
Transactions with customers	-690	-682
Bonds or other fixed-income securities	0	0
Subordinated debt	0	0
Fees (income)	**36,919**	**37,868**
Fees (expenses)	**- 3,105**	**- 1,507**
Gains or losses on investment portfolio and equivalent transactions	**-53**	**-741**
Transactions on marketable securities	-53	-741
- Capital gains and losses	0	-1,305
- Allocations and reversals of provisions	-53	563
Transactions on portfolio activity securities	0	0
Other net banking operating income	**4**	**11**
NET BANKING INCOME	**54,146**	**55,740**

NOTE 17: GENERAL OPERATING EXPENSES

(in thousands of euros)

	31.12.2021	31.12.2020
Personnel expenses	26,100	24,697
Fixed and variable salaries	*18,352*	*17,315*
Pension expenses	*1,668*	*1,579*
Other social security expenses	*5,003*	*5,227*
Incentive bonus and profit-sharing	*360*	*0*
Taxes, duties and equivalent payments	*717*	*576*
Taxes and duties	932	1 505
Other operating expenses	14,624	13,976
TOTAL GENERAL EXPENSES	**41,656**	**40,178**

STATUTORY AUDITORS' FEES:

(in thousands of euros)

	31.12.2021
Certification of accounts – Ernst & Young	117
Certification of accounts – PricewaterhouseCoopers	117
Other – Ernst & Young	3
Other – PricewaterhouseCoopers	31

There were no lavish expenses incurred by UBAF

NOTE 18: COST OF RISK

(in thousands of euros)

The cost of risk breaks down as follows:

	31.12.2020	Foreign exchange effect	Allocations (a)	Reversals not used (b)	Reversals used	Transfers	Net allocations (a - b)	31.12.2021
Impairment of doubtful debt	80,012	(7,438)		376	32,869		(376)	54,203
Provisions for risks and charges	37,635		8,457	5,367			3,090	40,725
Country risk	*36 133*		*8 457*	*4,532*			*3,925*	*40,058*
Litigation	*1 502*			*835*			*(835)*	*667*
Off-balance sheet risk								
TOTAL PROVISIONS	**117,647**	**7,438**	**8,457**	**5,743**	**32,869**		**2,714**	**94,928**
Litigation charges							44	
Recovery of impaired debt							(652)	
Losses on non-hedged irrecoverable debt								
COST OF RISK							**2,106**	

NOTE 19: EXCEPTIONAL RESULT

(in thousands of euros)

Exceptional income is made up of €47,000 in bad debt and €16,000 in liquidation surplus.

NOTE 20: CORPORATE INCOME TAX

(in thousands of euros)

The amount of corporate income tax recognized during 2021 is distributed as follows:

	31.12.2021
Head Office	(1,505)
Singapore	11
South Korea	(112)
Japan	(19)
TOTAL	**(1,625)**

After attribution, Head Office benefits from an estimated deferrable tax loss of 49.2 million euros as at December 31, 2021.

5. Other information

REMUNERATION ALLOCATED TO THE ADMINISTRATIVE, MANAGEMENT AND SUPERVISORY BODIES

(Article R 123-198 1 of the French Commercial Code)

Remuneration and benefits in kind granted to executive bodies amount to 571,533 euros.

In respect of their direct remuneration and the reimbursement of expenses within the framework of their functions in the bank, the members of the Board of Directors received the sum of 421,712 euros.

During the 2021 fiscal year, no loans or advances were granted to members of the executive bodies.

PAYROLL

As at December 31, 2021, there were 276 full-time equivalents on the payroll.

ARTICLE L 511-45 OF THE FRENCH MONETARY AND FINANCIAL CODE

Under the terms of this article, companies are required to publish information relating to their presence in fiscally non-cooperative countries. UBAF is not established in any fiscally non-cooperative country.

يـــوبـــاف
U B A F

Conception et réalisation / Designed and produced by: Increa by PrintVallée - Crédit photos / Photo credit: AdobeStock